



Assemblée générale

Soixante-quatorzième session

3^e séance plénière

Mardi 24 septembre 2019, à 9 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Muhammad-Bande (Nigéria)

La séance est ouverte à 9 h 5.

Point 110 de l'ordre du jour

Rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation (A/74/1)

Le Président (*parle en anglais*) : Au titre du point 110 de l'ordre du jour, l'Assemblée générale va entendre une présentation par le Secrétaire général de son rapport annuel sur l'activité de l'Organisation (A/74/1).

Je donne maintenant la parole au Secrétaire général, S. E. M. António Guterres.

Le Secrétaire général (*parle en anglais*) : La Charte des Nations Unies est très claire : les peuples, voilà la priorité. Les mots par lesquels s'ouvre la Charte – « Nous, peuples des Nations Unies » – résonnent comme une injonction : il faut placer l'être humain au cœur de nos efforts. Tous les jours. Partout. Notre devoir est d'aider nos contemporains, avec leurs angoisses et leurs aspirations. Leurs souffrances et leurs espoirs. Toutes ces personnes qui, avant tout, ont des droits. Car loin d'être une faveur que l'on pourrait accorder ou retirer à loisir, ces droits sont un don que confère le seul fait d'appartenir au genre humain.

Pendant la première moitié de mon mandat, j'ai eu la chance de rencontrer beaucoup de personnes dans le monde, là où elles vivent, là où elles travaillent, là où elles rêvent, loin des salles de réunion et de leurs dorures.

Et je les ai écoutées. Ces familles du Pacifique Sud qui ont peur de voir leurs vies balayées par l'élévation du niveau des mers... Ces jeunes réfugiés du Moyen-Orient qui veulent retourner à l'école et rentrer chez eux... Ces personnes qui ont survécu à l'Ebola au Nord-Kivu et qui s'efforcent de rebâtir leur vie... Ces femmes qui exigent l'égalité et veulent un avenir... Ces personnes de toutes croyances et traditions qui souffrent simplement en raison de ce qu'elles sont. Et tant d'autres...

Nous vivons une époque d'angoisse. Beaucoup ont peur de perdre pied, peur d'être écrasés, écartés ou laissés de côté. Les machines leur volent leur travail. Les trafiquants, leur dignité. Les démagogues, leurs droits. Les chefs de guerre, leur vie. Les combustibles fossiles, leur avenir. Et pourtant, toutes ces personnes croient encore dans les valeurs et dans les idées qui nous réunissent ici, dans cette salle. Elles croient en l'Organisation des Nations Unies. Mais ont-elles foi en nous? Est-ce qu'elles croient leurs dirigeantes et leurs dirigeants prêts à donner la priorité à l'être humain? Nous ne pouvons pas décevoir nos peuples.

Les peuples ont le droit de vivre en paix. Il y a un an dans cette salle, j'ai parlé des vents d'espoir qui soufflaient en dépit du chaos et de la confusion régnant dans notre monde (voir A/73/PV.6). Depuis lors, certains de ces vents ont continué de nous pousser dans la bonne direction. Nous étions peu à y croire, mais les élections se sont déroulées de manière pacifique à Madagascar, aux Maldives et en République démocratique du Congo, entre autres. La Grèce et la Macédoine du Nord sont

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

19-29164(F)



Document adapté

Merci de recycler



parvenues à régler le différend qui les a opposées pendant des décennies au sujet du nom de cette dernière. Le dialogue politique au Soudan et le processus de paix en République centrafricaine ont fait renaître l'espoir. Et un pas dans la bonne direction a enfin été accompli pour trouver une issue politique à la tragédie qui déchire la Syrie, dans le droit fil de la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité.

Comme je l'ai annoncé hier, toutes les parties concernées sont parvenues à un accord en vue de la création d'une Commission constitutionnelle crédible, équilibrée et inclusive, dirigée et contrôlée par les Syriens. Mon envoyé spécial rentre tout juste de Damas où il a réglé les derniers détails avec le Gouvernement et l'opposition. L'Organisation des Nations Unies a hâte de lancer officiellement la Commission à Genève d'ici à quelques semaines.

La situation dans le monde reste toutefois un triste tableau, sur fond de poursuite des conflits et de propagation du terrorisme, tandis que plane la menace d'une nouvelle course aux armements. Les ingérences extérieures, souvent en violation des résolutions du Conseil de sécurité, rendent les processus de paix encore plus difficiles. Et il reste beaucoup de crises à régler : au Yémen, en Libye, en Afghanistan et ailleurs.

Une série d'actions unilatérales risque de torpiller la perspective d'une solution des deux États entre Israël et la Palestine. Quatre millions de personnes ont fui le Venezuela, un des déplacements les plus massifs au monde. Les tensions s'exacerbent en Asie du Sud, et il est devenu urgent de régler les désaccords par le dialogue.

Surtout, le risque de voir exploser un conflit armé dans le Golfe est réel et les conséquences seraient bien trop dévastatrices. Les attaques qui ont visé récemment les installations pétrolières de l'Arabie saoudite sont tout simplement inacceptables. Dans un contexte où la moindre faute de calcul peut déclencher un affrontement majeur, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour appeler à la raison et à la retenue. J'espère qu'un jour, tous les pays de la région pourront coexister dans un esprit de respect mutuel et de coopération, sans s'ingérer dans les affaires des autres. J'espère aussi qu'il sera possible de préserver les progrès accomplis dans le domaine de la non-prolifération nucléaire dans le cadre du Plan d'action global commun.

Depuis que j'ai pris mes fonctions, j'ai toujours souligné l'importance de la prévention des crises et de la médiation et appelé à un sursaut de la diplomatie

au service de la paix. Imaginez toutes les vies que nous pourrions sauver si nous investissons davantage dans la pérennisation de la paix dans le monde. Quelque 100 000 Casques bleus protègent les civils et promeuvent la paix en certains des zones les plus sensibles de la planète.

Grâce à notre initiative dite « Action pour le maintien de la paix », nous intervenons de manière plus efficace et nous consolidons nos partenariats avec les pays qui fournissent des contingents ou du personnel de police, les pays hôtes et les organisations régionales comme l'Union africaine et l'Union européenne.

Je suis aussi fier des membres du personnel humanitaire qui s'emploient sans relâche à soulager les souffrances. L'ONU se charge d'assurer plus de la moitié des secours humanitaires internationaux, en veillant à ce que des millions de personnes reçoivent la protection, les vivres, les médicaments, l'eau et tout ce dont elles ont besoin pour survivre, et en leur donnant un abri. Rien que cette année, nous avons perdu, dans des attaques brutales ou d'autres circonstances, au moins 80 soldats de la paix et agents humanitaires ou autres. Ces femmes et ces hommes ont donné leur vie pour essayer d'améliorer celle des autres. Je leur rends hommage : ils se sont sacrifiés au service de l'ONU.

Nous avons étayé notre dispositif pour la lutte antiterroriste et défini de nouvelles stratégies pour combattre l'extrémisme violent et s'attaquer à ses causes profondes dans le respect des droits de la personne. Et j'ai présenté un nouveau programme de désarmement pour faire avancer la paix mondiale. Dans l'immédiat, il faut que soit prolongé l'accord « New Start ». Nous devons nous attaquer à la menace grandissante que représentent les missiles balistiques et faire en sorte que l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, en 2020, soit un succès. L'avenir dans la péninsule coréenne reste incertain et je soutiens entièrement les efforts déployés en vue de la tenue d'une nouvelle réunion au sommet entre le Président des États-Unis et le dirigeant de la République populaire démocratique de Corée.

En cette époque de transition, marquée par un déséquilibre mondial des rapports de force, un nouveau risque se profile à l'horizon, un risque encore mince, mais bien réel. Le risque d'une profonde fracture, d'une planète divisée en deux, qui verrait les deux plus grandes puissances asseoir leur pouvoir sur deux mondes séparés en compétition, chacun avec sa devise dominante, ses propres règles commerciales et financières, son propre Internet et sa propre intelligence artificielle, ses propres

stratégies géopolitiques et militaires, dans un jeu à somme nulle. Nous devons tout faire pour éviter cette profonde fracture et maintenir un système universel – une économie universelle se déployant dans le respect universel du droit international; un monde multipolaire adossé à des institutions multilatérales solides.

Les peuples ont droit à la sécurité sous tous ses aspects. Toutes les mesures qui sont prises pour faire respecter les droits de la personne contribuent aussi au développement durable et à la paix. Au XXI^e siècle, nous devons appréhender les droits de la personne de telle sorte qu'aucun être humain sur Terre ne soit oublié et en défendant tous les droits. Économiques. Sociaux. Culturels. Politiques. Civils.

Ce serait une erreur que d'ignorer les droits économiques, sociaux et culturels ou de ne pas en apprécier toute l'importance. Mais ce serait aussi une erreur que de penser que ces droits sont suffisants pour étancher la soif de liberté de par le monde. Les droits de la personne sont universels et indivisibles. Nous n'avons pas la latitude de choisir, d'en privilégier certains au détriment d'autres. Toute personne a le droit au bien-être et à des conditions de vie dignes. Tout le monde doit pouvoir prendre soin de sa santé, se loger, se nourrir, bénéficier d'une protection sociale et vivre dans un environnement durable, recevoir une éducation – pas seulement pour s'instruire mais aussi pour apprendre à apprendre. Tout le monde doit pouvoir travailler dans des conditions décentes, et en particulier les jeunes. Ces droits, qui sous-tendent le Programme de développement durable à l'horizon 2030, sont aussi l'un des meilleurs moyens de prévenir les conflits.

Et pourtant, la route est longue. Les inégalités se creusent vertigineusement. Notre économie mondialisée produit des revenus gigantesques, mais ce sont quelques élites qui en accaparent les fruits. Aujourd'hui encore, les chances de vivre hors du besoin et dans toute sa dignité d'être humain dépendent moins des capacités d'une personne que des circonstances de sa naissance. C'est la triste réalité.

Le Sommet sur les objectifs de développement durable qui se tient aujourd'hui et le dialogue de jeudi, 26 septembre, sur le financement nous offrent l'occasion de rehausser nos ambitions, notamment, comme l'a recommandé le Groupe de haut niveau sur la coopération numérique, en exploitant le potentiel prometteur de la technologie et de l'innovation.

Comme cela a été souligné hier dans le cadre du Sommet sur l'action pour le climat, l'urgence climatique est une course contre la montre. Nous nous sommes laissés distancer, mais la victoire est encore possible, si nous sommes prêts à changer tout de suite nos habitudes. Nous devons même revoir notre façon de parler : ce que nous appelions hier encore « changements climatiques » est devenu aujourd'hui une véritable « crise climatique ». Hier encore, nous évoquions le « réchauffement de la planète », mais il serait plus juste de parler aujourd'hui de l'« embrasement de la planète ». Nous sommes témoins de températures sans précédent et de tempêtes incessantes, face auxquelles on ne peut plus nier les vérités de la science.

Il y a 10 jours, aux Bahamas, j'ai vu la dévastation causée par l'ouragan Dorian. Mais ce n'est qu'un prélude aux désastres que nous annonce la science. Dans le même temps, une autre promesse se dessine : des solutions voient le jour. Le monde commence à évoluer, pas assez vite il est vrai, mais dans la bonne direction : il se détourne des combustibles fossiles pour s'ouvrir à toutes les possibilités qu'offre l'économie verte.

À l'occasion du Sommet sur l'action pour le climat, nous avons cerné certaines des solutions qu'il convient d'appliquer à plus grande échelle pour réduire les émissions de façon draconienne, contenir l'élévation de la température moyenne de la planète à 1,5 °C et atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Mais il reste du chemin à parcourir. Nous devons poursuivre sur notre lancée et redoubler d'efforts pour pouvoir vaincre les changements climatiques.

(l'orateur poursuit en français)

Les peuples doivent jouir des libertés fondamentales que chaque pays a promis de faire respecter. Pourtant, nous sommes aujourd'hui à un moment critique, où des droits acquis de longue date sont menacés, mis à mal, détournés. Nous observons une trop grande impunité, y compris pour les violations du droit international humanitaire. Nous voyons éclore de nouvelles formes d'autoritarisme. Dans trop d'endroits, la disparition de l'espace civique musèle les voix des citoyens. Des défenseurs des droits humains, des militants écologistes et des journalistes sont pris pour cible. Jour après jour, clic après clic, d'une caméra à l'autre, les systèmes de surveillance étendent leur emprise et empiètent sur la vie privée. Ces fissures ne sont pas uniquement le signe d'un effondrement des règles régissant le comportement des États et de

l'économie. Elles sont plus profondes. Elles questionnent notre compassion, notre humanité.

À l'heure où l'on compte un nombre sans précédent de réfugiés et de déplacés, où est passée notre solidarité? Nous voyons des frontières, et surtout des cœurs, se fermer, des sociétés devenir hostiles aux étrangers. Nous regardons des familles de réfugiés être déchirées et le droit d'asile être bafoué. Il nous faut rétablir l'intégrité du régime international de protection des réfugiés et tenir les promesses de partage des responsabilités du pacte mondial sur les réfugiés.

Nous devons également poursuivre sur la lancée du premier Pacte mondial sur les migrations, dont l'adoption en décembre dernier marque un tournant. Il faut renforcer la coopération internationale pour une migration régulée et ordonnée et retirer la gestion des mouvements migratoires des mains des passeurs et criminels qui s'enrichissent sur le dos des personnes vulnérables. Les droits humains de chaque migrant doivent être respectés.

Dans le monde d'aujourd'hui, la peur connaît un triste succès. L'isolement et la méfiance de l'autre sont utilisés à des fins politiques. C'est la raison pour laquelle j'ai lancé deux initiatives. La première : une stratégie à l'échelle du système des Nations Unies pour lutter contre les discours de haine. La deuxième : un plan d'action pour soutenir la protection des sites religieux et la défense de la liberté de culte. Toute minorité, ethnique, religieuse ou autre, doit pouvoir jouir pleinement de ses droits fondamentaux. La cohésion sociale est rarement facile; des efforts sont essentiels pour que chaque communauté se sente respectée dans son identité et puisse pleinement participer à la société dans son ensemble. À ceux qui font le choix de l'oppression ou de la division, je dis : la diversité n'est pas une menace, c'est une richesse. Il est inacceptable qu'au XXI^e siècle, des femmes et des hommes soient persécutés à cause de leur croyance, identité ou orientation sexuelle. Nous devons, bien sûr, également garantir les droits des personnes vulnérables et marginalisées. J'ai lancé cette année la première Stratégie des Nations Unies pour l'inclusion du handicap.

Enfin, n'oublions pas la forme de discrimination la plus répandue dans le monde, une discrimination qui frappe la moitié de l'humanité : les femmes et les filles. L'égalité des sexes est fondamentalement une question de pouvoir. Et le pouvoir reste essentiellement aux mains des hommes – nous le voyons dans les parlements, les conseils d'administration, et même, il faut le dire,

cette semaine dans les couloirs et salles de réunion des Nations Unies. Nous devons rompre avec l'immobilisme du passé et penser les droits et la représentation des femmes comme un but commun à l'humanité tout entière. Je m'y emploie aux Nations Unies. Chaque jour, nous œuvrons pour la parité femmes-hommes, ainsi que l'équilibre régional. Aujourd'hui, nous avons atteint la parité dans mon conseil de direction et parmi les Coordonnateurs résidents, c'est à-dire celles et ceux qui pilotent le travail des Nations Unies dans chaque pays.

(l'orateur poursuit en espagnol)

Je poursuivrai sans relâche mes efforts jusqu'à ce que nous ayons atteint la parité à tous les niveaux de l'Organisation, ainsi que la pleine égalité pour les femmes et les filles du monde entier. Concrètement, cela signifie qu'il faut continuer de résister à la résistance qui s'oppose aux droits des femmes. Cela signifie qu'il faut dénoncer haut et fort le point commun troublant qu'il y a entre les attaques terroristes, les idéologies extrémistes et les crimes barbares : la misogynie violente de leurs auteurs. Et cela veut dire que nous devons redoubler d'efforts pour ouvrir le champ des possibles.

Au train où évolue le monde, il faudrait deux siècles pour combler le fossé existant entre les femmes et les hommes sur le plan économique. Nous ne pouvons accepter un monde qui dit à nos petites-filles que l'égalité est remise à plus tard et que ce sont les petites-filles de leurs petites-filles qui en bénéficieront.

(l'orateur reprend en anglais)

Alors que nous menons cette action vitale et bien d'autres entreprises, j'ai lancé des réformes ambitieuses visant à rendre l'ONU plus efficace. Je compte sur vous pour donner à l'Organisation une assise financière solide et stable. Dans un monde de plus en plus divisé, nous avons plus que jamais besoin d'une ONU forte.

L'année prochaine, nous allons célébrer le soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation : une occasion précieuse de renouveler notre projet commun. Les problèmes qui se dressent devant nous sont bien réels. Mais l'espoir, lui aussi, est réel. Ce sont précisément les peuples que nous voulons servir qui nous inspirent.

Au cours des deux dernières années et demie, j'ai eu l'occasion de passer du temps avec de jeunes Africaines qui apprennent à coder, avec des enseignantes et des enseignants qui donnent aux jeunes des compétences nouvelles tournées vers l'avenir, avec

des entrepreneuses et entrepreneurs de maints domaines d'activité, qui, innovation après innovation, mènent le monde vers l'économie verte. Ce sont ces personnes, et tant d'autres, qui nous aident à créer l'avenir que nous voulons. Leurs aspirations et les droits de la personne doivent toujours rester notre pierre de touche.

Nous sommes ici au service des autres. Nous sommes ici pour promouvoir le bien commun, dans le respect de notre humanité et de nos valeurs communes. C'est le projet autour duquel s'étaient unis les fondateurs de notre Organisation. À une époque de division, nous devons renouer avec cet esprit. Ensemble, nous devons restaurer la confiance, relancer l'espoir et aller de l'avant.

Le Président (*parle en anglais*) : Je remercie le Secrétaire général de sa déclaration.

Point 8 de l'ordre du jour

Débat général

Le Président (*parle en anglais*) : C'est avec grand plaisir que je souhaite à tous la bienvenue au débat général de l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session. La présence de tous les participants témoigne véritablement de la primauté de cette grande instance multilatérale. Les questions abordées ici sont des plus importantes et des plus urgentes pour l'instauration de la paix et de la sécurité internationales, ainsi que pour la réalisation des objectifs de développement durable. Voilà trop longtemps que nous sommes à la croisée des chemins en matière de développement humain et, si nous voulons propulser l'humanité pour qu'elle donne la pleine mesure de sa capacité, il nous faut unir nos efforts afin de trouver des solutions aux innombrables épreuves - conflits violents, terrorisme, catastrophes naturelles, trafic de drogue et traite à des fins d'exploitation sexuelle, analphabétisme, etc. - qui accablent des millions de personnes dans le monde.

En 1945, renaissant des cendres de la Seconde Guerre mondiale, l'Organisation a été créée pour faire en sorte que nous ne nous retrouvions plus jamais sur ce chemin destructeur. Malgré quelques échecs occasionnels de notre part, l'humanité a bénéficié de nombreux bienfaits grâce à l'action de cette grande Organisation.

Notre dernière réalisation en date a été l'adoption, en 2015, du Programme de développement durable à l'horizon 2030, un programme ambitieux et porteur de transformation. La mise en œuvre des objectifs de

développement durable à l'horizon 2030 doit être notre priorité au nom des milliards de personnes qui ne pénétreront peut-être jamais dans cette grande salle, mais qui espèrent que le travail entrepris ici stimulera les efforts pour l'élimination de la pauvreté, l'objectif « Faim zéro », une éducation de qualité, l'action climatique et l'inclusion. Afin d'atteindre les cibles visées dans le cadre des objectifs de développement durable, une coopération s'impose en matière de financement et de partage d'expérience. Il ne fait aucun doute que les défis posés par les pandémies sanitaires, le terrorisme, les déplacements, les changements climatiques, l'analphabétisme et la pauvreté ne seront pas résolus par les pays de façon individuelle, car seule une coopération ciblée peut permettre d'y répondre. En tant que Président de l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session, je travaillerai avec toutes les délégations et les autres entités des Nations Unies pour favoriser la mise en œuvre des priorités que j'ai définies pour la soixante-quatorzième session de l'Assemblée.

La promotion de la paix et de la sécurité internationales est au cœur de l'action de l'ONU. Nous devons continuer à renforcer l'Organisation en veillant à ce que son dispositif de paix et de sécurité soit adapté au XXI^e siècle, en particulier en faisant de la prévention une priorité. Nous devons nous attaquer de front aux facteurs de conflit tels que la pauvreté, les inégalités, les violations des droits de l'homme et le manque d'accès à l'éducation et aux possibilités d'emploi. Grâce à un partage approprié des idées et des partenariats techniques, nous y parviendrons.

L'élimination de la pauvreté demeure un défi de taille à l'échelle mondiale. De nombreux pays dans le monde ont réussi à faire sortir des millions de personnes de la pauvreté, mais nous devons faire encore davantage pour extraire des centaines de millions d'autres de la pauvreté abjecte, de la misère et d'une existence sordide. C'est pourquoi j'encourage vivement les délégations à réfléchir à la manière dont leurs pays peuvent, notamment, améliorer les systèmes de protection sociale et consacrer une part importante des dépenses publiques à des groupes marginalisés ou exclus qui sont les plus durement touchés par la pauvreté. Il faut en outre que les pays coopèrent au renforcement des capacités d'entreprise et à la modernisation de l'agriculture.

Le fait que la pauvreté et les pénuries alimentaires partout dans le monde aient été aggravées par les changements climatiques signifie qu'une attention particulière doit être accordée à la lutte contre les

changements climatiques, car les conséquences de l'inaction mettent gravement en péril notre monde, aujourd'hui et demain. Ces dangers sont manifestes dans le coût sur les plans financier et humain des catastrophes liées au climat comme les inondations, les cyclones, les ouragans, les sécheresses et les incendies de forêt, dans le monde entier. Nous devons mettre à profit les connaissances et les technologies à notre disposition pour faire en sorte de ne pas condamner nos enfants à vivre dans un monde irréparable. J'en appelle à la coopération entre les nations pour que des coalitions pour la résilience aux changements climatiques et des mesures d'atténuation soient mises en place et renforcées. En conséquence, nous devons honorer les engagements que nous avons pris à Paris en 2015 et définir des moyens novateurs de combler les immenses lacunes financières et techniques et d'aboutir à des résultats significatifs à cet égard.

Il est essentiel de garantir l'accès à un enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, ainsi qu'à un enseignement professionnel et technique abordable et ouvert à tous. Il s'agit là d'un impératif, aucune nation ne pouvant évoluer au-delà de sa capacité éducative, en particulier celle de ses enseignants. À cet égard, il est nécessaire dans l'immédiat de veiller notamment à ce que les élèves du monde entier reçoivent un enseignement dispensé par des enseignants qualifiés dans les domaines de la science, de la technologie, de l'ingénierie, des mathématiques et des sciences humaines. J'engage instamment les pays nantis et les mieux à même de le faire à accroître leur coopération avec ceux qui ont absolument besoin de renforcer les capacités de leurs enseignants.

Il est nécessaire en outre d'engager une réflexion sur les progrès accomplis et les perspectives d'avenir des filles et des enfants handicapés. Assurer l'inclusion, en particulier en ce qui concerne les droits et l'autonomisation des jeunes, des femmes et des personnes handicapées, est une mesure qui va dans le bon sens. Elle est aussi le garant de l'essor de l'économie et de l'amélioration de l'inclusion dans tous les pays. De nombreux pays ont fait des progrès considérables à cet égard, mais il reste encore beaucoup à faire.

Il est clair que la mise en œuvre efficace de ce que j'ai mentionné exigera que nous ne retombions jamais dans les rivalités amères du passé et que nous accordions la priorité à la coopération, aux intérêts mutuels et au respect. Nous devons mettre en commun nos ressources et nos énergies et nous efforcer davantage

de relever d'urgence les grands défis mondiaux auxquels l'humanité est confrontée. En conséquence, il importe que nous continuions de renforcer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pour renforcer l'action de l'ONU.

Tout montre que nous pouvons accomplir de grandes choses si nous faisons preuve de courage, de détermination et d'empathie. Du mahatma Gandhi, qui mena avec succès la campagne pour l'indépendance de l'Inde, à la jeune Greta Thunberg, fer de lance de l'action climatique, en passant par Nelson Mandela, qui a tenu bon jusqu'à voir le démantèlement de l'apartheid, Malala Yousafzai qui s'est battue, envers et contre tout, pour la reconnaissance de ses droits à l'éducation, Martin Luther King Jr., pasteur baptiste et chef de file du mouvement des droits civiques, et Abubakar Abdullahi, imam nigérian, qui a sauvé la vie de plus de 250 chrétiens réfugiés au sein de sa communauté lors d'une attaque contre leur communauté au Nigéria, aux différents actes de courage et de générosité de citoyens ordinaires dans tous les pays, nous voyons que tout espoir n'est pas perdu.

Enfin, n'oublions pas que le fait de nous rassembler aujourd'hui dans cette magnifique salle, en présence de dirigeants du monde entier, pour débattre de la meilleure façon de concrétiser notre rêve collectif, est en soi un véritable exploit. Je suis certain qu'au cours de cette semaine riche en événements, au cours de laquelle nous irons d'une salle de réunion à une autre au sein de notre vaste Organisation, nous accorderons une attention particulière à la souffrance de milliards de personnes dans le monde et renforcerons notre coopération, ce qui est essentiel pour bâtir un monde où, de concert et conformément aux principes fondamentaux de l'Organisation, nous apporterons assistance et espoir à tous, hommes et nations, l'objectif étant l'instauration d'un monde plus pacifique et prospère. Notre tâche est immense. Le cynisme ou l'apathie n'y ont pas leur place. Œuvrons ensemble dans l'intérêt de tous.

Avant de donner la parole au premier orateur, je rappelle aux membres que la liste des orateurs pour le débat général a été établie sur la base du principe accepté par tous que les déclarations ne dépasseront pas 15 minutes chacune afin que tous les orateurs inscrits pour une séance donnée puissent prendre la parole.

Je demande aux orateurs de bien vouloir prononcer leur déclaration à un rythme normal dans les limites du temps imparti de façon que les services d'interprétation

puissent être correctement assurés dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies.

J'appelle aussi l'attention des membres sur la décision prise par l'Assemblée générale lors de précédentes sessions, à savoir qu'il est vivement déconseillé d'adresser des félicitations à l'intérieur de la salle de l'Assemblée générale après qu'une déclaration a été prononcée.

À cet égard, après avoir prononcé leur déclaration, les orateurs sont invités à quitter la salle de l'Assemblée générale en passant par la salle GA-200, située derrière la tribune, avant de regagner leur siège.

Puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite adopter la même procédure pendant le débat général de la soixante-quatorzième session?

Il en est ainsi décidé.

Le Président (*parle en anglais*) : Enfin, j'appelle l'attention des membres sur le fait que, pendant le débat général, des photographies officielles de tous les orateurs sont prises par le Département de l'information. Les membres qui souhaitent se procurer ces photographies sont priés de contacter la photothèque de l'Organisation des Nations Unies.

Allocution de M. Jair Messias Bolsonaro, Président de la République fédérative du Brésil

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République fédérative du Brésil.

M. Jair Messias Bolsonaro, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Jair Messias Bolsonaro, Président de la République fédérative du Brésil, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Bolsonaro (*parle en portugais; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Tout d'abord, je remercie Dieu pour la vie qu'il m'a donnée, pour la mission qu'il m'a confiée de présider le Brésil et pour l'occasion qui m'est offerte de rétablir la vérité, dans notre intérêt à tous.

Je me présente aujourd'hui devant l'Assemblée générale pour présenter un nouveau Brésil, un pays qui

s'est extirpé des mailles du socialisme - un pays qui se reconstruit sur la base des aspirations et des idéaux de son peuple. Sous mon gouvernement, le Brésil s'est efforcé de regagner la confiance du monde et de réduire le chômage, la violence et les risques pesant sur les activités commerciales, en rationalisant la bureaucratie, en poursuivant la déréglementation et, plus que tout, en montrant l'exemple.

Mon pays est passé tout près du socialisme, ce qui a conduit à une situation de corruption généralisée, une grave récession économique, un taux de criminalité élevé et des attaques incessantes contre les valeurs familiales et religieuses qui sous-tendent nos traditions. En 2013, un accord conclu entre l'ancien Gouvernement du Parti des travailleurs et la dictature cubaine a permis à 10 000 médecins n'ayant aucun titre justifiant de leur qualification professionnelle de venir au Brésil. Le régime cubain les a empêchés de faire venir leur conjoint et leurs enfants, leur a confisqué 75 % de leur salaire et leur a refusé les libertés les plus élémentaires, telles que la liberté de circulation. Cette situation, qui s'assimile - croyez-moi - à de l'esclavage, a été soutenue par les organismes de défense des droits de l'homme du Brésil et de l'ONU.

Avant mon entrée en fonction, près de 90 % de ces citoyens cubains avaient quitté le Brésil à la suite de mesures unilatérales prises par le régime cubain. Ceux qui ont décidé de rester au Brésil seront soumis à des critères techniques d'éligibilité appropriés afin de pouvoir exercer une profession médicale. Le Brésil a ainsi cessé de verser chaque année plus 300 millions de dollars à La Havane, comme c'était le cas auparavant, en soutien à la dictature cubaine.

L'histoire nous a appris que, dès les années 60, des agents cubains ont été envoyés dans plusieurs pays pour aider à la mise en place de dictatures dans la région. Il y a quelques décennies, ils ont tenté de changer le régime brésilien et les systèmes en place dans d'autres pays d'Amérique latine. Ils n'y sont pas parvenus. Des civils et des militaires brésiliens y ont laissé leur vie et beaucoup d'autres ont vu leur réputation entachée. Mais nous avons fini par gagner la guerre et préserver notre liberté.

Des agents du régime cubain ont pu également se rendre au Venezuela grâce à Hugo Chávez. Aujourd'hui, quelque 60 000 agents cubains contrôlent et interfèrent dans tous les domaines de la société vénézuélienne, en particulier dans le renseignement et la défense. Autrefois pays démocratique et dynamique, le Venezuela souffre

aujourd'hui de la cruauté du socialisme. Il est juste de dire que, oui, le socialisme fonctionne au Venezuela : tout le monde est pauvre et privé de liberté.

Le Brésil a également subi les retombées de la dictature vénézuélienne. Une partie importante des plus de 4 millions de citoyens qui ont fui la faim et la violence au Venezuela a émigré au Brésil. Nous avons tout mis en œuvre pour leur venir en aide, par le biais de l'opération *Welcome* - une opération menée par l'armée brésilienne et saluée par le monde entier.

Nous avons également travaillé avec d'autres pays, notamment les États-Unis d'Amérique, pour faire en sorte que la démocratie soit rétablie au Venezuela. Nous avons déployé des efforts concertés pour qu'aucun autre pays d'Amérique du Sud ne connaisse une telle calamité. Le Forum de Sao Paulo, organisation criminelle créée en 1990 par Fidel Castro, Lula da Silva et Hugo Chávez pour diffuser et mettre en œuvre le socialisme dans toute l'Amérique latine, existe toujours et doit être combattu.

Dans notre quête de prospérité, nous avons mis en place des politiques destinées à nous rapprocher d'autres pays qui ont réussi à prospérer et à consolider leur démocratie. Il ne peut y avoir de liberté politique sans liberté économique, et inversement. Un marché libre, des projets de concession et des perspectives de privatisation constituent déjà la réalité du Brésil d'aujourd'hui. L'économie brésilienne se remet des déséquilibres et de plus de deux décennies d'irresponsabilité fiscale, de manipulation idéologique de l'appareil d'État et de corruption généralisée. L'ouverture économique, une gestion gouvernementale compétente et une productivité accrue constituent des objectifs immédiats pour notre gouvernement. Nous ouvrons notre économie et devenons partie intégrante des chaînes de valeur mondiales. En seulement huit mois, nous avons conclu avec succès les deux accords commerciaux les plus importants de l'histoire de mon pays : entre le Marché commun du Sud (MERCOSUR) et l'Union européenne et entre le MERCOSUR et l'Association européenne de libre-échange. Nous concluons d'autres accords de ce genre dans les mois à venir.

Nous sommes également prêts à entamer le processus d'adhésion à l'Organisation de coopération et de développement économiques. Nous sommes sur la bonne voie, ayant adopté les normes et les meilleures pratiques les plus élevées au monde dans tous les domaines, de la réglementation financière à la protection de l'environnement.

Je signale la présence ici de M^{me} Ysani Kalapalo, dirigeante et porte-parole autochtone. J'en viens maintenant à l'Amazonie.

Tout d'abord, je tiens à souligner que mon gouvernement s'est solennellement engagé en faveur de la préservation de l'environnement et du développement durable, dans l'intérêt du Brésil et du monde en général. Le Brésil est l'un des pays les plus riches du monde sur le plan de la biodiversité et des ressources minérales. Notre région amazonienne est plus grande que l'ensemble de l'Europe occidentale et demeure pratiquement vierge et intacte. Cela prouve le rôle de chef de file du Brésil en matière de protection de l'environnement.

En cette période de l'année, le temps sec et les vents favorisent à la fois les feux de forêt involontaires et les incendies criminels. Il importe de noter que les peuples autochtones et les populations locales utilisent également les incendies de forêt comme partie intégrante de leur culture et de leurs moyens de subsistance.

Tous les pays – nous le savons tous - ont des problèmes. Cependant, les attaques que nous avons subies de la part de nombreux médias internationaux assoiffés de sensationnalisme à la suite des incendies survenus en Amazonie ont renforcé notre sentiment patriotique. Comme des scientifiques le confirment, il est faux de dire que l'Amazonie est le patrimoine de l'humanité, que nos forêts amazoniennes sont le poumon du monde. En propageant ces idées fausses, certains pays, au lieu de nous venir en aide, ont conforté les mensonges des médias, se sont comportés de manière irrespectueuse et ont révélé leur véritable nature colonialiste. Ils sont même allés jusqu'à remettre en question ce qui nous est le plus cher : notre souveraineté.

À la dernière réunion du Groupe des Sept, l'un de ces pays a osé suggérer d'imposer des sanctions contre le Brésil sans même consulter ni entendre le Brésil. Je suis reconnaissant aux pays qui ont refusé de donner suite à cette proposition absurde. Je remercie en particulier le Président Donald Trump, qui a fort bien résumé l'esprit qui devrait prévaloir parmi les États Membres de l'ONU, à savoir le respect de la souveraineté et de la liberté nationales de chacun de nous.

Aujourd'hui, 14% du territoire brésilien est officiellement délimité comme territoire autochtone, mais nous devons comprendre que nos peuples autochtones sont des êtres humains comme nous tous. Ils veulent et méritent de jouir des mêmes droits que nous tous. Que ce soit bien clair : le Brésil ne portera

pas à 20 % la superficie officiellement délimitée comme terres autochtones, comme certains chefs d'État le souhaiteraient.

Aux 225 peuples autochtones que compte aujourd'hui le Brésil, il faut ajouter les quelque 70 tribus vivant dans des endroits reculés du pays. Chaque peuple ou tribu a son chef, sa culture, ses traditions, ses coutumes et, surtout, sa propre conception du monde. Les opinions d'un dirigeant autochtone ne représentent pas celles de l'ensemble de la population autochtone brésilienne. Certains de ces dirigeants, comme le chef de tribu Raoni, servent de pions à des gouvernements étrangers dans le cadre d'une guerre de l'information visant à défendre leurs propres intérêts en Amazonie. Malheureusement, certains, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Brésil, avec le soutien d'organisations non gouvernementales, s'emploient obstinément à traiter nos peuples autochtones comme des hommes des cavernes.

Le Brésil a maintenant un président qui se soucie de ceux qui se trouvaient sur notre territoire avant l'arrivée des Portugais dans les années 1500. Les peuples autochtones ne veulent pas être de pauvres propriétaires terriens assis sur des terres riches, dont certaines, comme les réserves de Yanomami et Raposa Serra do Sol, sont les terres les plus riches du monde. Ces réserves renferment de vastes gisements d'or, de diamants, d'uranium, de niobium et d'éléments de terres rares, entre autres ressources. Ces territoires sont gigantesques. À elle seule, la réserve de Yanomami représente environ 95 000 kilomètres carrés, soit la superficie du Portugal ou de la Hongrie, alors que seulement 15 000 populations autochtones y vivent. Cela montre clairement que ceux qui nous attaquent ne se préoccupent pas des peuples autochtones en tant qu'êtres humains, mais plutôt des richesses minérales et de la biodiversité de ces régions.

Afin de prouver qu'il n'existe pas d'autorité unique parmi les peuples autochtones, je souhaiterais donner lecture d'une lettre ouverte adressée à l'Assemblée générale par les communautés autochtones du Brésil, qui représentent une partie importante de ces communautés.

« Le Groupe des agriculteurs autochtones du Brésil, composé de divers groupes ethniques ayant des représentants dans tous les États de la Fédération brésilienne, qui habitent une zone de plus de 30 millions d'hectares du territoire brésilien, s'adresse respectueusement à la société brésilienne pour exprimer son appui total et

inconditionnel à la porte-parole et représentante autochtone Ysani Kalapalo, du parc autochtone Xingu dans l'État du Mato Grosso, afin qu'elle puisse rendre compte à l'Assemblée générale des Nations Unies, à New York, de la réalité des peuples autochtones du Brésil et mettre en lumière les mensonges propagés par les médias nationaux et internationaux, qui insistent pour que les peuples autochtones du Brésil demeurent une réserve illimitée pour le marché, servant les intérêts des pays étrangers qui considèrent encore le Brésil comme une colonie sans règles ni souveraineté.

Quatorze pour cent du territoire national du Brésil a été officiellement reconnu en tant que territoire autochtone, et de nombreuses communautés attendent avec impatience que le développement de cette partie du pays puisse enfin avoir lieu, sans contraintes idéologiques, ce qui permettra d'améliorer la qualité de vie et le niveau d'entrepreneuriat, les soins de santé et l'éducation. Une nouvelle politique autochtone au Brésil est nécessaire. Le temps presse. Des mesures audacieuses peuvent et doivent être encouragées dans la recherche de l'autonomie et de l'émancipation économique des peuples autochtones. Si des décisions sont prises à cet effet, nous pourrions envisager un nouveau modèle pour l'agenda autochtone brésilien.

Les communautés autochtones sont en attente d'un nouveau chapitre porteur d'espérance. La situation d'extrême pauvreté dans laquelle nous nous trouvons, ne survivant que grâce aux allocations familiales et à la fourniture de denrée alimentaires de base, n'a jamais apporté la dignité ni contribué au développement. L'environnementalisme radical et les approches dépassées des questions autochtones ne correspondent pas à ce que les peuples autochtones souhaitent vraiment et sont synonymes d'arriération, de marginalisation et d'absence totale de droits civiques.

Cette réalité exige des dirigeants du monde présents à l'Assemblée générale des Nations Unies qu'ils prennent conscience de nos souhaits et aspirations par l'intermédiaire de la porte-parole autochtone, Ysani Kalapalo, qui leur donnera un aperçu de la véritable situation des communautés autochtones du Brésil et de l'environnement.

Ysani Kalapalo jouit en effet de la confiance et du prestige de dirigeants autochtones désireux de promouvoir leur développement et leur autonomisation, d'être mieux reconnus, d'avoir un rôle et une voix plus importants, et elle est à même de représenter les 52 groupes ethniques énumérés dans l'annexe à cette lettre. Le monopole du chef de tribu Raoni est révolu. »

L'ONU a joué un rôle déterminant dans la lutte contre le colonialisme et ne saurait accepter, sous aucun prétexte, qu'un tel état d'esprit soit ravivé dans ses murs.

Nous ne devons pas oublier que le monde a besoin de se nourrir. En France et en Allemagne, par exemple, plus de 50 % des terres sont consacrées à l'agriculture. En revanche, le Brésil n'utilise pas plus de 8 % de ses terres pour la production alimentaire; 61 % de notre territoire est préservé. Nous pratiquons une politique de tolérance zéro à l'égard de la criminalité, y compris les crimes contre l'environnement. Je tiens une fois de plus à affirmer ma position à cet égard. Toute initiative visant à aider ou soutenir la préservation de la forêt amazonienne, ou d'autres biomes, doit respecter pleinement la souveraineté du Brésil. De plus, nous rejetons les tentatives visant à exploiter et instrumentaliser les questions environnementales ou la politique autochtone pour promouvoir des intérêts politiques et économiques étrangers, en particulier les tentatives menées sous couvert de bonnes intentions. Nous sommes disposés à travailler en partenariat pour exploiter nos ressources et tirer pleinement parti de notre potentiel de manière durable.

Le Brésil réaffirme son attachement indéfectible aux normes les plus élevées en matière de droits de l'homme et à la promotion de la démocratie et de la liberté, y compris la liberté d'expression, de religion et de la presse. Cet engagement va de pair avec nos efforts pour lutter contre la corruption et la criminalité - une demande urgente de la société brésilienne. Nous continuerons de contribuer, tant au sein de l'ONU qu'à l'extérieur, à l'édification d'un monde exempt d'impunité, où il n'existe pas de lieu sûr pour les criminels et les personnes corrompues. Sous mon gouvernement, le terroriste italien Cesare Battisti a fui le Brésil, puis a été arrêté en Bolivie et extradé vers l'Italie. Trois autres terroristes paraguayens et un chilien, qui vivaient encore récemment au Brésil en tant que réfugiés politiques, ont également été rapatriés dans leur pays d'origine. Les terroristes, sous couvert d'être persécutés pour raison politique, ne trouveront plus asile au Brésil.

Encore récemment, les présidents socialistes qui m'ont précédé ont détourné des centaines de milliards de dollars pour acquérir une partie des médias et notre Parlement, dans le but d'obtenir le pouvoir absolu. Ils ont été jugés et punis grâce au patriotisme, à la persévérance et à la bravoure d'un juge qui est devenu une icône dans mon pays, M. Sérgio Moro, actuel Ministre de la justice et de la sécurité publique. Ces présidents ont également transféré des sommes considérables à des pays tiers dans le but de promouvoir et de concrétiser des objectifs visant à étendre leur mainmise sur l'ensemble de la région. Cette source de fonds s'est désormais tarie. Les mêmes hauts responsables du Gouvernement sont venus prononcer ici, chaque année, des discours euphoriques sur des sujets qui n'ont jamais servi les intérêts réels du Brésil ni contribué à la stabilité mondiale. Pourtant, ils ont tous été applaudis.

Dans mon pays, nous avons pris les mesures nécessaires pour mettre un terme aux quelque 70 000 meurtres et innombrables crimes violents qui, chaque année, déchiraient la société brésilienne. La vie est le droit humain le plus fondamental. Nos policiers militaires étaient la cible privilégiée de la criminalité. Rien qu'en 2017, quelque 400 policiers militaires ont été sauvagement assassinés.

La situation est en train d'évoluer. Grâce aux mesures adoptées, nous sommes parvenus à réduire de plus de 20 % le taux de criminalité au cours des six premiers mois de mon gouvernement. Les saisies de cocaïne et d'autres drogues ont atteint un niveau record. Aujourd'hui, le Brésil est plus sûr et encore plus accueillant. Nous venons d'étendre l'exemption de visa à des pays comme les États-Unis, le Japon, l'Australie et le Canada. Nous envisageons actuellement l'adoption de mesures semblables pour la Chine et l'Inde, entre autres. Grâce à une sécurité renforcée et une plus grande facilité de circulation, nous voulons que tout le monde puisse venir découvrir le Brésil, en particulier notre forêt amazonienne, avec toute son immensité et sa beauté naturelle. L'Amazonie n'est pas détruite ni ravagée par les flammes, comme le prétendent les médias de façon trompeuse. Chaque État Membre peut vérifier ce que je dis. N'hésitez pas à vous rendre au Brésil. Le pays est bien différent de ce que décrivent de nombreux journaux et programmes de télévision.

La persécution religieuse est un fléau contre lequel nous devons lutter sans relâche. Ces dernières années, dans plusieurs régions, nous avons été témoins d'attaques lâches qui ont fait des victimes parmi les

fidèles rassemblés dans les églises, les synagogues et les mosquées. Le Brésil condamne fermement tous ces actes. Il est prêt à coopérer avec d'autres pays pour protéger les personnes opprimées en raison de leur foi.

Le peuple brésilien est particulièrement préoccupé par la persécution, la discrimination et la violence croissantes contre les missionnaires et les minorités religieuses dans diverses régions du monde. C'est pourquoi nous avons appuyé la création de la Journée internationale de commémoration des personnes victimes de violences en raison de leur religion ou de leurs convictions. Ce jour-là, chaque année, nous nous souviendrons de ceux qui ont subi les conséquences néfastes de la persécution religieuse. Il est inacceptable qu'au XXI^e siècle, alors que nous disposons de tant d'instruments, traités et organisations dont le but est de sauvegarder toutes sortes de droits, des millions de chrétiens et de personnes d'autres religions perdent encore la vie ou leur liberté en raison de leur foi.

La longue tradition du Brésil de participation aux missions des Nations Unies témoigne de son attachement à la cause de la paix. Depuis 70 ans, le Brésil contribue efficacement aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Nous appuyons tous les efforts visant à rendre les missions de maintien de la paix plus efficaces, en apportant des contributions réelles et tangibles aux pays hôtes.

Dans différents contextes, que ce soit en Haïti, au Liban ou en République démocratique du Congo, nos troupes sont reconnues pour leur travail exceptionnel et leur respect des communautés locales, des droits de la personne et des principes qui guident les opérations de maintien de la paix. Je réaffirme notre volonté de continuer à contribuer concrètement aux missions de maintien de la paix des Nations Unies, notamment par la formation et le renforcement des capacités, domaines dans lesquels nous avons une expérience avérée.

Tout au long de cette année, nous avons élaboré un programme international d'envergure visant à rétablir le rôle du Brésil sur la scène mondiale et à renouer des relations avec des partenaires clés. En janvier, nous étions à Davos, où nous avons présenté notre ambitieux programme de réforme aux investisseurs du monde entier. En mars, nous nous sommes rendus à Washington, où nous avons lancé un partenariat global et audacieux avec le Gouvernement des États-Unis dans tous les domaines, notamment la coopération politique et la collaboration économique et militaire. En mars également, nous sommes allés au Chili, où

s'est tenu le Forum pour le progrès et le développement de l'Amérique du Sud, une initiative importante pour faire de l'Amérique du Sud un espace de démocratie et de liberté.

Nous avons effectué par la suite une visite en Israël, où nous avons identifié de nombreuses possibilités de coopération, en particulier dans le domaine de la technologie et de la sécurité. Je remercie Israël de son appui dans la lutte contre les récentes catastrophes survenues dans mon pays.

Nous sommes allés également chez l'un de nos principaux partenaires dans le cône Sud : l'Argentine. Avec le Président Mauricio Macri et nos partenaires de l'Uruguay et du Paraguay, nous nous sommes écartés de l'idéologie du Marché commun Sud et avons obtenu d'importants avantages commerciaux sur le plan du commerce international en menant à leur terme des négociations qui duraient depuis des décennies.

Dans le courant de l'année, nous nous rendrons chez des partenaires clés, tant au Moyen-Orient qu'en Asie de l'Est. Ces visites renforceront l'amitié et approfondiront nos relations avec le Japon, la Chine, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar. Nous espérons agir de même avec l'ensemble du monde arabe et de l'Asie. Nous espérons nous rendre bientôt chez nos partenaires et amis en Afrique, en Océanie et en Europe.

Comme on peut le voir, le Brésil est ouvert sur le monde et désireux de nouer des partenariats avec tous ceux qui souhaitent œuvrer pour la prospérité, la paix et la liberté.

Le Brésil que je représente est un pays qui se redresse et se relève, renforce ses partenariats et regagne la confiance aux niveaux politique et économique. Nous sommes prêts à assumer nos responsabilités au sein du système international.

Au cours des dernières décennies, sans nous en apercevoir, nous nous sommes laissés séduire par des idéologies qui ne recherchaient pas la vérité mais le pouvoir absolu. L'idéologie s'est enracinée dans les domaines de la culture, de l'éducation et des médias, exerçant sa domination sur les moyens de communication, les universités et les écoles. L'idéologie a envahi nos foyers et cherché à démanteler la matière cellulaire - le pilier - de toute société saine : la famille.

Elle a tenté également de détruire l'innocence de nos enfants, allant même jusqu'à dénaturer leur identité

la plus fondamentale et la plus élémentaire : la biologie elle-même. Le politiquement correct a dominé le débat public, expulsant la rationalité et la remplaçant par des manipulations, des clichés et des slogans récurrents. L'idéologie a envahi l'âme humaine elle-même pour en expulser Dieu et la dignité dont Il nous a dotés.

Avec de telles méthodes, l'idéologie a toujours laissé dans son sillage la mort, l'ignorance et la misère partout où elle a sévi. J'en suis la preuve vivante. J'ai été lâchement poignardé par un militant de gauche et n'ai survécu que par miracle. Encore une fois, je remercie Dieu de m'avoir sauvé la vie.

L'ONU peut aider à dompter l'environnement matérialiste et idéologique qui mine certains principes fondamentaux de la dignité humaine. L'Organisation a été créée pour promouvoir la paix entre les nations souveraines et le progrès social dans la liberté, conformément au préambule de la Charte des Nations Unies.

En ce qui concerne des questions telles que le climat, la démocratie, les droits de l'homme, l'égalité des droits et les devoirs des hommes et des femmes et bien d'autres, tout ce que nous avons à faire est de regarder la vérité :

« Vous connaîtrez la vérité, et la vérité vous affranchira » (*La Bible, Jean, 8 :32*).

Tous les moyens dont nous disposons, tant nationaux qu'internationaux, devraient en fin de compte être consacrés à cet objectif.

Nous ne sommes pas ici pour effacer les nationalités et les souverainetés au nom d'un intérêt mondial abstrait. Ce n'est pas l'organisation des intérêts mondiaux; c'est l'Organisation des Nations Unies, et elle doit rester telle. Avec humilité et plein de confiance dans le pouvoir libérateur de la vérité, je tiens à rassurer les Nations Unies quant au fait qu'elles peuvent compter sur le nouveau Brésil que j'ai présenté aujourd'hui à l'Assemblée. Par la grâce de Dieu et à sa gloire, je remercie chacun d'entre vous.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République fédérative du Brésil de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Jair Messias Bolsonaro, Président de la République fédérative du Brésil, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Donald Trump, Président des États-Unis d'Amérique

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président des États-Unis d'Amérique.

M. Donald Trump, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Donald Trump, Président des États-Unis d'Amérique, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Trump (*parle en anglais*) : Sept décennies d'histoire se sont écoulées dans cette salle. Il s'y est produit des moments de grandeur, mais l'Assemblée a également connu son lot de drames. D'où je me tiens, le monde a entendu s'exprimer des présidents et des premiers ministres, même au plus fort de la guerre froide. Des nations sont nées ici. Nous avons écouté des meneurs de révolution. Nous avons pu voir s'exprimer des saints qui nous ont inspirés par leur espoir, des rebelles qui nous ont guidés par leur passion et des héros qui nous ont donné de l'audace par leur courage, tous venus ici pour partager des plans, des propositions, des visions et des idées sur la plus grande scène du monde.

Comme ce fut le cas pour nos prédécesseurs, notre époque est marquée par de grands défis, des enjeux de taille et des choix clairs. Le clivage essentiel qui caractérise le monde depuis toujours est une fois de plus mis brutalement en évidence. Il s'agit du clivage entre, d'une part, ceux dont la soif de contrôle leur fait croire à tort qu'ils ont pour destin de diriger les autres et, d'autre part, les peuples et nations qui veulent uniquement disposer d'eux-mêmes.

J'ai l'immense privilège de m'adresser aujourd'hui à l'Assemblée générale en tant que dirigeant élu d'une nation qui chérit plus que tout la liberté, l'indépendance et l'autonomie. Après avoir dépensé plus de 2 500 milliards de dollars depuis mon élection afin de refonder totalement notre grande armée, les États-Unis sont de loin la nation la plus puissante du monde. Il faut espérer qu'ils n'auront jamais à utiliser cette puissance. Les Américains savent que, dans un monde où d'autres visent la conquête et la domination, notre nation doit être forte en termes de richesse, de puissance et d'esprit. C'est pourquoi les États-Unis défendent rigoureusement

les traditions et coutumes qui ont fait de nous ce que nous sommes.

Comme mon pays bien-aimé, chaque nation représentée dans cette salle a une histoire, une culture et un patrimoine qui lui tiennent à cœur et méritent d'être défendus et célébrés, et qui lui donnent comme à nous le potentiel et la force qui lui sont propres. Le monde libre doit embrasser ses fondements nationaux. Il ne doit pas tenter de les effacer ou de les remplacer. Quand on regarde autour de nous et partout sur cette grande et magnifique planète, la vérité saute aux yeux. Si vous voulez la liberté, soyez fiers de votre pays. Si vous voulez la démocratie, accrochez-vous à votre souveraineté. Et si vous voulez la paix, aimez votre nation.

Les sages dirigeants placent toujours au premier rang de leurs préoccupations les intérêts de leur peuple et de leur pays. L'avenir n'appartient pas aux mondialistes. Il appartient aux patriotes. L'avenir appartient aux nations souveraines et indépendantes qui protègent leurs citoyens, respectent leurs voisins et honorent les différences qui font que chaque pays est spécial et unique. C'est pourquoi, aux États-Unis, nous nous sommes engagés dans un programme excitant de renouveau national. Dans tout ce que nous faisons, nous nous attachons avant tout à donner à nos citoyens les moyens de leurs rêves et de leurs aspirations.

Grâce à nos politiques économiques propices à la croissance, notre taux de chômage national a atteint son plus bas niveau en plus d'un demi-siècle. Grâce à des baisses d'impôts massives et à l'allègement de la réglementation, des emplois se créent à un rythme historique. En l'espace de moins de trois ans, six millions d'Américains ont trouvé du travail. Le mois dernier, le chômage des Africains-Américains, des Hispaniques-Américains et des Asiatiques-Américains a atteint les taux les plus faibles jamais enregistrés. Nous gérons les vastes ressources énergétiques de notre nation, et les États-Unis sont à présent le premier producteur de pétrole et de gaz naturel au monde. Les salaires sont à la hausse, les revenus augmentent et, en moins de trois ans, 2,5 millions d'Américains sont sortis de la pauvreté.

Alors que nous reconstituons la puissance sans égale de l'armée américaine, nous redynamisons également nos alliances, en précisant clairement que nous attendons de tous nos partenaires qu'ils s'acquittent de leur juste part de l'énorme fardeau de la défense que les États-Unis ont porté par le passé. Au cœur de notre vision pour le renouveau national réside une campagne

ambitieuse de réforme du commerce international. Depuis des décennies, le système en question est facilement exploité par des nations de très mauvaise foi. Pendant que les emplois étaient délocalisés, une petite poignée de personnes se sont enrichies aux dépens de la classe moyenne.

En Amérique, cela s'est soldé par la perte de 4,2 millions d'emplois manufacturiers et par des déficits commerciaux de 15 000 milliards de dollars au cours du dernier quart de siècle. Les États-Unis prennent maintenant des mesures énergiques pour mettre fin à cette grave injustice économique. Notre objectif est simple. Nous voulons équilibrer les échanges commerciaux pour qu'ils soient justes et s'inscrivent dans une logique de réciprocité. Nous collaborons étroitement avec nos partenaires mexicains et canadiens pour remplacer l'Accord de libre-échange nord-américain par un tout nouvel accord que nous espérons bipartite entre les États-Unis, le Mexique et le Canada. Demain, je rencontrerai le Premier Ministre Abe, du Japon, pour continuer de mettre la dernière main à un formidable nouvel accord commercial. Alors que le Royaume-Uni se prépare à sortir de l'Union européenne, j'ai indiqué clairement que nous étions disposés à conclure avec lui un nouvel accord commercial exceptionnel qui sera extrêmement avantageux pour nos deux pays. Nous travaillons étroitement avec le Premier Ministre Boris Johnson sur un nouvel accord commercial magnifique.

La différence la plus importante qui caractérise la nouvelle approche commerciale de l'Amérique concerne notre relation avec la Chine. En 2001, la Chine a été admise à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Nos dirigeants de l'époque avaient alors expliqué que cette décision obligerait la Chine à libéraliser son économie et à renforcer les protections pour lutter contre des choses qui étaient inacceptables pour nous et afin de défendre la propriété privée et l'état de droit.

Deux décennies plus tard, cette théorie a été mise à l'épreuve et s'est révélée totalement erronée. Non seulement la Chine a refusé d'adopter les réformes promises, mais elle s'est par ailleurs engagée dans un modèle économique fondé sur des barrières massives à l'accès aux marchés, d'importantes subventions publiques, la manipulation des taux de change, le dumping sur les produits, les transferts de technologie forcés et le vol de propriété intellectuelle et de secrets commerciaux à grande échelle.

Pour ne citer qu'un exemple, j'ai rencontré récemment, à la Maison blanche, le Président

directeur-général d'une entreprise américaine géniale, Micron Technology. Celle-ci produit des puces mémoires utilisées dans d'innombrables appareils électroniques. Pour promouvoir le plan économique quinquennal du Gouvernement chinois, une entreprise appartenant à l'État chinois aurait volé les plans de Micron, dont la valeur est estimée à près de 8,7 milliards de dollars. L'entreprise chinoise n'a pas tardé à déposer des brevets pour un produit pratiquement identique, et Micron s'est vu interdire de vendre ses propres produits en Chine. Mais nous entendons obtenir justice.

Les États-Unis ont perdu 60 000 usines après que la Chine a rejoint l'OMC. Tel est aussi le sort que connaissent d'autres pays dans le monde entier. L'Organisation mondiale du commerce doit impérativement opérer des changements drastiques. La deuxième plus grande économie du monde ne devrait pas avoir le droit de se revendiquer un pays en développement pour profiter du système aux dépens des autres. Pendant des années, ces abus ont été tolérés, ignorés, voire encouragés. La mondialisation a exercé une pression quasi-religieuse sur les dirigeants du passé, au point de leur faire oublier leurs propres intérêts nationaux.

Néanmoins, en ce qui concerne l'Amérique, cette époque est révolue. Face à ces pratiques déloyales, j'ai imposé des tarifs douaniers considérables à des produits fabriqués en Chine à hauteur de plus de 500 milliards de dollars. Grâce à cela, des chaînes d'approvisionnement se relocalisent déjà en Amérique et dans d'autres nations et des milliards de dollars sont versés à notre Trésor.

Le peuple américain est absolument déterminé à rétablir l'équilibre dans notre relation avec la Chine. Il faut espérer que nous parviendrons à un accord qui soit bénéfique à nos deux pays. Toutefois, je l'ai dit très clairement, je n'accepterai pas un accord qui ne soit pas profitable au peuple américain.

Tandis que nous nous efforçons de stabiliser notre relation, nous suivons également de près la situation à Hong Kong. Le monde attend vraiment que le Gouvernement chinois honore le traité contraignant qu'il a conclu avec les Britanniques, et qui a été placé sous la surveillance de l'ONU, aux termes duquel la Chine a pris l'engagement de protéger la liberté, le système juridique et le mode de vie démocratique de Hong Kong. La manière dont la Chine choisira de gérer la situation en dira beaucoup sur son rôle dans le monde à l'avenir. Nous comptons tous sur le Président Xi, qui est un grand dirigeant. Les États-Unis ne cherchent le conflit avec aucune nation. Nous souhaitons la paix, la

coopération et des relations mutuellement avantageuses avec tous. Il n'en reste pas moins que je ne manquerai jamais de défendre les intérêts de l'Amérique.

Le régime répressif en place en Iran est, en matière de sécurité, l'une de plus grandes menaces qui pèsent aujourd'hui sur les nations éprises de paix. Son bilan en termes de morts et de destruction est bien connu de tous. Non seulement l'Iran est le premier État au monde à soutenir le terrorisme, mais ses dirigeants alimentent les guerres tragiques qui font rage à la fois en Syrie et au Yémen. En même temps, le régime dilapide les richesses de la nation, dont elle gâche ainsi l'avenir, dans une quête fanatique d'armes nucléaires et de leurs vecteurs. Nous ne devons jamais le laisser arriver à ses fins.

Pour empêcher l'Iran d'obtenir des missiles et des armes nucléaires, j'ai retiré les États-Unis du déplorable accord sur le nucléaire iranien, dont les jours sont comptés. Il ne permettait pas d'inspecter les sites importants et ne couvrait pas les missiles balistiques. Après notre retrait, nous avons imposé au pays des sanctions économiques sévères. Espérant se défaire des sanctions, le régime a renforcé ses agressions violentes et non provoquées. En réponse à la récente attaque iranienne contre des installations pétrolières en Arabie saoudite, nous venons d'infliger les sanctions les plus lourdes à la Banque centrale et au fonds souverain de l'Iran.

Toutes les nations ont le devoir d'agir. Aucun gouvernement responsable ne devrait subventionner la soif de sang de l'Iran. Tant que le pays continuera de se comporter de façon menaçante, les sanctions resteront en place, et elles seront même durcies. Les dirigeants iraniens auront fait d'une nation fière un exemple de plus de ce qui peut arriver lorsque la classe dirigeante abandonne son peuple et part en croisade pour s'assurer à elle-même pouvoir et richesse.

Voilà 40 ans que le monde écoute les dirigeants iraniens rejeter violemment sur les autres la responsabilité de problèmes qu'eux seuls ont créés. Ils scandent « Mort à l'Amérique » et font preuve d'un antisémitisme monstrueux. L'an dernier, le Guide suprême du pays a déclaré qu'Israël était une tumeur cancéreuse maligne qui devait être excisée et éliminée, ajoutant qu'il était possible de le faire et que cela se produirait.

Les États-Unis d'Amérique ne toléreront jamais pareille haine antisémite. Les fanatiques s'appuient depuis longtemps sur la haine à l'égard d'Israël pour détourner l'attention de leurs propres

échecs. Heureusement, il est de plus en plus admis, dans tout le Moyen-Orient, que les pays de la région ont un intérêt commun à combattre l'extrémisme et à créer des débouchés économiques. C'est pourquoi il est si important qu'Israël et ses voisins entretiennent des relations dignes de ce nom et normalisées. Seul un rapport basé sur les intérêts communs, le respect mutuel et la tolérance religieuse peut faire advenir un avenir meilleur.

Les citoyens iraniens méritent un gouvernement qui se préoccupe de réduire la pauvreté, de mettre fin à la corruption et de multiplier les possibilités d'emploi, non de voler leur argent pour financer des massacres en Iran et ailleurs. Après quatre décennies d'échecs, il est temps que les dirigeants iraniens fassent un pas dans la bonne direction en cessant de menacer d'autres pays et en se concentrant sur le développement de leur propres pays. Il est temps qu'ils fassent enfin passer le peuple iranien en premier.

Les États-Unis d'Amérique sont prêts à nouer des relations amicales avec tous ceux qui sont honnêtement en quête de paix et ont véritablement le respect à cœur. Nombre des amis les plus proches de l'Amérique étaient autrefois nos plus grands ennemis. Les États-Unis n'ont jamais cru aux ennemis permanents. Nous voulons des partenaires, pas des adversaires. Les États-Unis d'Amérique savent que, si quiconque peut faire la guerre, seuls les plus courageux sont en mesure de choisir la paix. Pour la même raison, nous menons une action diplomatique audacieuse dans la péninsule coréenne. J'ai dit à Kim Jong Un le fond de ma pensée, à savoir que, comme l'Iran, son pays jouit d'un gigantesque potentiel inexploité mais que, pour en tirer profit, la Corée du Nord doit se dénucléariser.

Dans le monde entier, notre message est clair : le but de l'Amérique est une harmonie durable, pas la poursuite de ces guerres sans fin. Cet objectif à l'esprit, mon administration travaille à servir l'espoir d'un avenir plus radieux en Afghanistan. Malheureusement, les Talibans ont choisi de persévérer dans leurs attaques sauvages. Nous continuerons de travailler avec notre coalition de partenaires afghans pour anéantir le terrorisme, et nous ne cesserons jamais nos efforts tant que la paix n'aura pas été instaurée.

Ici, dans les Amériques, nous nous joignons à nos partenaires pour garantir la stabilité et créer des possibilités dans toute la région. Dans cette mission, une des plus grandes difficultés que nous rencontrons a trait à l'immigration clandestine, qui compromet la

prospérité, déchire les sociétés et donne du pouvoir à des cartels criminels sans pitié.

La migration illégale de masse est injuste, dangereuse et intenable pour tous ceux qui sont concernés. Les pays d'origine se vident très vite, on ne s'occupe pas de leurs jeunes et le capital humain est gâché. Les pays de destination sont surchargés de migrants qu'ils ne peuvent pas raisonnablement accepter, et les migrants eux-mêmes sont exploités, attaqués et agressés par des coyotes vicieux. Près d'un tiers des femmes qui font le voyage vers le nord jusqu'à notre frontière sont victimes d'abus sexuels en chemin.

Pourtant, ici aux États-Unis et ailleurs dans le monde, il y a de plus en plus de militants radicaux et d'organisations non gouvernementales qui s'attachent localement à promouvoir le trafic d'êtres humains. Ces groupes encouragent la migration clandestine et exigent l'effacement des frontières nationales. Aujourd'hui, j'ai un message pour ces militants des frontières ouvertes qui se drapent dans des considérations de justice sociale : vos politiques ne sont pas justes; vos politiques sont cruelles et malfaisantes; vous donnez à des organisations criminelles les moyens de s'en prendre à des innocents – hommes, femmes et enfants; vous faites passer votre propre conception de la vertu avant la vie et le bien-être d'innombrables innocents; et quand vous compromettez la sécurité aux frontières, vous compromettez les droits de l'homme et la dignité humaine.

Nombre de pays représentés ici sont aux prises avec la migration non maîtrisée. Chaque pays a le droit absolu de protéger ses frontières. C'est donc également le cas de notre pays. Aujourd'hui, nous devons prendre la résolution d'œuvrer ensemble pour en finir avec le trafic et la traite d'êtres humains et de mettre ces réseaux criminels hors d'état de nuire une bonne fois pour toutes.

Je peux le dire sincèrement à l'Assemblée : notre pays travaille en étroite collaboration avec nos amis de la région, dont le Mexique, le Canada, le Guatemala, le Honduras, El Salvador et le Panama, pour défendre l'intégrité des frontières et assurer la sûreté et la prospérité de nos populations. Je tiens à remercier le Président López Obrador du Mexique pour la grande coopération dont il nous fait bénéficier et pour le déploiement en cours de 27 000 soldats à notre frontière méridionale. Le Mexique nous témoigne un grand respect, et je le respecte en retour.

Aux États-Unis, nous avons pris des mesures sans précédent pour porter un coup d'arrêt à l'immigration clandestine. J'implore quiconque envisage de franchir illégalement notre frontière de m'entendre : ne payez pas les passeurs; ne payez pas les coyotes; ne vous mettez pas en danger; ne mettez pas vos enfants en danger car, si vous arrivez ici, on ne vous laissera pas entrer; vous serez rapidement renvoyés chez vous; on ne vous autorisera pas à fouler notre sol. Tant que je serai Président des États-Unis, nous ferons respecter nos lois et protégerons nos frontières.

Pour tous les pays des Amériques, notre objectif consiste à aider les peuples à investir dans un avenir radieux pour leur nation. Notre région est si pleine de promesses incroyables, de rêves qui attendent d'être concrétisés et de destins nationaux à accomplir pour tous. Dans l'ensemble de l'hémisphère, il y a des millions de jeunes patriotes qui travaillent dur, désireux de construire, d'innover et de réussir. Cependant, ces nations ne peuvent pas réaliser leur potentiel si une génération de jeunes abandonnent leur foyer en quête d'une vie ailleurs. Nous voulons que chaque nation de notre région prospère et que son peuple s'épanouisse dans la liberté et la paix.

Dans cette mission, nous sommes également déterminés à soutenir les peuples de notre hémisphère qui vivent sous une oppression brutale, comme à Cuba, au Nicaragua et au Venezuela. Selon un récent rapport du Conseil des droits de l'homme, les Vénézuéliennes font la queue pendant 10 heures par jour pour obtenir de la nourriture. Plus de 15 000 personnes sont des prisonniers politiques. Des escadrons de la mort des temps modernes procèdent à des milliers d'exécutions extrajudiciaires. Le dictateur Maduro est un pantin de Cuba protégé par des gardes du corps cubains, qui se cache pour ne pas être vu de son peuple, tandis que Cuba pille la richesse pétrolière du Venezuela pour entretenir son régime communiste corrompu.

Depuis la dernière fois que je me suis exprimé dans cette salle (voir A/73/PV.6), les États-Unis et leurs partenaires ont mis sur pied une coalition sans précédent de 55 pays qui reconnaît le Gouvernement légitime du Venezuela. Aux Vénézuéliens pris au piège de ce cauchemar, je veux dire la chose suivante : sachez que toute l'Amérique est unie derrière vous. Les États-Unis disposent de vastes quantités d'aide humanitaire prête à être livrée. Nous surveillons de très près la situation au Venezuela. Nous attendons le jour où la démocratie

sera rétablie, où le Venezuela sera libre et où la liberté prévaudra dans l'ensemble de l'hémisphère.

L'un des plus graves défis qui se posent à nos pays réside dans le spectre du socialisme. Le socialisme détruit les nations et démolit les sociétés. Ce qui se passe au Venezuela nous rappelle à tous que le socialisme et le communisme n'ont rien à voir avec la justice, l'égalité ou le fait de sortir les gens de la pauvreté. Ils ne servent en aucun cas l'intérêt de la nation. Le socialisme et le communisme n'ont qu'une seule visée : le pouvoir pour la classe dirigeante. Je répète aujourd'hui à l'intention du monde un message que j'ai adressé à mes concitoyens : l'Amérique ne sera jamais un pays socialiste.

Au cours du siècle dernier, le socialisme et le communisme ont tué 100 millions de personnes. Malheureusement, comme nous le voyons au Venezuela, le bilan continue de s'alourdir dans ce pays. Conjuguées aux technologies modernes, ces idéologies totalitaires ont le pouvoir d'exercer des formes nouvelles et inquiétantes de répression et de domination. Pour cette raison, les États-Unis prennent actuellement des mesures pour mieux filtrer les technologies et les investissements étrangers et pour protéger nos données et notre sécurité. Nous exhortons toutes les nations présentes à faire de même. La liberté et la démocratie doivent être constamment gardées et protégées, à l'étranger comme chez soi. Nous devons toujours accueillir avec scepticisme ceux qui veulent la conformité et le contrôle. Même dans les nations libres, nous voyons des signes alarmants et de nouvelles menaces contre la liberté. Un nombre restreint de médias sociaux sont en train d'acquiescer un pouvoir immense sur ce que nous pouvons voir et ce que nous sommes autorisés à dire. Une classe politique permanente affiche ouvertement son dédain, son mépris et sa défiance face à la volonté populaire. Une bureaucratie sans visage opère en secret et affaiblit la démocratie. Les médias et les milieux universitaires attaquent de manière frontale notre histoire, nos traditions et nos valeurs.

Aux États-Unis, mon administration a clairement fait savoir aux entreprises qui gèrent les médias sociaux que nous ferions respecter le droit à la liberté d'expression. Une société libre ne peut pas permettre que des géants des médias sociaux étouffent la voix du peuple, et un peuple libre ne doit absolument jamais se laisser entraîner à réduire au silence, soumettre à la coercition, mettre au ban ou placer sur liste noire ses propres voisins.

En défendant les valeurs américaines, nous affirmons le droit de chacun de vivre dans la dignité. Pour cette raison, mon administration travaille avec d'autres nations à mettre fin à la criminalisation de l'homosexualité, et nous sommes solidaires des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et queers qui vivent dans des pays où les individus sont punis, emprisonnés ou exécutés en raison de leur orientation sexuelle.

Nous nous employons aussi à promouvoir le rôle des femmes dans nos sociétés. Les nations qui autonomisent les femmes sont plus riches, plus sûres et politiquement plus stables. Il est par conséquent crucial – non seulement pour la prospérité d'une nation, mais également pour sa sécurité nationale – de favoriser le développement économique des femmes. Guidée par ces principes, mon administration a lancé l'Initiative mondiale pour le développement et la prospérité des femmes. Il s'agit de la toute première démarche menée à l'échelle d'un gouvernement en faveur de l'émancipation économique des femmes, qui aura pour but de faire en sorte que toutes les femmes de la planète aient juridiquement le droit de posséder des biens et d'en hériter, de travailler dans les mêmes secteurs que les hommes, de voyager librement et d'avoir accès au crédit et aux institutions.

Hier, j'ai eu le plaisir d'accueillir des dirigeants pour discuter d'un engagement américain à toute épreuve qui vise à protéger les chefs religieux et la liberté de religion. Ce droit fondamental est de plus en plus menacé dans le monde entier. C'est difficile à croire, mais 80 % de la population mondiale vit dans des pays où la liberté de religion est en grave danger, sinon totalement hors la loi. Les Américains ne faibliront jamais dans leurs efforts pour défendre et promouvoir la liberté de culte et de religion. Nous voulons et appuyons la liberté de religion pour tous.

Les Américains ne faibliront jamais non plus dans leurs efforts pour défendre les vies innocentes. Nous n'ignorons pas que beaucoup de projets menés par l'ONU tentent d'imposer un droit mondial à l'avortement à la demande, payé par le contribuable, jusqu'au moment de l'accouchement. Les bureaucrates mondiaux n'ont absolument aucune légitimité pour s'en prendre à la souveraineté des nations qui souhaitent protéger les vies innocentes. Comme les citoyens de beaucoup de nations représentées ici aujourd'hui, nous, Américains, estimons que chaque enfant, né ou non, est un don sacré de Dieu.

Les États-Unis ne permettront en aucune circonstance que des acteurs internationaux foulent aux pieds les droits de nos citoyens, y compris le droit à l'autodéfense. C'est pourquoi j'ai annoncé cette année que nous ne ratifierions jamais le Traité sur le commerce des armes, qui menacerait les libertés de citoyens américains respectueux des lois. Les États-Unis défendront toujours le droit constitutionnel de leurs citoyens de détenir et de porter des armes. Nous ferons toujours respecter notre Deuxième amendement. Les valeurs et droits fondamentaux que l'Amérique défend aujourd'hui sont inscrits dans les documents fondateurs de l'Amérique. Les fondateurs de notre nation avaient compris qu'il y aurait toujours des gens pour penser avoir le droit d'exercer un pouvoir ou un contrôle sur autrui.

La tyrannie se présente sous couvert de bien des noms et des théories, mais elle revient toujours à la volonté de domination. Elle protège non pas les intérêts du plus grand nombre mais les privilèges de quelques-uns. Nos fondateurs nous ont donné un système conçu pour faire obstacle à cet instinct dangereux. Ils ont choisi de confier le pouvoir américain à ceux qui sont le plus investis dans le destin de notre nation, un peuple fier et féroce ment indépendant.

Le véritable intérêt d'une nation ne peut être servi que par ceux qui l'aiment, par les citoyens qui sont ancrés dans son histoire, nourris par sa culture, attachés à ses valeurs et à son peuple, et qui savent qu'il leur appartient de bâtir son futur, pour ne pas le ruiner. Les patriotes voient une nation et son destin comme nul autre ne le peut. La liberté est uniquement préservée, la souveraineté garantie, la démocratie maintenue et la grandeur réalisée par la volonté et le dévouement des patriotes. C'est dans leur esprit que se trouve la force de résister à l'oppression, l'inspiration nécessaire pour forger un patrimoine, la bonne volonté qu'il faut pour nouer des amitiés et le courage de parvenir à la paix. L'amour de nos nations rend le monde meilleur pour toutes les nations.

J'invite tous les dirigeants présents ici aujourd'hui à se joindre à nous dans la mission la plus épanouissante qu'une personne puisse se donner, la contribution la plus profonde que quiconque puisse apporter : faites progresser vos nations, nourrissez votre culture, faites honneur à votre histoire, chérissez vos citoyens, rendez vos pays forts, prospères et vertueux, honorez la dignité de votre peuple, et rien ne sera hors de votre portée.

Quand nos nations seront plus grandes, l'avenir sera plus radieux, nos peuples seront plus heureux et

nos partenariats seront plus solides. Avec l'aide de Dieu, ensemble, nous pouvons repousser les ennemis de la liberté et vaincre les oppresseurs de la dignité. Nous fixerons une nouvelle qualité de vie et atteindrons de nouveaux sommets en termes de réalisation humaine. Nous redécouvrirons d'anciennes vérités, nous éclaircirons de vieux mystères et nous ferons de nouvelles avancées passionnantes. Nous instaurerons une amitié plus belle et davantage d'harmonie entre les nations que jamais auparavant. Le chemin vers la paix, le progrès, la liberté, la justice et un monde meilleur pour toute l'humanité commence chez soi.

Dieu bénisse les personnes présentes, Dieu bénisse les nations du monde, et Dieu bénisse l'Amérique.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président des États-Unis d'Amérique de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Donald Trump, Président des États-Unis d'Amérique, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Abdel Fattah Al Sisi, Président de la République arabe d'Égypte

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République arabe d'Égypte.

M. Abdel Fattah Al Sisi, Président de la République arabe d'Égypte, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Abdel Fattah Al Sisi, Président de la République arabe d'Égypte, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Al Sisi (*parle en arabe*) : Tout d'abord, j'ai le plaisir de vous féliciter sincèrement, Monsieur le Président, pour votre élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session. Je tiens également à rendre hommage à M^{me} María Fernanda Espinoza Garcés, qui a présidé l'Assemblée générale à sa précédente session.

L'Assemblée se réunit cette année alors que les défis auxquels notre monde est confronté vont en s'aggravant. Il est donc impératif que nous engagions tous un débat approfondi sur les possibilités de faire progresser nos travaux sous l'égide de l'ONU, tout

en défendant les nobles valeurs sur lesquelles repose l'Organisation. Cela peut se faire par la réaffirmation de notre engagement en faveur d'un ordre international juste et efficace fondé sur le dialogue, la coopération, la promotion d'une culture de paix et de respect mutuel.

Membre fondateur de l'ONU et d'un certain nombre d'organisations régionales, dont l'Union africaine, que nous avons l'honneur de présider cette année, et de la Ligue des États arabes, l'Égypte a toujours eu sa propre conception de l'action à mener pour relever les plus grands défis auxquels est confronté le monde. Qu'il me soit permis ici, de cette importante tribune, de présenter les vues et contributions de l'Égypte à cet égard.

Le respect du principe de la maîtrise nationale des solutions est essentiel pour garantir l'efficacité du système multilatéral international. L'Égypte est pionnière en la matière. Ces dernières années, elle a élaboré un plan ambitieux destiné à faire progresser l'ensemble de la société, notamment en luttant résolument contre le terrorisme et en lançant le programme de réforme économique le plus ambitieux de son histoire moderne. Ce plan a été conçu en conformité avec les projets et priorités arrêtés au plan national, approuvés par le peuple égyptien, lequel a bien voulu assumer la tâche consistant à mener à bien la première phase d'une façon qui a dépassé toutes les attentes.

Au niveau régional, en qualité de Président en exercice de la Conférence de l'Union africaine, nous avons travaillé aux côtés de nos frères pour renforcer le principe de solutions africaines aux problèmes de l'Afrique. L'objectif est d'élaborer une approche globale qui jette les bases du développement grâce à un projet élaboré à l'échelle du continent et fondé sur notre histoire et notre destin communs et la confiance en notre capacité à progresser vers l'intégration et à défendre les intérêts de nos peuples. Pour cela, un nouveau mécanisme, axé sur la reconstruction après les conflits, a été lancé au Caire : il s'agit du Centre de l'Union africaine pour la reconstruction et le développement après les conflits.

Il ne fait aucun doute que tous les États Membres sont bien conscients des nombreux succès obtenus récemment dans la mise en œuvre du principe de la maîtrise nationale, appuyée par le rôle actif de l'Afrique, qui a permis de parvenir à un accord de paix en République centrafricaine et d'élaborer une vision commune entre les différentes parties au Soudan pour gérer la phase de transition dans ce pays. À cet égard, je voudrais demander que le nom du Soudan soit retiré

de la liste des États qui parrainent le terrorisme, afin de reconnaître la transformation positive de ce pays frère, ce qui lui permettrait de relever les défis économiques auxquels il est confronté en interagissant avec les organisations économiques internationales pour réaliser les ambitions de son peuple et retrouver sa place légitime au sein de la communauté internationale.

En ce qui concerne le principe de l'appropriation nationale, les pays africains sont pleinement conscients de l'importance d'établir des partenariats véritables et efficaces pour relever les défis politiques et économiques auxquels ils sont confrontés et avoir accès au savoir et à la technologie, mettre en valeur les ressources humaines africaines et mobiliser le financement et l'appui politique nécessaires - autant d'éléments essentiels à la réalisation de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

J'appelle donc les institutions financières internationales, continentales et régionales à assumer leur rôle dans le financement du développement en Afrique aux conditions les plus favorables. En effet, l'Afrique est un continent aux possibilités prometteuses qui pourrait devenir le nouveau moteur de croissance de l'ensemble de l'économie mondiale, en particulier après la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine, le renforcement des accords d'intégration régionale et l'élaboration d'une stratégie ambitieuse pour les infrastructures.

À cet égard, je voudrais évoquer la convocation par l'Égypte du premier Forum d'Assouan pour une paix et un développement durables, qui se tiendra en décembre à Assouan et qui servira de plateforme de dialogue entre les acteurs internationaux et régionaux, notamment les dirigeants politiques, les institutions financières, la société civile et le secteur privé, et qui vise à mettre en œuvre des initiatives et mécanismes internationaux et régionaux axés sur l'Afrique.

Le règlement des crises prolongées et héritées du passé est une condition préalable à tout effort sérieux visant à formuler un système international plus efficace. L'exemple le plus frappant est la crise la plus ancienne du Moyen-Orient, à savoir la question palestinienne. La persistance de cette question, en l'absence d'une solution juste fondée sur les résolutions internationales qui appellent à la création d'un État palestinien indépendant ayant Jérusalem-Est pour capitale, signifie non seulement que le peuple palestinien continue de souffrir, mais aussi que les capacités et les ressources des peuples du Moyen-Orient continuent de s'épuiser.

Je répète en toute conscience ce que j'ai déclaré à cette tribune ces dernières années : les Arabes sont ouverts à la réalisation d'une paix juste et globale, l'Initiative de paix arabe est toujours valable et il est encore possible de lancer une nouvelle phase au Moyen-Orient.

Toutefois, nous avons besoin de décisions audacieuses qui rétablissent les droits des Palestiniens et ouvrent la voie à un changement majeur dans la réalité de la région et - je le dis sans exagération - du système international tout entier. De telles décisions conduiraient à la mise en place d'un système économique et de sécurité au Moyen-Orient fondé sur la paix, la sécurité, la coopération et les intérêts communs.

L'adoption de solutions globales pour s'attaquer aux causes profondes des problèmes internationaux est indispensable à la réussite du système multilatéral international. C'est le cas de la crise prolongée que subit le peuple frère libyen, qui souffre quotidiennement du fléau d'un conflit armé auquel il faut mettre fin.

Il est temps de prendre une position décisive pour s'attaquer aux causes profondes de la crise libyenne de manière globale en s'engageant à mettre en œuvre pleinement toutes les dispositions du plan d'action des Nations Unies adopté par le Conseil de sécurité en octobre 2017 et en s'attaquant au grave déséquilibre dans la répartition des richesses et du pouvoir, ainsi qu'à l'absence de contrôle des pouvoirs publics sur les prises de décisions politiques et économiques par le biais des représentants élus du peuple libyen. Nous devons également nous efforcer d'unifier toutes les institutions nationales afin de sauver ce pays voisin et frère du chaos provoqué par les milices et d'empêcher l'intervention d'acteurs extérieurs en Libye.

Tout comme il est impératif de trouver une solution globale à la crise libyenne, une solution politique en Syrie est également devenue un besoin urgent. Nous ne pouvons plus nous permettre de perdre du temps et de perpétuer le cercle vicieux que la Syrie subit depuis huit ans. Si l'Égypte se félicite de l'annonce de la création d'une commission constitutionnelle, nous demandons néanmoins que ses travaux commencent immédiatement et sans délai, ce qui constitue une étape fondamentale vers la réalisation d'un règlement politique global, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité. Cela permettrait de préserver l'unité et l'intégrité territoriale de la Syrie ainsi que la cohésion de ses institutions, et mettrait fin aux effusions de sang tout en éliminant totalement le terrorisme.

La même logique s'applique à la crise prolongée au Yémen. Il est temps d'adopter une position décisive pour mettre fin à la crise en mettant en œuvre une solution politique basée sur les paramètres bien connus. Nous devons mettre fin aux interventions étrangères des parties régionales non arabes qui cherchent à restreindre la sécurité nationale arabe. Nous devons également faire face aux menaces sans précédent qui pèsent sur la région du golfe Arabique, y compris les menaces à la navigation, ainsi qu'aux récentes attaques contre les installations pétrolières dans le Royaume frère d'Arabie saoudite.

Le principe d'une approche globale s'applique également à l'un des plus grands défis de notre époque : le terrorisme. L'Égypte a constamment appelé de ses vœux une approche globale pour lutter contre le terrorisme fondée sur la nécessité d'affronter toutes les organisations terroristes, sans exception. À cet égard, j'insiste sur la nécessité pour tous de se conformer pleinement aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de demander des comptes à ceux qui soutiennent le terrorisme - que ce soit en fournissant des fonds, des armes, des lieux sûrs ou des plateformes médiatiques - ainsi qu'à ceux qui facilitent la circulation et les déplacements des terroristes.

De cette tribune, je réaffirme que l'Égypte est prête, compte tenu de sa vaste expérience en matière de lutte contre le terrorisme, à intensifier sa coopération avec les pays amis et l'ONU, en particulier en ce qui concerne la lutte contre l'idéologie du terrorisme. Je souligne à ce sujet l'importance de l'application de la résolution 2354 (2017) du Conseil de sécurité, sur la mise en œuvre du cadre international global de lutte contre la propagande terroriste, qui a été adopté sur la base de l'initiative égyptienne visant à défendre les valeurs de tolérance et à renouveler le discours religieux.

Le Conseil de sécurité doit s'employer sérieusement et résolument à remédier au déséquilibre dans sa composition et aux lacunes de son processus de prise de décisions. Nous devons garantir une représentation juste et équilibrée au sein du Conseil. Nous devons nous attacher à corriger l'injustice historique dont est victime notre continent africain. Je tiens à réaffirmer notre attachement à la position commune africaine sur la base du Consensus d'Eszulwini et de la Déclaration de Syrte, et je demande à l'Assemblée d'adopter cette position juste dans le cadre des négociations gouvernementales.

Depuis des décennies, l'Égypte cherche à renforcer et à approfondir les liens de coopération avec les pays frères du bassin du Nil, avec lesquels elle entretient d'excellentes relations. Témoignant de sa volonté de promouvoir le bien-être des peuples frères du bassin du Nil, l'Égypte a fait preuve de compréhension face aux premiers pas de l'Éthiopie vers la construction du barrage de la Renaissance, bien que ce pays n'ait pas mené les études nécessaires sur les effets de ce vaste projet pour s'assurer que les intérêts des pays en aval, dont l'Égypte, ne subissent aucun préjudice en ce qui concerne l'eau.

Pourtant, l'Égypte a pris l'initiative de proposer l'Accord sur la Déclaration de principe sur le grand barrage éthiopien de la Renaissance, signé à Khartoum le 23 mars 2015, engageant un processus de négociation de quatre ans pour parvenir à un accord régissant le processus de remplissage et de fonctionnement du barrage de la Renaissance. Malheureusement, ces négociations n'ont pas donné les résultats escomptés.

Néanmoins, l'Égypte espère toujours parvenir à un accord qui garantira les intérêts communs des peuples du Nil Bleu en Éthiopie, au Soudan et en Égypte. L'impasse persistante dans laquelle se trouvent les négociations sur le barrage de la Renaissance aura des répercussions négatives sur la stabilité et le développement de la région en général et de l'Égypte en particulier.

Tout en reconnaissant le droit de l'Éthiopie au développement, nous tenons à préciser que l'eau du Nil est pour l'Égypte une question de survie, ce qui impose une grande responsabilité à la communauté internationale qui doit jouer un rôle constructif en invitant toutes les parties à faire preuve de souplesse afin de parvenir à un accord mutuellement satisfaisant.

Pour terminer, le message de l'Égypte prend aujourd'hui la forme d'un appel à la quête de la paix, d'un appel à l'action en faveur de l'humanité, d'un appel à la coopération et à la compréhension mutuelle, d'un appel à la réalisation du développement durable et à la promotion et à la protection des droits de l'homme, et d'un appel à la réalisation de la voie idéale dans l'intérêt de la communauté internationale.

Que Dieu nous aide pour le bien de tous nos peuples. Que la paix, la miséricorde et la bénédiction de Dieu soient sur les personnes présentes.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président

de la République arabe d'Égypte de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Abdel Fattah Al Sisi, Président de la République arabe d'Égypte, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République turque

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République turque.

M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République turque, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République turque, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Erdoğan (*parle en turc; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Au nom de la nation turque et en mon nom propre, c'est avec l'émotion la plus grande que je salue l'Assemblée générale.

Je tiens à remercier M^{me} Espinosa Garcés pour la réussite des travaux qu'elle a menés l'année dernière. Je tiens également à féliciter de tout cœur M. Tijjani Muhammad-Bande, qui assume la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-quatrième session. J'espère et je souhaite de tous mes vœux que la présente session de l'Assemblée soit porteuse de paix et de prospérité pour l'humanité et le monde entier.

Le monde est actuellement confronté à de nombreux défis et à de nombreuses souffrances résultant de l'injustice qui prévaut dans le monde. Le grand érudit de notre civilisation, Rûmî, a défini la justice comme suit :

« répartir de manière appropriée les droits et les obligations entre les peuples et leur attribuer ce à quoi ils ont droit ».

Il est évident qu'aujourd'hui, ni les droits des populations, ni leurs responsabilités ne sont répartis de manière appropriée. Dans le même temps, l'injustice engendre l'instabilité, les luttes de pouvoir, les crises, le gaspillage et l'extravagance. Pourtant, nous sommes réunis aujourd'hui dans la salle d'assemblée

de l'Organisation qui a été créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans le but ultime de mettre fin à l'injustice.

En effet, la communauté internationale perd progressivement sa capacité à trouver des solutions durables à des défis tels que le terrorisme, la faim, la misère et les changements climatiques, qui mettent en péril notre avenir à tous. Nous sommes certains que le thème de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale est approprié à cet égard : « Dynamiser les efforts faits au niveau multilatéral en faveur de l'élimination de la pauvreté, d'une éducation de qualité, de l'action climatique et de l'inclusion ».

Mais, ce qui importe davantage, c'est d'être conscient de ce que nous pouvons réaliser ensemble. Il est inacceptable de voir qu'une partie du monde vit dans le luxe et bénéficie des bienfaits de la prospérité alors que d'autres régions du monde souffrent de la pauvreté, de la misère et de l'analphabétisme. Il est douloureux de constater que, alors qu'une minorité fortunée discute de questions telles que la technologie numérique, la robotique, l'intelligence artificielle et l'obésité, plus de 2 milliards de personnes vivent sous le seuil de pauvreté et 1 milliard souffrent de la faim. Nous ne pouvons pas ignorer le fait qu'aucun d'entre nous ne sera en sécurité tant que nous ne le serons pas tous.

Depuis de nombreuses années, je déclare depuis cette tribune que nous ne pouvons laisser le sort de l'humanité à la discrétion d'une poignée de pays. Aujourd'hui, je voudrais répéter une fois de plus que le monde ne se limite pas à cinq pays. Il est grand temps que nous changions notre mentalité actuelle, nos institutions, nos organisations et nos règles. L'inégalité entre les États dotés d'armes nucléaires et les États non dotés d'armes nucléaires suffit à elle seule à compromettre la stabilité mondiale. Comme tout le monde, nous sommes préoccupés de voir que les armes de destruction massive sont utilisées comme moyen de pression dans chaque crise au lieu d'être totalement éliminées. La possession d'armes nucléaires devrait être interdite à tous ou autorisée pour tous. Dans l'intérêt d'un avenir pacifique pour toute l'humanité, nous devons résoudre ce problème dès que possible sur la base de principes justes.

Alors même que 13 personnes perdent la vie chaque minute à cause de la pollution de l'air et que le réchauffement de la planète menace notre avenir, nous ne pouvons nous permettre de rester indifférents. Nous devons avant toute chose renforcer les capacités et

l'efficacité de l'ONU. Nous devons notamment mettre en œuvre, sans tarder, les réformes fondamentales et fort nécessaires du Conseil de sécurité, conformément aux principes de justice et d'égalité.

Avec une politique étrangère dynamique et humaine, la Turquie s'ouvre au reste du monde et s'emploie à trouver des solutions à nos problèmes, qui sont fondées sur la justice. Ce n'est pas sans raison que la Turquie s'est distinguée comme étant le pays le plus généreux en termes d'aide humanitaire et celui qui accueille le plus grand nombre de personnes déplacées dans le monde.

Le troisième sommet du Partenariat Union africaine-Turquie, qui se tiendra en Turquie en 2020, est un autre exemple concret de notre détermination et de notre politique humanitaire volontariste. J'invite tous les pays présents dans cette salle à soutenir nos politiques et initiatives, que nous avons élaborées sur la base des principes de justice, d'éthique et de conscience.

Aujourd'hui, la Syrie est devenue une plaie dans la conscience collective de l'humanité et un symbole de l'injustice mondiale. Depuis 2011, le régime et les organisations terroristes, ainsi que les forces qui les encouragent, poursuivent une politique de crise perpétuelle. Près d'un million de personnes ont été tuées et 12 millions ont été déplacées, la moitié de la population syrienne ayant été forcée de vivre ailleurs. La crise syrienne doit cesser une fois pour toutes.

La Turquie est le pays le plus exposé à la menace de Daech. Cette organisation terroriste a menacé nos frontières et visé le cœur même de nos villes en recourant à des attentats-suicides et en tuant des centaines de citoyens turcs. La Turquie est le pays qui a porté le coup le plus rude à la présence de Daech en Syrie. Dans le cadre de l'opération Bouclier de l'Euphrate, nous avons neutralisé quelque 3 500 terroristes de Daech et ouvert la voie pour qu'advienne la chute de cette organisation terroriste en Syrie. Nous sommes également à l'avant-garde des efforts internationaux visant à identifier les terroristes et les combattants étrangers qui viennent du monde entier pour rejoindre les rangs de Daech, en imposant des interdictions d'entrée et en procédant à des expulsions hors de notre pays ou vers celui-ci.

Parallèlement, la Turquie est aujourd'hui le pays le plus généreux en matière d'aide humanitaire, comme en atteste la part de l'aide humanitaire officielle dans le produit intérieur brut. Nous accueillons actuellement 5 millions de demandeurs d'asile qui fuient

les conflits, la famine et les persécutions. En d'autres termes, le nombre de demandeurs d'asile en Turquie est supérieur à celui de la population totale de 29 États des États-Unis, et 3,6 millions d'entre eux sont originaires de Syrie. En fait, le nombre de frères et sœurs syriens que nous accueillons actuellement sur notre sol représente bien plus de la moitié de la population de New York.

Nous avons consacré 40 milliards de dollars aux demandeurs d'asile au cours des huit dernières années. Mais qu'a obtenu la Turquie en retour? L'Assemblée doit savoir qu'à ce jour, nous n'avons reçu que 3 milliards d'euros de l'Union européenne, non pas sous la forme de contributions directes à notre budget national, mais par le biais d'organisations internationales. Ce montant a été alloué à l'Agence turque de secours en cas de catastrophe et au Croissant-Rouge turc.

Parmi les demandeurs d'asile qui ont fui vers notre pays, 365 000 ont regagné sans problème les zones que nous avons sécurisées en Syrie, notamment la ville de Jarablos. Près de la moitié des demandeurs d'asile syriens en Turquie ont moins de 18 ans. Le nombre d'enfants syriens nés sur notre territoire s'élève à un demi-million. Nous leur fournissons non seulement un logement, mais aussi des services essentiels, tels que l'éducation et les soins de santé.

Malheureusement, la communauté internationale a trop vite oublié le parcours de survie qu'ils ont effectué, se terminant soit dans les eaux sombres de la mer Méditerranée, soit face aux barrières de sécurité qui s'étendent le long des frontières qu'ils tentent de fuir. Chacun se rappellera la photo du petit Aylan, dont le corps sans vie a échoué sur une plage il n'y a pas si longtemps mais que l'on a déjà oublié. Ayons présent à l'esprit que cela pourrait arriver à n'importe lequel d'entre nous. Il y a beaucoup de petits Aylan. Il y a des millions de petits Aylan. Nous devons agir en leur nom. Nous devons assumer cette responsabilité.

Au cours des huit premiers mois de cette année, nous avons sauvé de la noyade 32 000 migrants en situation irrégulière et avons renvoyé dans leur pays d'origine 58 000 migrants en situation irrégulière, à l'exclusion des Syriens. Outre ceux qui fuient d'autres parties du monde, la Turquie accueille aujourd'hui sur son sol 5 millions d'opprimés et de victimes. Malheureusement, nous avons été abandonnés dans notre sacrifice désintéressé en faveur des demandeurs d'asile.

Un véritable retour n'a pas été possible dans les régions de Syrie contrôlées par le régime et les organisations terroristes telles que le Parti des travailleurs du Kurdistan – Unités de protection du peuple kurde (PKK-YPG) et Daech. Les Syriens qui ont fui leur pays pour survivre n'ont pu retourner que dans les zones libérées et sécurisées par la Turquie. Aujourd'hui, nous sommes confrontés à trois questions importantes qui doivent être traitées alors que nous tentons de régler la crise humanitaire en Syrie.

La première a trait à l'intégrité territoriale et à l'unité politique de la Syrie, qui dépendent dans une large mesure du bon fonctionnement de la commission constitutionnelle. Nous avons rencontré nos homologues russes et iraniens à Ankara au début de la semaine dernière et, grâce au mémorandum du sommet russe, nous avons réussi à atteindre la plupart de nos objectifs. Lorsqu'une solution politique permanente sera trouvée en Syrie, l'intégrité territoriale sera rétablie.

La deuxième question importante consiste à tout mettre en œuvre pour éviter un massacre dans la ville d'Edleb et une vague de migration de 4 millions de personnes. Malgré quelques revers, l'accord que nous avons conclu avec la Russie à Sotchi sur cette question reste en vigueur. La Turquie ne peut assumer un nouvel afflux de migrants. Nous attendons donc de tous les pays du monde qu'ils soutiennent les efforts de la Turquie pour assurer la sécurité et la stabilité d'Edleb.

La troisième question importante concerne l'élimination de l'organisation terroriste PKK-YPG à l'est de l'Euphrate, qui occupe un quart du territoire syrien et cherche à acquérir une légitimité en tant que force syrienne dite démocratique. Nous ne parviendrons pas à trouver une solution définitive à la question de la Syrie si nous ne traitons pas toutes les organisations terroristes de la même manière.

Nous poursuivons nos pourparlers avec les États-Unis en vue d'établir une zone de sécurité en Syrie. Nous envisageons de mettre en place un « corridor de paix » en Syrie, d'une largeur de 30 kilomètres et d'une longueur de 480 kilomètres, où nous espérons, avec l'appui de la communauté internationale, pouvoir y installer 2 millions de Syriens.

J'aimerais montrer à l'Assemblée une carte illustrant nos plans - la frontière avec la Turquie et la zone de sécurité proposée ci-dessous. S'il est possible de mettre en place cette zone de sécurité, nous pourrions réinstaller en toute confiance entre 1 et 2 millions de

réfugiés. Cet objectif est à notre portée. En travaillant ensemble - avec les États-Unis, les forces de la coalition, la Russie et l'Iran - nous pourrions réinstaller les réfugiés et leur épargner ainsi les campements de tentes ou de conteneurs. Nous pouvons décider ensemble des mesures qu'il convient de prendre. La République turque ne peut assumer seule cette tâche. Nous devons prendre sans plus tarder les mesures qui s'imposent.

Si nous parvenons à étendre cette zone jusqu'à la ligne Deir el-Zor/Raqqa, nous pourrions porter à 3 millions le nombre de Syriens qui reviendront de Turquie, d'Europe et d'autres parties du monde. Nous sommes résolus à mettre en œuvre ce plan et avons déjà commencé les préparatifs nécessaires.

Nous posons également les jalons pour une conférence internationale à laquelle participeront le Liban, l'Iraq et la Jordanie. De même, nous attachons une grande importance au succès du Forum mondial sur les réfugiés, que nous coprésiderons à Genève en décembre. À notre avis, une conférence des donateurs devrait être convoquée sous les auspices de l'ONU afin de permettre le retour dans des zones sécurisées. Il est également nécessaire de mettre en œuvre à l'échelle mondiale le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et le Pacte mondial pour les réfugiés, tels qu'ils ont été adoptés et confirmés par l'ONU l'année dernière.

Si nous parvenons à instaurer un climat de confiance et de stabilité sur la base des principes de légitimité et de justice en Syrie, nous contribuerons à améliorer également la situation dans l'Iraq voisin qui pâtit de la présence de Daech et du PKK. Je saisis cette occasion pour appeler l'ensemble de la famille des Nations Unies à prendre des initiatives et à appuyer les efforts que nous déployons actuellement pour mettre fin à la crise humanitaire en Syrie.

Outre les drames engendrés par la crise syrienne, telle l'immigration clandestine, le bassin méditerranéen est confronté à d'autres problèmes liés à l'évolution de la situation en Méditerranée orientale. Malgré des négociations qui durent depuis plus de cinq décennies, la question chypriote n'a toujours pas été réglée en raison de la position intransigeante des Chypriotes grecs.

La partie chypriote grecque poursuit une politique d'imposition inéquitable et injuste et refuse de partager le pouvoir politique et la prospérité avec les Chypriotes turcs. La Turquie est, en vertu d'un traité international, garante du peuple chypriote turc, avec lequel elle

entretient de profonds liens historiques et culturels. La Grèce et le Royaume-Uni sont eux-aussi des garants. Il est évident que ceux qui prétendent œuvrer au règlement de la question chypriote selon le principe de la sécurité zéro et de la garantie zéro sont animés, depuis le début, d'intentions malveillantes.

La Turquie, quant à elle, poursuivra ses efforts jusqu'à ce qu'une solution garantissant la sécurité et les droits du peuple chypriote turc soit trouvée. Les ressources énergétiques de la Méditerranée orientale offrent une chance unique de coopération si nous adoptons tous une démarche mutuellement bénéfique. Malheureusement, malgré notre attitude raisonnable, certains pays de la région tentent, par une action unilatérale, de faire de la question des ressources énergétiques une source de conflit.

En Méditerranée orientale, nous sommes déterminés à protéger jusqu'au bout les droits et les intérêts légitimes de la Turquie et du peuple chypriote turc. Nous restons ouverts à toutes propositions fondées sur la coopération et le partage équitable.

La Libye est une autre région sensible de la Méditerranée. Nous nous efforçons de garantir la sécurité et la stabilité du pays en mettant en place une administration démocratique fondée sur la libre volonté du peuple. L'autonomisation politique et économique de la Libye sera bénéfique à la fois pour l'Afrique du Nord et pour l'Europe. On ne trouvera une solution à la situation dans ce pays qu'en respectant les choix et la libre volonté du peuple libyen.

Les interventions au Yémen et au Qatar ont eu de graves conséquences sur les plans humanitaire et économique. Nous devons rechercher ensemble un règlement immédiat à cette crise dans la région, qui a resurgi à la suite d'attaques contre des installations pétrolières.

Nous continuerons de suivre de près l'évolution de la situation concernant le décès du journaliste Jamal Khashoggi, sauvagement assassiné l'année dernière et pour lequel les tribunaux n'ont pas encore rendu leur verdict, car nous sommes très attachés à ce dossier.

Une autre question à laquelle nous sommes également très attachés concerne le premier Président égyptien démocratiquement élu, Mohamed Morsi, qui a perdu la vie dans une salle d'audience et que sa famille n'a pu enterrer comme il se doit. Cela reste une plaie béante dans nos cœurs. Ces deux questions sont

devenues le symbole profond d'un besoin de justice et d'égalité dans la région.

Nous espérons également que les questions portant sur les activités de l'Iran, ainsi que les menaces qui pèsent sur ce pays, seront réglées de manière rationnelle.

Les territoires palestiniens actuellement sous occupation israélienne sont devenus l'un des exemples d'injustice les plus criants. Si les images d'une Palestinienne innocente assassinée en plein rue, de façon odieuse, il y a quelques jours à peine, par les forces de sécurité israéliennes ne heurtent pas la conscience mondiale, alors nous sommes arrivés à un point où les mots ne suffisent plus.

Cette carte d'Israël m'intrigue beaucoup. Où commence et où finit la terre d'Israël? Examinons cette carte. Où était Israël en 1947 et où est-il maintenant? Où était Israël entre 1949 et 1967 en particulier, et où est-il aujourd'hui? Regardons. Nous sommes en 1947, voici la terre de Palestine. Il n'y a pratiquement pas de présence israélienne sur ces terres; l'ensemble du territoire appartient aux Palestiniens, comme l'indique la carte.

Pourtant, en 1947, alors qu'un plan de répartition a été élaboré et ratifié, les terres palestiniennes ont commencé à s'amenuiser et Israël a commencé à s'étendre. De 1947 à 1967, Israël a poursuivi son expansion et la superficie de la Palestine a continué de diminuer. Aujourd'hui, il n'y a pratiquement plus de présence palestinienne et toute la terre appartient à Israël. Mais cela suffit-il à Israël? Non, Israël est déterminé à s'emparer des territoires restants.

Qu'en est-il du Conseil de sécurité, de l'Organisation des Nations Unies et de leurs résolutions? Ces résolutions sont-elles votées, mises en œuvre et appliquées? Non, elles ne le sont pas. Nous devons par conséquent nous interroger sur l'utilité de l'ONU. Nous adoptons ici des résolutions qui n'entraînent aucun changement. Quand et où la justice pourront-elles prévaloir? C'est là que réside l'origine de notre souffrance et de notre douleur. L'actuel Gouvernement israélien, par ses meurtres et ses atrocités, cherche à s'immiscer dans le statut juridique historique de Jérusalem et de ses lieux et objets sacrés et à s'y attaquer.

La Turquie a une position claire sur cette question : la création immédiate d'un État palestinien indépendant, avec des territoires homogènes sur la base des frontières de 1967 et avec Jérusalem-Est comme capitale, est la seule solution. Tout autre plan de paix

n'aura aucune chance d'être équitable, juste et mis en œuvre.

Aujourd'hui, de la tribune de l'Assemblée générale, je demande aux personnes présentes où se trouvent les frontières de l'État d'Israël. S'agit-il des frontières de 1947, de 1967 ou y a-t-il une autre frontière dont nous devrions avoir connaissance? Comment peut-on s'emparer du plateau du Golan et des colonies de peuplement de Cisjordanie, tout comme des autres territoires palestiniens occupés, sous les yeux du monde entier, alors qu'ils ne se situent pas à l'intérieur des frontières officielles de cet État? L'objectif de l'initiative, présentée comme l'accord du siècle, est-il d'éliminer totalement la présence de l'État et du peuple palestiniens? Y a-t-il une soif d'autres effusions de sang?

Tous les acteurs de la communauté internationale, en particulier l'ONU, doivent apporter un appui concret au peuple palestinien au-delà des simples promesses. Il est très important à cet égard que l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient poursuive efficacement ses activités. La Turquie continuera de soutenir le peuple palestinien opprimé, comme elle n'a cessé de le faire.

Il est également très important pour le Caucase du Sud qu'il cesse d'être l'une des zones de conflit et de tension dans le monde, afin de lui garantir un avenir juste et pacifique. Il est inacceptable que le Haut-Karabakh et ses environs, qui sont des territoires azérbaidjaniens, soient toujours occupés malgré toutes les résolutions qui ont été adoptées à cet égard.

L'un des problèmes auxquels la communauté internationale n'a pas accordé suffisamment d'attention est le conflit au Cachemire, qui attend une solution depuis 72 ans. La stabilité et la prospérité de l'Asie du Sud ne peuvent être séparées de la question du Cachemire. Malgré les résolutions adoptées par le Conseil de sécurité, le Cachemire reste assiégé et 8 millions de personnes sont toujours confinées au Cachemire, dont elles ne peuvent pas partir. Pour que le peuple cachemirien puisse envisager un avenir sûr avec ses voisins pakistanais et indiens, il est impératif de régler ce problème par le dialogue et sur la base de la justice et de l'égalité, plutôt que par le conflit.

Une autre question à laquelle le monde semble rester indifférent est la tragédie humanitaire à laquelle sont confrontés les musulmans rohingya. La commission d'enquête indépendante, créée sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, a constaté l'existence

d'une intention génocidaire derrière les événements perpétrés au sein de l'État Rakhine, au Myanmar. La Turquie continuera de prendre des initiatives pour garantir la sécurité et les droits fondamentaux du peuple rohingya, ainsi que les activités de secours humanitaire qu'elle mène depuis le premier jour.

Les invasions, les conflits et les activités terroristes qui, depuis près de 40 ans, se poursuivent sans relâche en Afghanistan, soulèvent également des problèmes au niveau mondial. Il est grand temps de rétablir la paix et la sécurité. Il nous incombe d'assumer cette responsabilité et d'agir.

Aujourd'hui, l'une des plus grandes menaces à la paix et à la stabilité mondiales est la montée des discours racistes, xénophobes, discriminatoires et anti-islamiques. Les musulmans sont les principales cibles des discours haineux, de la discrimination et de la diffamation contre leurs valeurs sacrées. L'exemple le plus frappant est l'attentat terroriste perpétré en mars dernier à Christchurch, en Nouvelle-Zélande.

Tout comme l'attaque terroriste visant des musulmans en Nouvelle-Zélande était absurde et inacceptable, les actes terroristes visant des chrétiens au Sri Lanka et des communautés juives aux États-Unis sont tout aussi absurdes et inacceptables. Nous sommes responsables de la transformation de cette maladie en une folie furieuse. Les politiciens populistes qui cherchent à obtenir des votes en incitant à de tels actes, ainsi que les communautés qui banalisent les discours haineux sous couvert de liberté d'expression, sont les premiers responsables.

Les préjugés, l'ignorance et le sectarisme, ainsi que les tentatives de marginalisation des migrants, en particulier des musulmans, ont ouvert la voie à la montée de ces tendances morbides, qui ne peuvent être combattues que par notre volonté et nos efforts communs. En tant qu'hommes et femmes d'État, il est de notre devoir fondamental d'adopter une rhétorique publique inclusive et tolérante afin d'éliminer une fois pour toutes le fléau du terrorisme.

Le Secrétaire général a récemment présenté le Plan d'action pour la sauvegarde des sites religieux, initiative des Nations Unies dans la mise en œuvre de laquelle la Turquie a joué un rôle politique majeur au sein de l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies. Nous espérons que cela contribuera à sensibiliser l'opinion publique à cette question. Je demande donc que les Nations unies proclament

le 15 mars - date à laquelle l'attaque de Christchurch a été perpétrée - Journée internationale de solidarité contre l'islamophobie. J'invite également le monde islamique à entreprendre une évaluation approfondie de toutes les questions, en particulier la fracture entre sunnites et chiïtes, qui ont alimenté les conflits internes et les luttes de pouvoir politique jusqu'ici, et à régler leurs différends une fois pour toutes.

De par sa situation géographique au centre du monde antique, la Turquie est la digne héritière du patrimoine commun des civilisations orientales et occidentales. Aussi devons-nous prendre les mesures qui s'imposent, assumer nos responsabilités et nous montrer à la hauteur de la situation. Nous continuerons à assumer nos responsabilités envers l'humanité, car nous sommes profondément touchés, directement et indirectement, par les crises qui assaillent notre région.

Une Organisation des Nations Unies - et en particulier un Conseil de sécurité - réformée sur la base de la justice, des valeurs morales et de la conscience redonnera espoir et ambition à l'humanité. La Turquie est prête à appuyer toutes les initiatives dans ce sens. C'est pourquoi nous avons nommé à ce poste important l'Ambassadeur Volkan Bozkir, ancien Ministre des affaires européennes et Président en exercice de la Commission des affaires étrangères de la Grande Assemblée nationale de Turquie. Nous sommes convaincus que M. Bozkir, diplomate et homme politique chevronné, s'acquittera de cette responsabilité avec beaucoup d'efficacité. Je ne doute pas que l'Assemblée lui apportera tout son soutien.

Istanbul, plus grande ville de Turquie, accueille actuellement plusieurs organismes régionaux des Nations Unies. Nous aimerions qu'Istanbul devienne un pôle régional et mondial plus important pour les Nations Unies. La Banque technologique des Nations Unies pour les pays les moins avancés est devenue opérationnelle l'année dernière à Istanbul. Nous nous félicitons également des réactions positives et encourageantes que nous avons reçues à ce jour au sujet de notre proposition d'accueillir à Istanbul un centre des Nations Unies pour la jeunesse, que j'ai annoncée l'année dernière de cette même tribune (voir A/73/PV.6).

Le Groupe des Amis de la médiation, que nous coprésidons, compte désormais 59 membres. Nous avons défendu cette initiative des Nations Unies au sein de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe et à l'Organisation de coopération islamique. Je crois que nous sommes en mesure de trouver des

solutions justes, équitables et raisonnables à tous les défis mondiaux auxquels nous sommes confrontés.

J'aimerais conclure mes remarques par les vœux suivants : liberté pour tous, paix pour tous, prospérité pour tous, justice pour tous et un avenir pacifique et sûr pour tous. Je souhaite plein succès aux travaux de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale. Au nom de mon peuple, je salue tous les membres avec le plus grand amour et le plus grand respect.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République turque de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Recep Tayyip Erdoğan, Président de la République turque, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Muhammadu Buhari, Président de la République fédérale du Nigéria

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République fédérale du Nigéria.

M. Muhammadu Buhari, Président de la République fédérale du Nigéria, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Muhammadu Buhari, Président de la République fédérale du Nigéria, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Buhari (*parle en anglais*) : Tout d'abord, je tiens à remercier l'Assemblée générale de l'honneur qui a été fait au Gouvernement et au peuple nigériens d'avoir élu un ressortissant de notre pays, S. E. M. Tijjani Muhammad-Bande, à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session. C'est un grand honneur pour notre pays. Les Nigériens sont vraiment reconnaissants et s'efforceront d'être à la hauteur des attentes suscitées et des responsabilités qui nous incombent. L'Ambassadeur Muhammad-Bande est un diplomate expérimenté et chevronné, et je suis convaincu qu'il prouvera à la communauté internationale qu'il est hautement qualifié pour accomplir cette mission particulièrement exigeante.

Je tiens également à adresser mes sincères remerciements à la Présidente sortante, S. E. M^{me} María

Fernanda Espinosa Garcés, pour sa compétence, son efficacité et sa patience sans limites dans la conduite de l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session. De même, j'adresse mes félicitations au Secrétaire général, S. E. M. António Guterres, pour son incroyable énergie et sa véritable stature internationale à la tête de l'ONU.

Le thème de la présente session de l'Assemblée générale est « Dynamiser les efforts faits au niveau multilatéral en faveur de l'élimination de la pauvreté, d'une éducation de qualité, de l'action climatique et de l'inclusion ». Il s'agit là de domaines essentiels qui appellent à une action collective qui profitera aux intérêts nationaux et mondiaux.

Aujourd'hui, le monde se trouve à un tournant décisif. Cette année marque le premier anniversaire de la Journée internationale du multilatéralisme et de la diplomatie au service de la paix. Elle marque également le centenaire de la fondation de la Société des Nations, qui a conduit à la création de l'Organisation des Nations Unies dans le cadre de l'ordre international mis en place à l'issue de la Seconde Guerre mondiale.

Au paragraphe 4 de l'Article I de la Charte des Nations Unies, il est demandé à l'Organisation d'être « un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers ces fins communes », notamment la paix et la sécurité internationales, la prospérité et la justice sociale, le respect de la dignité humaine et la protection de l'environnement. Le multilatéralisme, symbolisé par le système des Nations Unies, a apporté d'immenses avantages aux peuples du monde. Il a sauvé des vies, empêché des guerres, rétabli la paix et la stabilité et favorisé le progrès économique et social dans de nombreux pays.

Force est de reconnaître qu'à mesure que le monde s'enrichit, l'ordre économique et politique mondial montre des signes inquiétants. Des millions de personnes en Afrique et dans le monde vivent dans une pauvreté abjecte. Nous assistons en outre à une réaction de rejet vis-à-vis du multilatéralisme, caractérisée par une montée du racisme, de la xénophobie, de la résurgence du nationalisme, du populisme et des tendances au protectionnisme et à l'unilatéralisme. Les principes originels de l'Organisation des Nations Unies sont, je le crains, menacés.

Après la cessation des hostilités à l'issue de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis, dans l'une des plus grandes entreprises désintéressées de l'histoire, ont décidé de relancer l'Europe par le biais

du Plan Marshall et de relever et restaurer l'économie japonaise. Cette politique généreuse a engendré une reprise économique mondiale vigoureuse qui a profité non seulement à l'Europe et au Japon, mais aussi aux États-Unis, améliorant considérablement le commerce et les investissements croisés. Les États-Unis et l'Europe sont devenus amis et alliés depuis la fin de la guerre. Les États-Unis et le Japon sont également devenus des amis et des alliés.

Il peut en être de même pour l'Afrique. Une Afrique développée ne sera pas hostile aux pays industrialisés, mais deviendra leur amie et partenaire dans la prospérité, la sécurité et le développement. Une Afrique prospère signifie une plus grande prospérité pour le reste du monde. Une Afrique pauvre constituerait un fardeau pour le reste du monde. Est-ce vraiment le souhait de la communauté internationale?

Un effort multilatéral coordonné doit être entrepris pour utiliser au mieux les immenses ressources du continent africain dans l'intérêt de toutes les nations. Les partenaires d'investissement récupéreront leur investissement au fil du temps. Les tentatives actuelles des pays industrialisés pour contribuer au développement de l'Afrique ne sont pas coordonnées et à l'évidence marginales. Nous avons les compétences, la main-d'œuvre et les ressources naturelles, mais nous manquons souvent de capitaux, d'où mon appel aux pays industrialisés pour qu'ils adoptent une vision à long terme de l'Afrique. Nous leur demandons de se joindre à nous pour contribuer au développement du continent dans l'intérêt de tous. L'Afrique leur confie la tâche particulière d'engager l'effort que nous appelons de nos vœux.

L'Organisation des Nations Unies a mis en place des processus destinés à promouvoir une action collective pour lutter contre les menaces mondiales. Il n'est pas de menaces plus grandes que la pauvreté et l'exclusion, desquelles la criminalité de droit commun, l'insurrection, la criminalité transfrontalière, la traite des personnes et ses terribles conséquences tirent leur force. La pauvreté sous toutes ses formes demeure l'un des plus grands défis auxquels notre monde est confronté. Son élimination est la condition *sine qua non* du développement durable.

À cet égard, le Nigéria a mis au point un programme national en faveur de l'investissement social afin de venir en aide aux ménages les plus pauvres et les plus vulnérables du pays. Dans le cadre de cette initiative, l'accès aux services financiers est facilité pour

les commerçants, les artisans, les femmes qui vendent sur les marchés et les sociétés coopératives. Une telle initiative peut permettre de réduire et, à terme, d'éliminer la pauvreté de masse en Afrique. Au centre de nos efforts pour bâtir une société inclusive figurent d'autres programmes axés sur la jeunesse et l'autonomisation humaine et visant à garantir la participation des femmes et des jeunes à l'exercice de l'autorité, à l'industrie, à l'action climatique et à l'agriculture.

Sur la scène internationale, de nouvelles possibilités s'offrent aux Nations Unies de jouer leur rôle de chef de file sur des questions qui continuent d'assombrir les perspectives de paix et de prospérité au niveau mondial, en particulier en ce qui concerne le droit du peuple palestinien à ce que son propre pays ne soit plus sous occupation. Par la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, la communauté internationale s'est prononcée sur le droit du peuple palestinien à disposer de sa propre terre et à y vivre en paix.

Je tiens par ailleurs à souligner les risques liés à la prolifération nucléaire et aux pratiques commerciales injustes et inéquitable, en dépit des règles et préceptes de l'Organisation mondiale du commerce.

En ce qui concerne le danger imminent lié aux changements climatiques, le Nigéria est résolument aux côtés de la communauté internationale en respectant les objectifs figurant dans l'accord sur les émissions de carbone que j'ai signé en 2015. Depuis, nous avons émis deux obligations vertes souveraines et créé 1 million d'hectares supplémentaires de terres forestières, portant notre couverture forestière totale à 6,7 %, et ce grâce à des efforts nationaux collectifs.

Tout en plaidant pour l'inclusion au sein de nos sociétés, nous devons également, en tant que membres de la communauté internationale, assurer notre participation à l'action collective, et c'est pourquoi nous appuyons l'élargissement du Conseil de sécurité afin de refléter la diversité et la dynamique du XXI^e siècle.

De l'Asie au Moyen-Orient et de l'Afrique à l'Amérique du Sud, la violence et la menace de conflits continuent de mettre en péril la vie de trop de personnes. Notre propre pays ne fait pas exception. Le Nigéria est un pays de près de 200 millions d'habitants issus de nombreux groupes différents. Parce que notre diversité constitue notre force, lors des élections qui ont eu lieu cette année, notre peuple a choisi d'apporter son soutien aux forces de la tolérance, de l'inclusion et de la communauté plutôt qu'aux politiques de la

contestation et de la division. Nos promesses électorales mettaient l'accent sur la stabilité politique, la liberté et la prospérité, la lutte contre la pauvreté, l'éducation de nos jeunes et la mise à leur disposition des instruments nécessaires pour bâtir une vie meilleure. Nous accordons une importance particulière au rôle des femmes dans nos programmes de promotion des femmes. Nos progrès et nos réalisations sont délibérés, ciblés et mesurés.

Nous savons parfaitement qu'il n'y a pas de solution miracle à des problèmes complexes. En particulier, le défi de l'éducation en Afrique est gigantesque. Le 3 décembre 2018, l'Assemblée générale a adopté la résolution 73/25, qui proclamait le 24 janvier Journée internationale de l'éducation. Cette résolution, dont le Nigéria est le fer de lance et qui a été parrainée par 58 autres États Membres, marque un tournant dans la reconnaissance du rôle fondamental de l'éducation dans l'édification de sociétés modernes.

Afin de garantir l'accès à l'éducation pour tous, notre gouvernement a lancé le Programme d'alimentation scolaire à domicile pour relever le défi auquel sont confrontés les enfants non scolarisés et ceux qui ont été contraints de quitter l'école. Ce programme d'intervention sociale vise à favoriser la scolarisation grâce à la fourniture de repas scolaires gratuits. Les avantages qui en découlent vont bien au-delà du cadre scolaire. De plus, nous veillons à la mise en œuvre des lois et politiques axées sur la sécurité dans les écoles au sein de tous les établissements scolaires au Nigéria.

Le monde a été choqué et consterné par le massacre perpétré en Nouvelle-Zélande par un tireur solitaire qui a coûté la vie à 50 fidèles. Ce crime et d'autres crimes semblables, qui ont été propagés par les réseaux sociaux, risquent d'infiltrer le tissu d'une culture numérique émergente. Les grandes entreprises technologiques doivent être conscientes de leurs responsabilités. Elles ne peuvent continuer à faciliter la diffusion de messages religieux, racistes, xénophobes et mensongers susceptibles d'inciter des communautés entières à s'affronter, entraînant la perte de nombreuses vies humaines. Cela pourrait déchirer certains pays.

Les réseaux criminels organisés, qui souvent agissent en toute impunité à travers les frontières internationales, posent de nouveaux défis auxquels seule une action collective peut apporter une véritable réponse. Cela vaut également pour la lutte contre l'extrémisme violent, la lutte contre la traite des êtres humains et la drogue, et la lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent. L'actuel gouvernement nigérian se heurte de

plein fouet aux défis de la corruption. La poursuite pour escroquerie de la société Process and Industrial Development, qui tente de soutirer des milliards de dollars au Nigéria, constitue un avertissement lancé aux groupes criminels internationaux.

Jeune soldat, j'ai été le témoin direct des destructions et des vies brisées qu'un conflit laisse dans son sillage. À l'approche du soixante-quinzième anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, je tiens à rendre hommage aux millions de personnes à travers le monde qui ont fait le sacrifice de leur vie pour défendre la liberté, la tolérance et la primauté du droit. Au Nigéria, nous avons accompli des progrès considérables pour remettre en ordre notre pays. Nous travaillerons sans relâche pour faire respecter l'application régulière de la loi. La primauté du droit demeure le fondement permanent et immuable de l'ordre mondial. La liberté, la tolérance et la primauté du droit sont des valeurs universelles qui soulignent ce que l'Assemblée générale incarne le mieux et qui nous lie tous.

Je tiens, pour terminer, à réaffirmer la volonté du Nigéria de promouvoir la paix et la sécurité internationales et le développement durable. Nous sommes également déterminés à renforcer les partenariats et la coopération avec les organisations internationales et régionales, dans l'intérêt de l'humanité.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République fédérale du Nigéria de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Muhammadu Buhari, Président de la République fédérale du Nigéria, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Ibrahim Mohamed Solih, Président de la République des Maldives

Le Président (*parle en anglais*) L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République des Maldives.

M. Ibrahim Mohamed Solih, Président de la République des Maldives, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Ibrahim Mohamed Solih, Président de la République des Maldives, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Solih (*parle en anglais*) : Il y a beaucoup de choses qui ne vont pas dans ce monde. L'ordre multilatéral de l'après-guerre, que cette institution a contribué à instaurer, montre des signes de tension. Les guerres commerciales menacent de nous plonger dans une nouvelle récession mondiale. Le populisme, l'extrémisme politique et le nativisme ont trouvé un écho parmi les désabusés de nos sociétés. La promesse de la démocratie, consacrée par le principe de l'autodétermination sur lequel l'Organisation a été fondée, est en recul. Encouragés par la rhétorique populiste, le racisme et la xénophobie sous toutes leurs formes menacent de déchirer nos sociétés.

Le terrorisme continue d'empoisonner et d'accabler nos sociétés. Dans le même temps, la crise climatique s'intensifie de plus en plus, aggravée par notre incapacité collective à y faire face – c'est pourquoi le monde a plus que jamais besoin des Nations Unies. Nous devons nous rappeler les horreurs qui ont conduit à la création de cette institution. J'aimerais raviver notre mémoire collective. L'Organisation des Nations Unies est née des cendres de deux guerres mondiales dévastatrices, au cours desquelles plus de 100 millions de personnes ont perdu la vie.

Elle est née de la croyance dans le caractère sacré de la liberté humaine et de l'autodétermination, ce qui signifie que même les petites nations peuvent avoir une voix sur la scène mondiale. La Charte des Nations Unies a privilégié la paix et la coopération internationale afin que nous puissions éviter les guerres et profiter des dividendes de notre coexistence pacifique. Nous avons besoin des Nations Unies parce que les problèmes de notre temps sont immenses - aucun d'entre nous ne peut les résoudre seul. Nous avons besoin de notre force collective pour relever les défis de notre temps.

En ces temps difficiles, où la grande vague de démocratie qui a déferlé sur le monde au cours du siècle dernier semble avoir reflué, les Maldives ont une histoire remarquable. C'est l'histoire d'une deuxième chance, d'un pouvoir populaire et de la façon dont notre pays a réussi à inverser la spirale vers un régime autocratique. Il y a exactement un an, aux premières heures du 24 septembre 2018, les résultats des élections présidentielles aux Maldives ont été annoncés. Les élections ont été importantes parce qu'elles représentaient notre seule chance de faire renaître la démocratie dans notre pays.

Comme beaucoup ici le savent, notre cheminement vers la démocratie, qui a débuté en novembre 2008, a

tourné court en quelques années. Tapis derrière le grand idéalisme de notre moment démocratique, les restes de l'ancienne autocratie attendaient de reprendre le dessus. La justice a été détournée, le Parlement poussé dans l'impasse, les institutions de l'État ont été cooptées et la presse s'est retrouvée bâillonnée. Les opposants politiques ont fait l'objet de menaces constantes et les dirigeants de l'opposition ont été soit emprisonnés, soit exilés.

Nombreux sont ceux dans la communauté internationale qui se sont élevés contre ce revirement. Comme de coutume avec les autocrates, le régime a tourné le dos au monde. Nous avons quitté le Commonwealth, au prétexte que ses appels à la démocratie aux Maldives faisaient affront à notre souveraineté. L'isolationnisme est devenu notre politique étrangère par défaut.

Le fait que nous ayons gagné l'élection l'an dernier face à pareille adversité, alors que tout semblait jouer contre nous, est à mettre au crédit, immense, du peuple maldivien. Je ne prends pas à la légère la responsabilité que mes concitoyens m'ont confiée. Il y a beaucoup à faire : ancrer la bonne gouvernance, rendre la justice, éduquer nos jeunes, améliorer le sort des plus marginalisés d'entre nous, créer des débouchés pour les entreprises, mettre à profit les nouvelles technologies, protéger notre écosystème fragile et nos récifs coralliens, et édifier une société islamique dynamique qui soit juste et donne une image de modernité.

Sans justice, le développement ne fonctionne pas, c'est pourquoi nous avons mis en place un programme de justice transitionnelle au moyen duquel nous nous efforçons de réprimer les violations des droits de l'homme, d'enquêter sur les meurtres et les disparitions forcées et de mettre au jour la corruption endémique qui touche le Gouvernement à tous les niveaux. Nous avons engagé un programme complet de réforme de la police et travaillons étroitement avec d'autres institutions de l'État pour réformer et moderniser notre système judiciaire.

La démocratie véritable ne tient pas au simple fait d'organiser des élections. Il s'agit d'impliquer les citoyens dans la prise de décisions. C'est la raison pour laquelle nous œuvrons actuellement à l'élaboration d'une législation visant à décentraliser les structures de gouvernance et à confier des pouvoirs à nos collectivités locales.

Comme je l'ai dit au départ, les temps sont durs et nous imposent à tous d'agir avec détermination. Ainsi,

sur le front international, nous avons relancé de vieilles amitiés longtemps négligées et nous en avons noué de nouvelles. Nous sommes engagés dans le processus qui nous permettra de réintégrer le Commonwealth. Nous avons l'intention d'être un bon partenaire international et de faire partie d'une solution commune aux problèmes pressants de notre époque, des changements climatiques à la lutte contre le fléau du terrorisme.

Le terrorisme et l'extrémisme violent sont devenus l'une des plus grandes menaces du XXI^e siècle. Ils trouvent leurs racines non seulement dans le mécontentement et le désenchantement causés par l'évolution rapide du monde, mais aussi dans les efforts déployés activement par des opportunistes qui déforment la religion et empoisonnent de jeunes esprits pour qu'ils fassent ce qu'on leur demande. Comme nous avons pu le constater, le terrorisme et les terroristes n'ont que faire des frontières nationales.

Au matin du dimanche de Pâques, nous avons appris la nouvelle choquante que des attentats terroristes avaient été commis à Sri Lanka, notre plus proche voisin. Le risque que ces réseaux débordent nos frontières n'est que trop réel. Il faut une action mondiale concertée. Cela suppose tout un éventail de mesures, notamment de mettre en commun les renseignements et les meilleures pratiques, de dispenser des formations à l'antiterrorisme et de réformer notre système financier pour tarir les sources de financement des terroristes. Les tentatives unilatérales de combattre cette menace sont largement futiles sans coordination mondiale, et c'est pourquoi l'ONU reste si importante dans le monde d'aujourd'hui.

Malgré les tentatives louables de l'ONU et de ses États Membres, qui s'étalent sur plusieurs décennies, la question de Palestine est un point de l'ordre du jour de l'Assemblée qui reste à régler. Jamais les droits inaliénables du peuple palestinien n'ont été ignorés de façon si nette et flagrante par Israël, et jamais les Palestiniens n'ont été si marginalisés et tant victimes de discrimination, au mépris total du droit international et des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité.

Nous sommes fermement convaincus qu'une paix durable au Moyen-Orient ne peut advenir qu'à la faveur de la solution des deux États, portée par un dialogue authentique et productif entre les pays arabes et Israël. Nous demandons instamment à l'ONU et à ses États Membres de tout mettre en œuvre pour parvenir à un règlement en ce sens. Les Maldives ne faibliront jamais

dans leur appui aux Palestiniens et à leurs efforts visant à obtenir un État de Palestine indépendant et souverain, sur la base des frontières de 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale.

Voilà plus de 30 ans que nous luttons pour remédier efficacement à l'urgence climatique. Depuis 30 ans, les Maldiviens affirment qu'il s'agit du combat de leur vie car leur existence même est menacée en tant que nation. En dépit de preuves scientifiques irréfutables, il est alarmant de constater qu'une mobilisation mondiale fait cruellement défaut.

Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, si les températures moyennes viennent à augmenter de plus de 2° C, nous aurons atteint le point de non-retour. L'Accord de Paris sur le climat a certes été une avancée remarquable quant à ce que nous pouvons collectivement accomplir, mais il reste encore tant à faire. Bien que le problème ne soit pas de notre fait, les Maldives sont déterminées à faire partie de la solution. Nous ne pouvons ni n'entendons attendre les dates limites prescrites dans l'Accord de Paris. Nous révisons et augmentons dès à présent nos contributions déterminées sur le plan national. Nous travaillerons de concert avec les autres nations insulaires, y compris les petits États insulaires en développement et les autres membres de l'Alliance des petits États insulaires.

Pas plus tard qu'hier, au Sommet du Secrétaire général sur l'action pour le climat, les Maldives ont présenté un plan, intitulé « Climate Smart Resilient Islands », qui tend à utiliser des solutions naturelles, à promouvoir l'innovation et à tirer parti des nouvelles technologies afin de renforcer la résilience de nos communautés. Dans le cadre de ce plan, nous comptons renoncer à l'emploi de plastiques à usage unique d'ici à 2023. Ce sera une des initiatives les plus ambitieuses au monde en la matière.

En outre, on ne peut pas protéger les océans sans lutter contre les changements climatiques, et vice-versa. Pour nous, c'est une réalité intime. Une visite aux Maldives nécessite de traverser des kilomètres et des kilomètres de notre territoire avant d'apercevoir la terre. Aussi étonnant que cela puisse paraître, les Maldives sont constituées à 99 % d'océan, pour seulement 1 % de terre – ce qui fait de nous un très vaste État océanique. Nous ne pouvons concevoir l'idée d'un plan concernant le climat et la résilience indépendamment d'un plan qui s'attache à garantir la durabilité de l'océan.

Cette semaine, les Maldives scelleront avec la Blue Prosperity Coalition un ambitieux plan d'économie bleue, comprenant des aires marines protégées pour la conservation des ressources océaniques qui assurent notre subsistance et des mesures pour les préserver au profit des générations futures. Nous avons bon espoir de bénéficier du soutien de la communauté internationale pour nous aider à atteindre ces objectifs.

Notre dépendance à l'égard de nos océans n'est qu'un aspect de ce que cela signifie d'être un vaste État océanique. L'océan Indien, où nous habitons, s'est retrouvé au cours des deux décennies passées au premier plan de la géopolitique mondiale et a rapidement pris sa place au cœur du commerce maritime international. La paix et la sécurité de l'océan Indien sont inextricablement liées à la paix et à la sécurité du monde. On ne saurait trop insister sur l'importance de cet océan dans l'économie mondiale.

Malheureusement, je constate que l'océan Indien demeure, en particulier en Asie du Sud, son centre, une des régions les moins intégrées du monde, faute de gouvernance régionale et parce qu'il n'est pas en mesure de tirer les profits économiques potentiels d'un ordre multilatéral efficace. Les Maldives entendent promouvoir l'intégration régionale par une coopération accrue avec leurs voisins pour faire de l'océan Indien une région pacifique et prospère.

L'Organisation des Nations Unies contribue à favoriser la paix et à éviter les conflits depuis plus d'un demi-siècle. L'ordre mondial qu'elle a aidé à mettre en place constitue l'apogée de ce que la diplomatie concertée peut accomplir, et continue d'incarner les espoirs de tous ceux qui ont foi dans le dialogue pacifique pour régler les problèmes mondiaux. Si nous tous qui sommes présents ici représentons les intérêts de notre nation, nous représentons aussi quelque chose de bien plus grand que cela. Nous représentons la communauté mondiale. Nous représentons l'humanité.

Pour leur part, les Maldives continueront de travailler en partenariat avec leurs nombreux amis du monde, dans un esprit renouvelé d'ouverture et d'engagement, pour qu'ensemble nous puissions surmonter les obstacles et relever efficacement les défis que nous avons en commun.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République des Maldives de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Ibrahim Mohamed Solih, Président de la République des Maldives, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de S. A. le cheik Tamim bin Hamad Al-Thani, Émir de l'État du Qatar

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de l'Émir de l'État du Qatar.

S. A. le cheik Tamim bin Hamad Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. A. le cheik Tamim bin Hamad Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le cheik Al-Thani (*parle en arabe*) : Tout d'abord, c'est un plaisir pour moi de vous féliciter, Monsieur le Président, de votre élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session, et de vous souhaiter toute la réussite possible.

Je félicite également S. E. M^{me} María Fernanda Espinosa Garcés pour ses efforts à la tête de l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session.

Nous apprécions aussi les efforts déployés par le Secrétaire général António Guterres en vue de renforcer le rôle de l'ONU et d'atteindre ses nobles objectifs.

Le monde est confronté à des problèmes transfrontières énormes et divers, entre peuples et entre États, qui appellent une action multilatérale, en particulier pour traiter des questions concernant les menaces à la paix et à la sécurité internationales, les préoccupations environnementales, le développement durable, l'asile et les migrations.

S'agissant de la paix et de la sécurité internationales, rien ne peut remplacer la sagesse des dirigeants – notamment parmi les grandes puissances – qui font leurs buts inscrits dans la Charte des Nations Unies. Tout ce que nous pouvons faire consiste à utiliser les mécanismes adoptés par la communauté internationale pour assurer la sécurité collective, dissuader ceux qui enfreignent le droit international, garantir le respect de la souveraineté et de la sécurité des États, interdire l'occupation ou l'annexion du territoire d'autrui par la force et les tentatives d'en

changer la nature, et prévenir les conflits armés par le règlement pacifique des différends.

L'importance stratégique de la région du Golfe fait de la stabilité dans notre région un impératif aux niveaux régional et international. Nous insistons sur notre position ferme selon laquelle la région doit être épargnée de tout risque en réglant les litiges par un dialogue fondé sur nos intérêts communs et le respect de la souveraineté des États. Le fait de provoquer des tensions et de dicter une conduite au moyen d'embargos et de sanctions n'est dans l'intérêt d'aucun État de la région. J'ai déjà souligné la nécessité d'établir un système de sécurité régionale qui préserve la sécurité et la stabilité du Moyen-Orient en général et de la région du Golfe en particulier. Les événements actuels confirment l'importance de cette idée et la nécessité de la mettre en œuvre.

Le blocus injuste, illégal et injustifié que certains États imposent à l'État du Qatar se poursuit. Le Conseil de coopération du Golfe en a été la seconde victime et s'est trouvé paralysé et privé de son rôle dans la région.

Alors que je me tenais devant l'Assemblée il y a deux ans, trois mois après l'imposition du blocus, j'avais confiance dans la résistance du peuple qatari et dans le fait que nous pourrions surmonter les effets du blocus (voir A/72/PV.4). J'étais même convaincu que nous tirerions avantage du défi qui nous était lancé, en dépit du prix à payer.

Je n'ai jamais douté non plus, depuis le premier jour de la campagne d'incitation et de distorsion qui a précédé le blocus, que l'opinion publique du Golfe, des pays arabes et du monde prendrait conscience de l'arrière-pensée sous-tendant la campagne de propagande menée contre l'État du Qatar, qui repose sur une tendance à la domination, un désir d'imposer influence et contrôle sur le potentiel d'autres États et l'objectif de proférer de fausses accusations qui sont rapidement démenties. C'est effectivement ce qui s'est produit, comme lorsque cette approche a été mise au jour, plusieurs fois, après que d'autres États en ont été les victimes.

Conformément à notre politique résolue de respect du droit international et de règlement pacifique des différends et des litiges, et ayant été agressés, nous affirmons notre position selon laquelle un dialogue sans condition, basé sur le respect mutuel et la levée du blocus injuste, est le seul moyen de mettre fin à la crise. Nous réitérons nos vifs remerciements à S. A. le cheik Sabah Al-Ahmad Al-Jaber Al-Sabah, l'Émir de

l'État du Koweït, pays frère, pour ses efforts sincères, ainsi qu'aux pays frères et amis pour leurs tentatives de règlement de la crise.

L'occupation israélienne en cours des territoires palestiniens et des territoires arabes en général, de même que les pratiques illégales qui y sont associées, en particulier l'expansion des colonies, la judaïsation de la ville de Jérusalem, le blocus injuste et répressif de la bande de Gaza et l'intensification des activités d'implantation dans les hauteurs du Golan syrien occupé, qui modifient sa nature, se déroulent au mépris flagrant de l'ONU et de ses résolutions, au point qu'Israël en est venu à considérer l'espace aérien des pays de la région comme ouvert à ses appareils. Combien de temps encore la communauté internationale restera-t-elle incapable de se faire respecter lorsqu'il est question de la Palestine?

Il est établi que le règlement des différends par la force ne peut mener qu'à une occupation basée sur la force. En revanche, la paix permanente est fondée sur la justice, qui suppose de garantir les droits du peuple palestinien dont la patrie a été usurpée et qui ont le droit absolu de créer un État palestinien entre les frontières d'avant 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, et de mettre fin à l'occupation israélienne de toutes les terres arabes occupées, y compris les hauteurs du Golan syrien et les territoires libanais. Le Qatar continuera d'appuyer tout effort tendant à réaliser une paix juste et d'apporter un appui politique et humanitaire au peuple frère de Palestine.

La tragédie du peuple syrien et sa souffrance incessante depuis huit ans sont devenues un scandale majeur et un déshonneur pour l'humanité. Cette crise humaine est rendue d'autant plus dangereuse par l'absence d'une vision claire quant à son règlement, alors que meurtres, destruction et déplacements se poursuivent dans l'indifférence internationale.

Nous sommes tous conscients que la responsabilité principale de l'échec à imposer une solution politique, que nous souhaitons tous pour la Syrie, incombe au Conseil de sécurité, qui s'est jusqu'à présent montré incapable de protéger les civils et de prendre les décisions nécessaires pour arrêter le bain de sang, et au régime syrien, en raison de son intransigeance persistante et de son rejet de toutes les initiatives régionales et internationales. Quiconque m'écoute maintenant sait que parler du Conseil de sécurité revient à parler des grandes puissances.

Il est grand temps que le peuple syrien soit en sécurité, mène une vie décente et connaisse la justice, grâce à une solution politique qui réponde aux aspirations de tous les segments de la population, conformément au Communiqué de Genève de 2012 (S/2012/522, annexe) et aux résolutions du Conseil de sécurité, notamment la résolution 2254 (2015). On préserverait ainsi l'intégrité territoriale, la souveraineté et l'indépendance de la Syrie, en même temps que l'on rendrait la justice en demandant des comptes, conformément au droit international, à ceux qui commettent des atrocités contre les civils. L'État du Qatar continuera de s'acquitter de ses obligations humanitaires en fournissant un appui politique et une aide humanitaire au peuple frère de Syrie afin d'alléger sa souffrance.

S'agissant de notre frère le Yémen, nous insistons sur son unité, son intégrité territoriale et sa souveraineté, ainsi que sur la nécessité de mener à bien le processus politique en application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, tout particulièrement la résolution 2216 (2015).

À cet égard, je souligne que la Conférence de dialogue national de janvier 2014, à laquelle toutes les parties yéménites ont participé, a débouché sur des solutions équitables et justes à tous les problèmes liés aux combats en cours, notamment le système de gouvernement, la structure fédérale de l'État et la question du sud. Les parties sont arrivées à ces solutions par la voie du dialogue. Tant que les Yéménites ne mettent pas en œuvre les solutions qu'ils ont trouvées sans intervention étrangère, il n'y a rien d'autre à faire que d'appuyer les efforts déployés par l'ONU pour mettre fin à la guerre et soutenir ses initiatives humanitaires et de secours.

L'évolution de la situation en Libye menace l'unité et la stabilité nationales. Les récentes opérations militaires menées contre la capitale, Tripoli, ont mis à mal la Conférence nationale globale – un nouvel échec du système de sécurité collective au Moyen-Orient, causé par une politique du deux poids, deux mesures et la sélectivité dans l'application du droit international, du fait que certains pays soutiennent les milices militaires opposées au Gouvernement légitime.

Les milices n'hésitent pas à commettre des crimes de guerre contre les civils. Nous demandons que les auteurs de tels crimes soient tenus de rendre des comptes et que le Gouvernement d'entente nationale légitime et internationalement reconnu reçoive un appui afin de pouvoir s'acquitter de toutes ses fonctions, de

mettre fin à la souffrance du peuple libyen et de rétablir la sécurité et la stabilité dans toute la Libye.

Les Libyens ont payé cher leur liberté mais n'ont pas recueilli les fruits de leur lutte et de leurs sacrifices et sont maintenant fatigués du chaos en dépit des efforts internationaux et d'un règlement accepté par la communauté internationale. Pourquoi celui-ci n'est-il pas mis en œuvre? Parce que certains pays ne mettent pas en pratique ce qu'ils prêchent. Ils participent officiellement aux efforts internationaux tout en les sapant par le soutien qu'ils apportent aux seigneurs de guerre et aux milices terroristes pour servir leurs intérêts particuliers. Nous appelons tous les acteurs en Libye à assumer leurs responsabilités et à respecter la volonté du peuple libyen, qui souhaite une solution pacifique. Nous mettons en garde contre l'ingérence dans les affaires libyennes, qui complique encore la crise, fait obstacle à la réconciliation nationale et va contre les résolutions du Conseil de sécurité.

Avec l'aide de Dieu, le Qatar continue de fournir un espace de dialogue et un appui à la réconciliation sur la base de solutions rationnelles et équitables aux crises et aux conflits armés. Nous avons accueilli les négociations entre les États-Unis et les Taliban. Avant que les États-Unis ne décident de tenir ces négociations, d'importants progrès avaient été accomplis entre les deux camps pour parvenir à la paix en Afghanistan. Nous invitons instamment la communauté internationale et en particulier les États de la région à travailler de concert pour rétablir la paix et la stabilité dans ce pays.

Les faits récents survenus l'année passée dans plus d'un pays de notre région ont prouvé que la répression et les crimes contre l'humanité, dont les auteurs tentent en vain de bloquer le cours de l'histoire, n'ont pas diminué les aspirations de la population à la justice et à la dignité humaine ni celles des jeunes Arabes à un avenir meilleur. Ils ont aussi prouvé qu'une réforme progressive était le meilleur moyen d'opérer des changements dans les pays aux sociétés complexes qui se situent dans ce qui est une région compliquée. Si certains régimes avaient opté pour des réformes en réponse aux aspirations de leur peuple, ils auraient évité d'énormes pertes pour eux-mêmes et épargné la vie d'innombrables victimes.

Sur ce plan, nous apprécions les mesures prises et les accords conclus entre les parties soudanaises. Nous sommes convaincus que le peuple soudanais est capable de dépasser la phase délicate actuelle qui est celle de la transition. Nous renouvelons notre engagement

et nous tenons aux côtés du peuple frère du Soudan, et nous appelons toutes les puissances régionales et internationales à aider le pays dans la réalisation des aspirations de son peuple à la sécurité, à la stabilité et au développement. Je demande aussi au Gouvernement des États-Unis de rayer le Soudan de la liste des États qui parrainent le terrorisme.

La combinaison du terrorisme et de l'extrémisme violent est devenue une menace majeure pour le monde entier. L'élimination du terrorisme requiert une méthode globale qui consiste notamment à s'attaquer à ses racines politiques, économiques et sociale, en plus de prendre des mesures préventives et militaires.

Nous condamnons une fois de plus toutes les formes de terrorisme et réaffirmons notre appui aux efforts déployés pour les combattre. À cet égard, nombre de pays ont commencé à réaliser l'erreur qu'il y avait à lier le terrorisme à telle ou telle religion après avoir fait l'expérience d'actes terroristes motivés par des considérations raciales ou idéologiques. Il est politiquement et moralement impératif de cesser de confiner le terrorisme à certains individus ou groupes et de considérer tous les crimes commis par des États contre des civils non armés comme relevant du terrorisme d'État. Nous savons tous ce qui se passe en Syrie, en Palestine et en Libye. Il faut également ne pas confondre terrorisme et résistance à l'occupation.

L'État du Qatar continuera de participer activement aux efforts internationaux visant à combattre l'extrémisme violent. À ce sujet, je note la conclusion d'un accord de partenariat entre l'État du Qatar et le Bureau de lutte contre le terrorisme et notre contribution de 75 millions de dollars pour renforcer les capacités de ce Bureau, ainsi que l'ouverture du centre international sur l'adoption de comportements tendant à prévenir et combattre l'extrémisme violent, et l'accord de partenariat conclu entre l'institution Silatech au Qatar et l'Équipe spéciale antiterroriste aux fins de renforcement des capacités et pour lancer, dans la région arabe, des projets destinés à empêcher le terrorisme.

À l'échelon local, les efforts se poursuivent sur le plan législatif, tout comme nous maintenons notre appui aux institutions nationales de lutte contre le terrorisme – au point que ces initiatives sont devenues un modèle à suivre au niveau régional. Le Qatar joue un rôle actif aujourd'hui dans la mise en œuvre des mécanismes antiterroristes adoptés par la communauté internationale.

Bien que l'utilisation de l'informatique soit de la plus haute importance dans notre monde moderne, dans les domaines de la sécurité, du commerce et dans d'autres domaines, son détournement menace la sécurité des États et les relations cordiales entre eux, de même qu'il attente à la vie privée des personnes et cause des dommages économiques. Comme l'Assemblée le sait peut-être, la Qatar News Agency a été la proie d'activités de piratage et d'espionnage numériques.

Conscient de l'importance croissante de cette question, je propose de nouveau, comme l'an dernier (see A/73/PV.6), la convocation d'une conférence internationale chargée d'examiner les moyens de réglementer ce domaine par la voie du droit international. Je tiens à faire savoir que l'État du Qatar est disposé à accueillir une telle conférence sous les auspices de l'ONU et à n'épargner aucun effort avec ses partenaires internationaux pour en garantir le succès.

Nous sommes tous conscients que les effets des changements climatiques sont une préoccupation commune de la communauté internationale et constituent une menace existentielle pour certains pays. Ils ont également un impact négatif sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et la qualité de vie des personnes. Malgré les différences de situation et de contexte d'un pays à l'autre, nous avons besoin d'une coopération internationale, aujourd'hui plus que jamais, et devons assurer la crédibilité de l'action multilatérale pour faire face aux défis des changements climatiques. Par conséquent, l'État du Qatar joue un rôle actif dans les efforts internationaux relatifs aux changements climatiques – en partenariat avec la France, la Jamaïque et l'ONU – et conduit la coalition sur le financement de l'action climatique et la fixation du prix du carbone.

L'État du Qatar mène une politique cohérente de protection et de promotion des droits de l'homme sur la base de nos principes et valeurs arabes et islamiques, qui affirment la valeur de l'être humain. À cet égard, nous honorons les engagements que nous avons pris au niveau international de défendre les droits individuels et collectifs et de garantir le respect des droits fondamentaux et de la dignité humaine. Le Qatar a obtenu d'importantes réalisations en termes de droits des travailleurs et de conditions de travail, en coordination avec l'Organisation internationale du Travail.

Pour que l'ONU réussisse à relever les défis communs, il faut que les États Membres assument leurs engagements et leurs responsabilités. De ce point de

vue, l'État du Qatar a noué des partenariats avec nombre d'organismes des Nations Unies et Doha accueillera bientôt la Maison des Nations Unies, où se trouveront les bureaux de diverses entités de l'Organisation qui s'occupent de la paix, du développement, des droits de l'homme, de l'état de droit, de l'action humanitaire, de l'antiterrorisme et de la lutte contre l'extrémisme, afin de leur permettre d'optimiser la manière dont elles s'acquittent de leurs fonctions.

L'État du Qatar a récemment annoncé qu'il contribuerait aux ressources de base de l'ONU, par l'allocation de 500 millions de dollars qui viendront s'ajouter à l'appui que nous avons déjà fourni. Le Qatar est à présent l'un des principaux donateurs qui soutiennent les Nations Unies dans différents domaines.

Pour terminer, je réaffirme notre engagement en faveur de l'action internationale multilatérale, des partenariats et de la coopération dans l'intérêt de nos peuples et pour le bien de l'humanité.

Que la paix ainsi que la miséricorde et les bienfaits de Dieu soient sur les personnes présentes.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier l'Émir de l'État du Qatar de l'allocation qu'il vient de prononcer.

S. A. le cheik Tamim bin Hamad Al-Thani, Émir de l'État du Qatar, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Ueli Maurer, Président de la Confédération suisse

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la Confédération suisse.

M. Ueli Maurer, Président de la Confédération suisse, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Ueli Maurer, Président de la Confédération suisse, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Maurer : Notre monde change rapidement. Les valeurs qui longtemps nous ont servi de repères sont remises en question. Il en résulte un désarroi : à quoi se raccrocher, si rien ne dure? Peut-on encore faire confiance à la politique, à l'économie, aux

organisations internationales? Voilà des interrogations auxquelles il faudra trouver des réponses dans le cadre de l'Assemblée générale.

Commençons par nos valeurs. La Charte des Nations Unies constitue pour nous à cet égard une boussole. Elle affirme dans son préambule les droits fondamentaux de toutes les personnes et leur égalité. Elle dit aussi l'égalité des nations. Les relations entre États devraient être régies par des normes partagées.

Permettez au représentant d'un petit État que je suis de m'attarder un peu sur ce point. Nous sommes en effet plusieurs pays de petite taille à constater que ce principe d'égalité est trop souvent violé. Cette tendance nous inquiète. Souvent, la force des grands prime sur le droit des petits. Entendez-moi bien : je ne suis pas venu ici pour me plaindre. Il s'agit simplement de rappeler que c'est une réalité qui nous concerne tous. En effet, du respect des principes dépend le bon fonctionnement de la communauté internationale. Et ce ne sont pas les paroles qui comptent, ce sont les actes. Les petits États n'ont pour eux que le droit – un droit que la communauté internationale se doit de protéger pour son propre bien.

Parlons encore un peu des droits fondamentaux. Les Conventions de Genève, qui constituent un repère indiscutable, fêteront cette année leurs septante ans. Grâce à Genève, la Suisse est dépositaire des Conventions. L'engagement humanitaire est ainsi au cœur de notre politique extérieure. Si dévoués que nous soyons à la cause du droit international humanitaire, la liste de ses violations est longue – trop longue. Il nous appartient à présent à nous tous de faire en sorte que ces valeurs deviennent réalité. Il n'y a pas pour nous de mission plus importante ni plus noble.

Permettez-moi d'évoquer aussi les questions pressantes qui se posent : agir contre la faim, assurer les besoins en eau et en énergie, donner à tous une formation, combattre le changement climatique, réduire les conflits armés – ce ne sont là que quelques-uns des défis devant nous. Les phases d'espoir succèdent à celles de désespoir. Dans le passé, nos efforts ont souvent été récompensés lorsque nous avons su mettre à profit les derniers développements technologiques pour le bien commun. Le progrès de notre civilisation dépend en grande partie de ces innovations et de leur partage.

Investir dans la recherche et dans la formation, c'est créer les conditions d'un monde qui offre davantage de chances à tous. Si nous voulons à l'avenir avoir assez de nourriture, d'eau potable et d'énergie pour tous, si

nous voulons lutter avec succès contre le changement climatique, ce n'est pas de professions de foi dont nous avons besoin, c'est d'innovations techniques. Il nous faut donc investir dans la formation et dans la recherche. Le partage des connaissances ne doit pas connaître de frontières. Le progrès technique doit être encouragé, non pas combattu. Le développement des technologies numériques peut ici rapidement apporter des bénéfices considérables.

Le numérique permet de simplifier les processus. Il contribue aussi à une plus grande transparence. Le numérique transformera notre monde, notre façon de vivre, notre manière de travailler. Il pourra nous aider à accélérer l'avènement d'un modèle de développement durable. La communauté internationale s'est fixée à cet égard des objectifs ambitieux avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les nouvelles technologies et l'innovation nous donneront les outils qui nous permettront de les atteindre.

Comme chacun le sait, la Suisse fait partie des principales places financières. Nous nous engageons pour que notre secteur financier soit irréprochable. Le secteur financier a la capacité d'influencer les choix qui sont faits en matière d'investissement durable et de donner l'exemple. Avec une utilisation avisée des nouvelles technologies numériques, celui-ci peut développer des produits innovants, durables et attrayants. Ayons le courage de nous ouvrir à la nouveauté et de dire oui aux promesses de demain.

Le numérique implique aussi certains risques. Pratiques illicites et cyberattaques font désormais partie du quotidien. La protection de la sphère privée est aussi un droit fondamental. Il appartient ici au politique d'agir et d'encadrer l'utilisation des données. Je rappelle à cet égard que nous avons lancé il y a trois semaines à Genève la fondation Swiss Digital Initiative. Elle réunit les principaux fournisseurs mondiaux d'équipements informatiques et de logiciels, plusieurs poids lourds de l'industrie mais aussi l'ONU, le Comité international de la Croix-Rouge, Facebook, Google et beaucoup d'autres. De quoi s'agit-il? Nous voulons que la nouvelle société numérique se donne des règles éthiques communes. Les nouvelles technologies doivent inspirer et mériter notre confiance. Toute organisation peut se joindre à cette initiative et manifester ainsi son engagement en faveur à la fois du progrès et de valeurs éthiques fortes. Il est évident que la Suisse mise sur le numérique et y voit une chance dans tous les domaines. Ce mouvement doit être encadré par des règles claires et qui s'accordent avec

nos valeurs communes. Nous sommes ouverts à tous ceux qui sont aujourd'hui présents pour partager nos expériences et coopérer.

Parlons enfin un peu de nous-mêmes, je veux dire de l'ONU. Nous voulons une ONU forte parce qu'elle est la seule plateforme mondiale d'échange susceptible de nous aider à relever ensemble les défis qui nous attendent. Certes, l'institution doit être réformée, sur les points que nous savons. Nous assurons à cet égard le Secrétaire général de notre soutien pour garantir que l'Organisation devienne plus efficace et concentrée sur ses missions premières. L'ONU vit de la confiance qui lui est accordée, cette confiance est notre capital.

La Suisse se déclare prête à contribuer au bon fonctionnement de l'ONU. Genève constitue à cet égard une plateforme de choix : elle est depuis des décennies l'une des capitales de l'humanitaire. Elle est le siège du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. Elle accueille plus de 400 organisations non gouvernementales. Et elle est désormais aussi le siège d'une initiative mondiale consacrée aux questions éthiques que pose le numérique.

Le monde change, et ce changement suscite parfois le désarroi. Heureusement, nous avons des valeurs qui nous permettent de nous orienter. Nous demandons que soient mis en œuvre des droits égaux pour tous, personnes et États. Le droit doit l'emporter sur la force, telle est notre devise. En outre, grâce aux nouvelles technologies, nous disposons d'un outil qui nous permettra de répondre aux défis de demain. Nous sommes résolus à nous impliquer fortement à l'avenir dans la résolution de ces défis. La Suisse et Genève se tiennent prêtes.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la Confédération suisse de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Ueli Maurer, Président de la Confédération suisse, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M^{me} Kolinda Grabar-Kitarović, Présidente de la République de Croatie

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République de Croatie.

M^{me} Kolinda Grabar-Kitarović, Présidente de la République de Croatie, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

Le Président (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M^{me} Kolinda Grabar-Kitarović, Présidente de la République de Croatie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

La Présidente Grabar-Kitarović (*parle en anglais*) : Nous sommes rassemblés ici à la veille du soixante-quinzième anniversaire de l'ONU. Les rassemblements et anniversaires sont habituellement un moment de réflexion et d'introspection. À l'échelle mondiale, l'Assemblée générale des Nations Unies fait partie de ces occasions. C'est ici que le monde se rassemble, réfléchit, échange des idées et se fixe des objectifs pour l'avenir. C'est une enceinte sans pareille dans l'histoire de l'humanité.

Je crois qu'il nous faut mettre à profit les mois à venir et le soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation, en 2020, non seulement pour mettre en lumière ses réalisations et son importance au niveau mondial dans les domaines de la paix et de la sécurité, du développement, de l'action climatique, des droits de l'homme et de l'aide humanitaire, mais aussi pour effectuer un saut qualitatif et réaffirmer nos engagements. Toutefois, il n'y a pas de temps à perdre.

Le Secrétaire général António Guterres, déclarait en janvier dernier,

« La peur est en effet ce qui se vend le mieux dans le monde aujourd'hui. Elle fait grimper l'audimat, elle fait gagner des voix et génère des clics. »

C'est un fait, la peur est omniprésente et nous empêche d'avancer dans la bonne direction; elle freine nos capacités et notre créativité. Nous sommes ici pour donner l'exemple. Nous devons dès à présent utiliser sans crainte les instruments dont nous disposons et en inventer de nouveaux pour faire évoluer nos nations et notre monde. Nous devons relever les plus grands défis du XXI^e siècle mondialisé - changements climatiques, développement durable, migrations, terrorisme, armes de destruction massive et nouvelles technologies. Comment allons-nous anticiper les scénarios défavorables et les retourner à notre avantage? Comment allons-nous mobiliser les États et nos ressources communes pour répondre de manière adéquate aux nouvelles menaces?

Nous connaissons tous la réponse, à la fois simple et toujours plus difficile - nous devons unir nos forces. Nous ne pouvons nier que le multilatéralisme se heurte à des difficultés dont les causes sont multiples et complexes. Le multilatéralisme demeure cependant le moyen le plus efficace d'atteindre nos visées communes. Celui qui agit seul et de manière isolée est voué à l'échec, mais beaucoup d'entre nous, unis autour d'idées communes et travaillant de bonne foi, disposent des instruments nécessaires pour réussir. Utilisons les mécanismes existants, améliorons-les pour les rendre plus efficaces.

Il ne fait aucun doute que des réformes s'imposent. Nous devons également examiner en profondeur l'Organisation qui est la nôtre - ses forces et ses faiblesses - et tracer la voie pour les prochaines décennies. Je réaffirme, à ce propos, le plein appui de la Croatie au programme de réforme de l'ONU et aux efforts déployés sans relâche par le Secrétaire général. Nous devons revitaliser l'ONU et redoubler d'efforts pour qu'elle jouisse d'un véritable rayonnement au niveau mondial et serve de tremplin à la promotion et au développement d'un ordre international fondé sur des règles.

Nos objectifs - l'élimination de la pauvreté, une éducation de qualité, l'inclusion et l'action en faveur du climat - ne pourront être atteints que si les efforts consentis au niveau national sont complétés par l'engagement et l'action de tous. Pour sa part, la Croatie met tout en œuvre pour atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés.

En premier lieu, nous luttons contre la pauvreté et l'exclusion sociale et réduisons les inégalités sociales. Deuxièmement, nous pensons qu'une éducation de qualité est la clef de la stabilité sociale et du progrès économique à long terme. Troisièmement, s'agissant de l'inclusion, les valeurs suprêmes de notre ordre constitutionnel sont la liberté, la parité, l'égalité des sexes et le respect des droits de la personne. Enfin, la Croatie s'engage à lutter contre les changements climatiques par la mise en œuvre de solutions novatrices qui transformeront notre économie et notre société, et demeure résolue à s'acquitter pleinement des obligations qui lui incombent en vertu de l'Accord de Paris sur le climat.

De même que notre adhésion à l'Union européenne nous a fourni un cadre pour transformer l'exercice du pouvoir, l'économie et la société, la Croatie considère les objectifs du développement

durable comme la matrice de notre avenir et une obligation à l'égard de nos citoyens et de la communauté internationale. Nous devons raviver l'élan politique et renouveler notre enthousiasme à l'égard du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Pour nous, les 17 objectifs de développement durable offrent des lignes directrices pour notre propre développement et un cadre pour assurer un avenir meilleur et plus durable, tant au niveau local que mondial.

Au côté d'autres États membres de l'Union européenne, la Croatie aspire à devenir une figure de proue en matière de développement durable. Nous continuerons de poursuivre l'objectif d'une Croatie verte, d'un développement régional équilibré et d'une cohésion territoriale de toutes nos zones géographiques, y compris le développement durable de notre millier d'îles adriatiques.

Je me suis exprimée plus d'une fois de cette tribune. Devant l'Assemblée, j'ai soulevé de nombreuses questions qui préoccupent nos pays et le monde entier. Je voudrais aujourd'hui mettre l'accent sur l'environnement, en particulier sur nos mers et nos océans. Ils constituent l'essence et le fondement de toute vie sur Terre. Sans ces ressources, nous ne serions pas ici.

La Croatie, qui est à la fois un pays d'Europe centrale et un pays méditerranéen, possède une grande biodiversité. Elle compte environ 40 000 espèces connues, y compris des populations importantes d'espèces aujourd'hui menacées en Europe et dans le monde. Outre notre peuple talentueux, la biodiversité est notre plus grand trésor.

À cet égard, la Croatie accorde une attention particulière à la protection de l'environnement de la mer Adriatique. Nous nous employons à préserver et faciliter le renouveau de l'environnement marin et côtier, à protéger la biodiversité et l'exploitation durable de la mer et des zones côtières. Le réseau écologique national de la Croatie couvre 37% de l'ensemble de notre territoire et 15% de notre espace marin.

Toutefois, les changements climatiques et la pollution mettent en péril nos ressources naturelles, nos écosystèmes fragiles et notre mer Adriatique. Nous ne pouvons plus ignorer les graves répercussions de ces phénomènes sur notre environnement ainsi que les pertes économiques importantes qui en découleront dans les prochaines années. Les déchets marins sont un problème de plus en plus préoccupant. Ils représentent

une menace pour la vie marine dans les océans du monde et dans la mer Adriatique, car déjà ils ont des effets négatifs sur plus de 700 espèces marines. Les zones côtières croates, parmi les plus propres et les plus merveilleuses du monde, subissent parfois gravement la mauvaise gestion des déchets de nos pays voisins du sud.

La pollution par le plastique de nos mers et de nos océans représente une des plus grandes menaces pesant aujourd'hui sur l'humanité. Si nous ne préservons pas nos eaux et notre vie marine, nous n'aurons rien à léguer aux générations futures. Quelque 8 millions de tonnes de déchets plastiques sont déversées chaque année dans nos océans et nos mers. On retrouve des déchets plastiques dans tout le milieu marin, de la surface de l'eau jusqu'aux profondeurs marines.

Nous savons que l'incidence financière négative annuelle de cette pollution, qui se chiffre en milliards de dollars, ne reflète que les coûts immédiats des répercussions du plastique sur la vie marine, le tourisme, la pêche et les entreprises. Cependant, la pollution par le plastique transporte des polluants toxiques dans notre propre chaîne alimentaire. Une étude récente a montré qu'en général et en moyenne, les gens ingèrent environ 5 grammes de plastique par semaine, soit l'équivalent du poids d'une carte de crédit. Ce que nous jetons aujourd'hui dans la mer, nous le retrouvons demain dans notre assiette.

Le célèbre Institut océanographique et halieutique de Split surveille l'évolution de la mer Adriatique depuis 1930. Dans le cadre de son activité scientifique, cet institut mène des recherches très complexes dans les domaines de l'océanographie biologique, chimique et physique, de la sédimentologie, de la biologie des pêches et de l'aquaculture. Une centaine de scientifiques et d'experts travaillent avec assiduité à la préservation de la mer, qui constitue une de nos plus grandes ressources. L'un de leurs principaux projets porte sur la coopération avec les pêcheurs - les plastiques et les déchets provenant des fonds marins qui se retrouvent dans leurs filets de pêche sont ainsi collectés et éliminés. Les différents navires de pêche participant au projet ont collecté à ce jour plus de 50 tonnes de déchets.

Dans la partie croate de la mer Adriatique, 97 % de l'eau des plages est d'une qualité exceptionnelle. Nous ne pouvons pas nous permettre de tenir cela pour acquis. Voilà pourquoi de plus en plus de communautés locales organisent des actions de nettoyage des plages et encouragent les touristes à y participer. De cette tribune,

j'appelle chacun à cesser de déverser des déchets dans nos océans et nos rivières. Notre avenir est en jeu.

J'ai évoqué l'année dernière (voir A/73/PV.8) le projet *Ocean Cleanup*. L'objectif de cette première méthode concrète pour débarrasser les océans du monde des plastiques est d'éliminer 50 % de ce que l'on appelle la plaque de déchets du Pacifique Nord en seulement cinq ans. Les médias ont appelé ce projet Pac-Man, en référence à un jeu vidéo populaire. J'ai parlé de l'inventeur de cette méthode, Boyan Slat, jeune et brillant scientifique croate vivant aux Pays-Bas. Ce dont nous avons besoin, c'est de plus d'actions de ce genre, et de moins de discours. Le temps nous est compté.

Aujourd'hui, plutôt que pour un long discours, je voudrais utiliser le temps qui m'est imparti pour faire entendre la voix de ceux qui agissent vraiment et insister à nouveau sur la nécessité d'actes concrets porteurs de nouvelles initiatives. J'aimerais à ce propos parler de Zlarin, l'une des 1 246 îles croates. C'est une petite île peuplée d'environ 300 habitants - des gens qui ont voué leur cœur et leur esprit à la préservation de leur environnement et de leur île. L'an dernier, des jeunes, passionnés d'environnement, ont réuni l'ensemble de la communauté locale afin de l'informer du lancement d'un projet intitulé « Take a break from plastic » (On arrête avec le plastique). L'objectif était de faire, en un an, de Zlarin la première île adriatique sans plastique à usage unique ni déchets plastiques. Leur action a été locale, mais de tels efforts sont en fait planétaires. Étant donné que je ne peux pas projeter de vidéo dans cette salle, j'invite les personnes présentes à regarder leur court message vidéo intitulé HRT – *An Island Without Plastic* (Une île sans plastique) - sous-titré en anglais, via le lien électronique figurant dans la version écrite de mon discours.

Mme Young (Belize), Vice-Présidente, assume la présidence.

Les habitants de Zlarin et les militants qui apparaissent dans la vidéo ont eu l'idée et le courage de transformer leur communauté insulaire. En à peine un an, l'île s'est transformée. En signant une déclaration symbolique, tous les résidents, restaurateurs et commerçants ont banni les plastiques jetables de la vie quotidienne. Aujourd'hui, les enfants de Zlarin informent des centaines de touristes que le plastique n'est pas le bienvenu sur leur île. Ces enfants sont notre avenir et méritent d'être reconnus pour ce qu'ils font.

En tant que membres de l'Assemblée, nous n'avons plus d'excuse pour ne pas suivre l'exemple de la population de Zlarin et ne pas agir au niveau mondial. Rendons toutes nos populations aussi responsables que l'est celle de Zlarin. N'hésitons pas et ne nous laissons pas décourager par les échecs passés et présents, mais faisons preuve au contraire d'un sens aigu de l'initiative pour que nos entreprises futures soient couronnées de succès. La peur nous empêche d'avancer, et le temps presse. Pour répondre les paroles de Saint Jean-Paul II, « N'ayons pas peur ».

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République de Croatie de l'allocation qu'elle vient de prononcer.

M^{me} Grabar-Kitarović, Présidente de la République de Croatie, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Evo Morales Ayma, Président constitutionnel de l'État plurinational de Bolivie

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président constitutionnel de l'État plurinational de Bolivie.

M. Evo Morales Ayma, Président constitutionnel de l'État plurinational de Bolivie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Evo Morales Ayma, Président constitutionnel de l'État plurinational de Bolivie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Morales Ayma (*parle en espagnol*) : Nous sommes réunis une fois de plus au sein de l'Organisation multilatérale la plus importante à l'échelle mondiale pour aborder et analyser ensemble les problèmes auxquels sont confrontés les peuples du monde. Nous observons avec préoccupation la détérioration du système multilatéral à la suite des mesures unilatérales prises par certains États qui ont décidé d'agir de mauvaise foi et de faire fi des engagements pris et des structures mondiales mises en place pour créer les conditions d'une coexistence saine entre les États, dans le cadre du droit international et des principes fondamentaux énoncés dans la Charte des Nations Unies.

Nous sommes réunis dans cette enceinte pour débattre et chercher des solutions aux graves menaces qui pèsent sur l'humanité et menacent la vie sur la planète. Notre maison, la Terre nourricière, est notre seul et irremplaçable foyer. Les incendies, les inondations, les ouragans, les tremblements de terre, les sécheresses et autres catastrophes sont de plus en plus fréquents. Chaque année la température augmente, la fonte des glaciers s'accélère et le niveau des océans s'élève. Chaque jour, nous déplorons la disparition d'espèces et constatons l'érosion des sols, la désertification et la déforestation.

Nous savons fort bien que si nous persistons dans cette voie, d'ici à l'an 2100, la température mondiale aura augmenté de 3° Celsius, entraînant des changements massifs et dévastateurs. Selon les données de l'Organisation, les changements climatiques condamneront des millions de personnes à la pauvreté, à la famine, à la pénurie d'eau potable, à la perte de leurs maisons, aux déplacements forcés, à de nouvelles crises de réfugiés et à de nouveaux conflits armés.

Les incendies de forêt qui ont éclaté ces dernières semaines dans différentes parties de la planète - en Amazonie, en Océanie et en Afrique - détruisant la flore, la faune et la biodiversité, nous ont surpris. Récemment, la Bolivie a fait l'expérience de points chauds, au sens propre du terme, que nous avons dû affronter avec nos ressources financières, techniques et humaines. À ce jour, notre pays a consacré plus de 15 millions de dollars à la lutte contre ces incendies. Nous remercions la communauté internationale de sa prompte coopération dans notre lutte contre les incendies, ainsi que de son engagement à apporter sa contribution aux mesures compensatoires qu'il conviendra de prendre ultérieurement.

La course aux armements, les dépenses militaires et la technologie à des fins mortelles, et le commerce cynique des armes sont tous en plein essor. Le système financier demeure antidémocratique, inéquitable et instable. Il privilégie les paradis fiscaux et le secret bancaire, contraignant les pays faibles à accepter des conditions qui perpétuent leur dépendance. C'est avec tristesse que nous constatons la persistance de graves disparités au niveau social. Selon un rapport d'Oxfam, 1,3 milliard de personnes vivent actuellement dans la pauvreté, tandis que 1% des plus riches détenaient 82% de la richesse mondiale en 2017. Les inégalités, la faim, la pauvreté, la crise migratoire, les maladies

épidémiques et le chômage ne sont pas seulement des problèmes locaux, ce sont des problèmes mondiaux.

Néanmoins, la capacité créative de l'humanité nous surprend chaque jour par ses nouvelles inventions et ses nouvelles applications technologiques, qui ont apporté des solutions de grande ampleur à des problèmes très complexes. La technologie offre une avancée qualitative à l'humanité. Toutefois, il faut que cette instance multilatérale conclue des accords dans ce domaine avec la participation de tous les États.

Il est essentiel que nous examinions les causes structurelles des différentes crises. Les sociétés transnationales contrôlent la nourriture, l'eau, les ressources non renouvelables, les armes, la technologie et nos données personnelles. L'objectif est de tout commercialiser pour accumuler du capital. Le monde est aux mains d'une oligarchie mondiale; une poignée de milliardaires définissent le destin politique et économique de l'humanité. Vingt-six personnes possèdent une richesse équivalente à celle de 3,8 milliards d'individus. C'est injuste, immoral, inadmissible.

Le problème fondamental réside dans le modèle de production et les modes de consommation, la propriété des ressources naturelles et la répartition inéquitable des richesses. Pour le dire clairement, la racine du problème réside dans le système capitaliste. C'est pourquoi l'ONU est plus pertinente et importante que jamais malgré les efforts faits à titre individuels, qui s'avèrent insuffisants, car seule l'action commune et l'unité peuvent nous permettre de relever ces défis.

Comme nous l'avons déjà souligné, notre génération a le devoir de léguer à la génération suivante un monde plus juste et plus humain. Il ne pourra en être ainsi que si nous œuvrons de concert à l'édification d'un monde multipolaire assorti de règles s'appliquant à tous, tout en défendant le multilatéralisme, les buts et principes énoncés dans la Charte des Nations Unies et le droit international.

Nous avons pris des mesures de grande ampleur en Bolivie. Nous sommes le pays d'Amérique latine qui a connu la plus forte croissance économique, avec un taux moyen de 4,9 % au cours des six dernières années. Entre 2005 et 2019, le produit intérieur brut est passé de 9 574 à 40 885 milliards de dollars. Notre taux de chômage, le plus faible de la région, est tombé de 8,1 % en 2005 à 4,2 % en 2018. En 13 ans, l'extrême pauvreté est passée de 38,2 % à 15,2 %. L'espérance de vie a

augmenté de neuf ans. Le salaire minimum a bondi de 60 à 310 dollars.

Nous avons réduit les inégalités fondées sur le genre en ce qui concerne les titres de propriété détenus par les femmes. En 2005, 138 788 femmes seulement avaient reçu des terres contre 1 011 249 en 2018. La Bolivie se situe au troisième rang mondial pour ce qui est de la participation des femmes au Parlement - plus de 50 % des parlementaires sont des femmes.

En 2008, la Bolivie a été déclarée pays exempt d'analphabétisme. Entre 2005 et 2018, le taux de déscolarisation est passé de 4,5 % à 1,5 %. Le taux de mortalité infantile a été réduit de 56 %. Nous sommes en train de mettre en place un système de santé universel garantissant à 100 % des Boliviens - femmes et hommes - un accès à des services gratuits, de qualité, attentifs et respectueux de la personne. Nous avons adopté une loi sur la gratuité des soins pour les malades atteints de cancer.

Les chiffres que je viens de mentionner font partie des réalisations de notre révolution démocratique et culturelle, qui a apporté à la Bolivie la stabilité sur les plans politique, économique et social. Comment y sommes-nous parvenus en si peu de temps? Comment la Bolivie s'est-elle engagée sur la voie de la lutte contre la pauvreté et le sous-développement?

C'est grâce à la sagesse de notre peuple - mouvements sociaux et autochtones, paysans, travailleurs, cadres, hommes et femmes des zones rurales et urbaines. Nous avons nationalisé nos ressources naturelles et nos activités stratégiques. Nous avons repris le contrôle de notre destin. Nous avons bâti un modèle socioéconomique communautaire et productif qui reconnaît les services de base comme un droit humain et non comme une entreprise privée. Aujourd'hui, nous pouvons dire avec fierté et optimisme que la Bolivie a un avenir.

Une question demeure en suspens dans la région, c'est celle de la mer. La mer est indispensable à la vie, à l'intégration et au développement des peuples. C'est pourquoi la Bolivie ne renonce pas à son droit d'accès souverain à l'océan Pacifique. En 2015 et 2018, la Cour internationale de Justice de La Haye a statué sur les éléments suivants dans ses arrêts.

Premièrement, au paragraphe 19 de l'arrêt du 1^{er} octobre 2018, dans l'affaire *Obligation de négocier un accès à l'océan Pacifique (Bolivie c. Chili)*, la Cour

a établi que « la Bolivie possédait un littoral de plus de 400 kilomètres le long de l'océan Pacifique. »

Deuxièmement, au paragraphe 50 de l'arrêt du 24 septembre 2015, dans la même affaire, la Cour a considéré que

« les questions en litige ne sont ni « réglées au moyen d'une entente entre les parties, ou d'une décision arbitrale ou d'une décision d'un tribunal international », ni « régies par des accords ou traités en vigueur ». Troisièmement, au paragraphe 176 de l'arrêt rendu le 1^{er} octobre 2018, il est également indiqué que

« la conclusion de la Cour ne doit cependant pas être comprise comme empêchant les Parties de poursuivre leur dialogue et leurs échanges dans un esprit de bon voisinage, afin de traiter les questions relatives à l'enclavement de la Bolivie, dont la solution est considérée par l'une et l'autre comme relevant de leur intérêt mutuel. Avec la volonté des Parties, des négociations ayant un sens seront possibles. »

Cette décision judiciaire n'a pas mis fin à la controverse. Au contraire, elle reconnaît explicitement que la controverse persiste et souligne qu'elle n'exclut pas la possibilité que les deux États trouvent une solution. C'est pourquoi l'ONU doit suivre la situation et exiger le plein respect des décisions de la Cour, afin que les deux peuples continuent de négocier de bonne foi pour mettre fin à ce litige. Il est possible de développer un esprit de bon voisinage et d'ouvrir un nouveau chapitre dans nos relations afin de parvenir à des solutions mutuellement acceptables et pérennes.

Nos pays sont confrontés à des situations diverses et complexes qui doivent être abordées de manière souveraine et pour lesquelles des solutions doivent être trouvées par le biais du dialogue et de la négociation, dans l'intérêt de nos peuples. Conformément aux résolutions de l'ONU, la Bolivie réaffirme son rejet du blocus économique et financier imposé à Cuba, qui bafoue tous les droits humains.

Enfin, je saisis cette occasion pour remercier tous les pays membres de leur appui aux différentes initiatives proposées par la Bolivie, telles que l'Année internationale des langues autochtones, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des paysans et des autres personnes travaillant dans les zones rurales et la proclamation du 21 juin Journée internationale de célébration du solstice.

Nous tenons, pour terminer, à réaffirmer notre volonté de contribuer à un nouvel ordre mondial reposant sur la paix et la justice sociale, en harmonie avec la Terre nourricière, pour une vie de qualité respectueuse de la dignité et de l'identité des peuples du monde.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de l'État plurinational de Bolivie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Evo Morales Ayma, Président de l'État plurinational de Bolivie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de S. M. le Roi Abdullah II ibn Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Roi du Royaume hachémite de Jordanie.

S. M. le Roi Abdullah II ibn Al Hussein, roi du Royaume hachémite de Jordanie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. M. le Roi Abdullah II ibn Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Roi Abdullah II (*parle en anglais*) : Cette semaine, des dirigeants du monde entier prendront la parole devant les membres, en cette grande salle de l'Assemblée générale, dans le cadre du débat général à sa soixante-quatorzième session. Une réalité s'impose à nous tous ici réunis : l'Assemblée générale est essentielle pour braver les dangers et saisir les occasions qui s'offrent à notre monde.

Agir collectivement, c'est la promesse de l'Organisation des Nations Unies. Il y a près de 75 ans, l'Organisation a vu le jour grâce à l'action déterminée et individuelle de quelques États Membres, qui se sont réunis pour façonner un avenir meilleur, et aujourd'hui il nous apparaît plus urgent que jamais que chaque État Membre agisse, et agisse collectivement, avec nos voisins partout dans le monde, afin de bâtir ce monde meilleur et plus sûr que nous appelons tous de nos vœux.

Car si nous n'agissons pas, quel espoir nous restera-t-il? À quoi ressemblera notre avenir si des millions de jeunes dans le monde ne peuvent toujours

pas récolter les fruits des nouvelles technologies et des richesses planétaires? Pouvons-nous nous feindre d'ignorer la crise de l'exclusion? Ferons-nous ce qu'il convient de faire, en mobilisant l'énergie et le talent de tous les jeunes du monde et en faisant progresser toutes les économies, grâce à une croissance mondiale équitable et inclusive? À quoi ressemblera notre monde si nous n'œuvrons pas ensemble à l'instauration d'un environnement sain et plus sûr? Les pays qui, comme la Jordanie, souffrent de pénurie d'eau sont déjà en proie aux dangers découlant des changements climatiques. Une crise mondiale appelle une action mondiale. Comment pouvons-nous justifier un tel retard?

Demandons-nous pourquoi, au XXI^e siècle, des crises continuent de provoquer le déplacement de millions de personnes dans le monde. Les déplacements forcés n'ont jamais été aussi nombreux depuis la Seconde Guerre mondiale. À quoi ressemblera le monde de demain si nous n'aidons pas à mettre fin à ces crises et si nous ne donnons pas aux réfugiés et aux pays d'accueil les moyens de faire face à l'avenir?

Comment se fait-il qu'aujourd'hui des personnes soient encore méprisées et attaquées en raison de leur foi? Les atrocités commises dans des mosquées, des églises, des synagogues et des temples ont heurté les consciences, tout comme les idées lugubres et criminelles véhiculées par toutes sortes d'idéologies, qui sont à l'origine de ces attaques et d'autres. Nous devons tout mettre en œuvre pour venir à bout de ces groupes et de leur message de haine et de méfiance. Mais nous n'y parviendrons que si nous offrons un avenir meilleur aux jeunes hommes et aux jeunes femmes dans le monde entier. Les forces de la violence s'attaquent aux personnes vulnérables et victimes d'exclusion. Pouvons-nous nous permettre d'abandonner les jeunes du monde à l'extrémisme et au désespoir?

L'action collective est également fondamentale pour mettre fin aux crises et aux conflits violents, et aucune crise n'a été plus destructrice à l'échelle mondiale que celle engendrée par le principal conflit dans ma région, le conflit israélo-palestinien. Aucune des deux parties n'est parvenue à une paix durable dont dépend un avenir sûr, et la stabilité régionale et mondiale continue d'en payer le prix.

Quel terrible paradoxe qu'une terre sainte portant trois religions, qui ont en commun le grand commandement d'aimer son prochain, soit un lieu de conflit. C'est la terre que les prophètes ont foulée et sur laquelle des générations de musulmans, de chrétiens

et de juifs ont tenté de vivre dans l'obéissance à Dieu, enseignant à leurs enfants la compassion, la miséricorde et le respect des autres. La ségrégation, les déplacements forcés, la violence et la méfiance n'ont pas leur place en Terre sainte.

Il y a 40 ans, mon père, S. M. feu le Roi Hussein, qui chérissait la paix, a pris la parole dans cette salle et dénoncé l'occupation et les tentatives

« [d']effacer de la mémoire du monde des siècles d'histoire et de tradition ainsi que d'idéaux spirituels, moraux et culturels » (A/34/PV.7, par. 22).

C'est une tragédie morale mondiale que l'occupation se poursuive, mais aucune occupation, aucun déplacement, aucun acte de force ne peut effacer l'histoire, les espoirs ou les droits des peuples ni changer le véritable héritage de nos valeurs, communes aux trois religions monothéistes, et rien ne peut priver le peuple palestinien de ses droits internationaux à l'égalité, à la justice et à l'autodétermination.

Les jeunes me demandent pourquoi le monde ne défend pas les droits des Palestiniens. Le moment n'est-il pas venu de leur répondre en montrant que la justice mondiale et les droits de l'homme leur appartiennent aussi? Cela commence par le respect des lieux saints et le rejet de toute tentative visant à modifier le statut juridique de Jérusalem-Est et le caractère historique et authentique de la Ville sainte, Jérusalem. Quelles leçons pouvons-nous enseigner aux jeunes lorsque du personnel armé pénètre dans la mosquée Al Aqsa ou au Haram el-Charif, où des fidèles musulmans sont rassemblés pour prier? En tant que Gardien hachémite, je suis tenu par le devoir particulier de protéger les lieux saints islamiques et chrétiens de Jérusalem, mais une obligation morale nous incombe à tous de défendre la liberté religieuse et les droits humains. Préservons la Ville sainte dans l'intérêt de l'humanité tout entière en tant que ville symbole de l'unité et de la paix.

Nous devons également mettre fin au plus vite à ce conflit et instaurer une paix juste et durable grâce à la mise en œuvre de la solution des deux États - une solution conforme au droit international et aux résolutions pertinentes de l'ONU, qui mette un terme à ce conflit et pourvoie à la création d'un État palestinien viable, indépendant et souverain, dans les frontières du 4 juin 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale, et vivant côte à côte avec Israël dans une paix et une sécurité communes.

La solution des deux États est la seule véritable solution. Car quelle serait l'autre solution? Un seul État, isolé, avec des lois inégalitaires, reposant sur la force, foulant aux pieds les valeurs les plus profondes des peuples des deux côtés? Une tel cas de figure ne ferait que contribuer à la pérennisation du conflit et nuirait à la stabilité, à la sécurité et à la paix.

Les valeurs telles que la tolérance, la compassion et l'égalité entre tous les individus contribuent à instaurer l'harmonie mondiale et à rendre possible l'action collective. Elles ont présidé à l'élaboration de la Charte des Nations Unies - vivre en paix l'un avec l'autre dans un esprit de bon voisinage, respecter les droits et l'égalité de tous, conjuguer nos efforts et unir nos forces, non seulement pour maintenir la paix et la sécurité, mais aussi pour améliorer les conditions de vie grâce à la justice, la prospérité et un espoir accru pour l'humanité.

Telles sont les obligations morales édictées par les fondateurs de l'ONU. Nous avons désormais pour responsabilité de les respecter. Nous ne devons pas échouer. Que la paix et la miséricorde de Dieu soient avec chacun de nous.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Roi du Royaume hachémite de Jordanie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

S. M. le Roi Abdullah II ibn Al Hussein, Roi du Royaume hachémite de Jordanie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Moon Jae-in, Président de la République de Corée

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Corée.

M. Moon Jae-in, Président de la République de Corée, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (parle en anglais) :
Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Moon Jae-in, Président de la République de Corée, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Moon Jae-in (parle en coréen; interprétation en anglais assurée par la délégation) :

Grâce à la détermination de l'ONU et de ses États Membres, bien des problèmes mondiaux ont été réglés, et leurs efforts en faveur de la paix commencent à porter leurs fruits. Je voudrais leur témoigner mon profond respect et ma sincère reconnaissance.

Je tiens à féliciter l'Ambassadeur Tijjani Muhammad-Bande pour son élection à la présidence de l'Assemblée générale. Je suis convaincu que, sous sa direction éclairée, la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale contribuera à la promotion de la coopération multilatérale. L'ONU et la péninsule coréenne poursuivent un même objectif, la pérennisation de la paix. Je voudrais rendre hommage au Secrétaire général António Guterres pour son action en faveur de la pérennisation de la paix grâce au cercle vertueux de la paix et du développement.

L'engagement des Nations Unies en faveur de la paix pour tous les peuples et de la mise en œuvre des objectifs du développement durable portera certainement ses fruits. Les pays du monde unissent leurs forces pour s'entraider dans le cadre des opérations de secours d'urgence en cas de catastrophe, ainsi que dans les efforts de maintien de la paix. L'ONU doit continuer à jouer un rôle central en favorisant la coopération au sein de la communauté internationale.

La République de Corée a très largement bénéficié de l'aide des Nations Unies. Elle s'est libérée de la domination coloniale l'année où fut fondée l'Organisation des Nations Unies. Avec l'aide de l'ONU et de la communauté internationale, elle a pu surmonter le fléau de la guerre. Assumant ses responsabilités à la hauteur des progrès qu'elle a accomplis, la Corée coopère désormais avec la communauté internationale en vue de l'instauration de la paix et de la prospérité en Asie de l'est et dans le monde entier.

La résolution sur la Trêve olympique, adoptée par l'Assemblée générale en novembre 2017, nous a été une fois encore d'un grand secours. Conformément à cette résolution, les exercices militaires conjoints entre la République de Corée et les États-Unis, prévus pour le printemps 2018, ont été suspendus, ce qui a permis de réunir les conditions permettant à la délégation olympique nord-coréenne de se rendre à Pyeong Chang. Nonobstant les craintes initiales en matière de sécurité, les Jeux Olympiques d'hiver de Pyeong Chang sont devenus les Jeux Olympiques de la paix, offrant une occasion exceptionnelle de renouer les fils du dialogue entre les deux Corées. Les pourparlers intercoréens

ont débouché par la suite sur un dialogue entre les États-Unis et la Corée du Nord.

À la suite des décisions prises par le Président Trump et le Président Kim, nous avons assisté à un retournement spectaculaire de la situation dans la péninsule coréenne. La situation actuelle dans la péninsule coréenne a radicalement changé par rapport à ce qu'elle fut autrefois, où quelques salves de tirs suffisaient à entraîner une instabilité politique majeure. La table des négociations en vue de parvenir à la paix dans la péninsule est désormais accessible à tous. Les deux Corées et les États-Unis ne visent pas seulement la dénucléarisation et la paix, mais aussi la coopération économique à venir.

La République de Corée entend créer une économie de paix dans laquelle la paix peut déboucher sur une coopération économique, renforçant ainsi la paix dans l'intérêt de tous ceux qui œuvrent à l'instauration de ce cercle vertueux. L'incidence positive de la Communauté européenne du charbon et de l'acier et de l'Organisation pour la sécurité et la coopération, sur la paix et la prospérité en Europe, est un excellent exemple dont nous pouvons nous inspirer.

La réalisation de la paix dans la péninsule coréenne demeure encore un défi, et la réalisation de la paix, dans la péninsule et dans le monde entier, sont intrinsèquement liés. Grâce à la poursuite du dialogue avec la Corée du Nord, nous ouvrirons la voie menant à la dénucléarisation complète et à une paix permanente, tout en maintenant notre coopération avec les États Membres de l'ONU.

Seul le dialogue peut conduire à la paix. La paix ne peut être considérée comme authentique que si elle repose sur des accords et sur le droit, et seule la paix fondée sur la confiance est appelée à durer. Le dialogue et les négociations qui ont eu lieu au cours des 18 derniers mois ont permis d'obtenir des résultats significatifs dans la péninsule coréenne. Autrefois symbole de division, Panmunjom est devenu une zone démilitarisée où l'on ne trouve pas même une seule arme. Les deux Corées ont retiré leurs postes de garde au sein de la zone démilitarisée, transformant ainsi le symbole même de l'affrontement en zone de paix.

Dans le passé, les violations répétées de l'Accord d'armistice coréen avaient ravivé les tensions militaires et parfois aggravé la menace de guerre. Mais aucun affrontement n'a eu lieu depuis la signature de l'Accord militaire global intercoréen, le 19 septembre 2018.

Je tiens à informer l'Assemblée qu'à ce jour, 177 dépouilles de soldats ont été mises au jour à Arrowhead Ridge - site de la bataille la plus meurtrière qui opposa les troupes de la Corée du Sud et des Nations Unies à celles de la Corée du Nord et de la Chine. Outre les dépouilles de soldats sud-coréens, celles de soldats américains, chinois, français et du Commonwealth britannique ont également été mises au jour.

Soixante-six ans après la guerre de Corée, les dépouilles de trois soldats sud-coréens, dont l'identité a été confirmée, ont été restituées à leurs familles. Ce geste qu'il faut saluer a été rendu possible grâce aux efforts de consolidation de la paix, lesquels ont également permis au Président Trump d'être le premier Président américain en exercice à franchir la ligne de démarcation militaire et à poser le pied sur le sol nord-coréen. L'apaisement des tensions militaires et la solide confiance entre les dirigeants des deux Corées et des États-Unis ont ouvert la voie à une rencontre trilatérale capitale à Panmunjom.

En prenant la main du Président Kim et en franchissant la ligne de démarcation militaire, le Président Trump a inauguré une nouvelle ère de paix. Ce fut un moment fort qui restera dans l'histoire de la paix dans la péninsule coréenne et en Asie du Nord-Est. J'espère que les deux dirigeants poursuivront dans cette voie.

Les principes que j'ai défendus avec fermeté dans le cadre du règlement des questions relatives à la péninsule coréenne demeurent inchangés. Le premier est celui de la tolérance zéro concernant la guerre. La Corée est encore en état d'armistice. La guerre n'est pas terminée. La péninsule coréenne ne doit jamais plus connaître la tragédie de la guerre. Pour ce faire, nous devons mettre fin à l'armistice le plus ancien dans l'histoire de l'humanité et mettre un terme définitif à la guerre.

Le deuxième principe a trait à la garantie de sécurité mutuelle. La Corée du Sud garantira la sécurité de la Corée du Nord. J'espère que la Corée du Nord fera de même pour la Corée du Sud. Lorsque la sécurité des deux parties sera assurée, il sera possible d'accélérer la dénucléarisation et l'instauration d'un régime de paix dans la péninsule coréenne. À tout le moins, tous les actes hostiles doivent être suspendus pendant que le dialogue est en cours. J'espère que la communauté internationale œuvrera également de concert pour apaiser les craintes liées à la sécurité dans la péninsule coréenne.

Le troisième principe est celui de la prospérité des deux pays. La paix ne signifie pas seulement l'absence de conflit. Une paix véritable vise le renforcement de l'inclusion et de l'interdépendance, tout en œuvrant de concert à la prospérité des deux pays. Une économie de paix à laquelle participeront les deux Corées permettra de consolider la paix dans la péninsule tout en contribuant au développement économique en Asie de l'Est et dans le monde entier.

Aujourd'hui, sur la base de ces trois principes, qui sont en plein accord avec les valeurs défendues par l'ONU, je voudrais proposer à l'ONU et à tous les États Membres de faire de la zone démilitarisée qui traverse le centre de la péninsule coréenne une zone de paix internationale. Cette zone démilitarisée est une immense zone verte qui s'étend sur 250 kilomètres d'est en ouest et sur quatre kilomètres du nord au sud.

Cette frontière, qui symbolise la tragédie engendrée par 70 ans d'affrontements militaires, est devenue, de façon paradoxale, un pur trésor écologique. Elle est également devenue un lieu chargé d'histoire, qui incarne à la fois la tragédie de la division, matérialisée par la zone de sécurité commune, les postes de garde et les clôtures de barbelés, et le désir de paix. La zone démilitarisée est le patrimoine commun de l'humanité, et sa valeur doit être partagée avec le monde entier. Une fois la paix revenue entre les deux Corées, j'œuvrerai de concert avec la Corée du Nord pour que la zone démilitarisée soit inscrite au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Si nous déclarons secteur de paix et de coopération la zone reliant Panmunjom et Gaeseong en Corée du Nord et que nous la transformions en une zone dans laquelle les deux Corées et la communauté internationale pourraient rechercher ensemble la manière de progresser sur la voie de la prospérité dans la péninsule coréenne, et si cette zone démilitarisée accueillait les bureaux des Nations Unies déjà installés dans ces deux Corées, et d'autres organisations internationales œuvrant pour la paix, l'environnement et la culture, et devenait un centre de recherche pour la paix, le maintien de la paix, la maîtrise des armements et le renforcement de la confiance, elle pourrait se transformer en une zone internationale de paix, tant nommément que sur le fond.

Environ 380 000 mines antipersonnel se trouvent encore dans la zone démilitarisée, et il faudra probablement 15 ans aux soldats sud-coréens pour procéder seuls au déminage de cette zone. Toutefois, la coopération avec la communauté internationale,

notamment avec le Service de la lutte antimines de l'ONU, non seulement garantirait la transparence et la stabilité des opérations de déminage, mais transformerait instantanément la zone démilitarisée en un espace de coopération internationale.

Si la Corée du Nord consent des efforts sincères aux fins de la dénucléarisation, la communauté internationale doit faire de même. La création d'une zone de paix internationale constituerait une garantie institutionnelle et réaliste pour la sécurité de la Corée du Nord. Dans le même temps, la Corée du Sud pourrait également jouir d'une paix durable.

Le Président Kim et moi-même sommes convenus de l'utilisation pacifique de la zone démilitarisée, et des inspections sur place de l'état actuel des voies ferrées nord-coréennes ont été effectuées après que les deux Corées ont procédé à une reconnexion des voies ferrées et des routes coupées. La cérémonie d'inauguration des travaux de reconnexion et de modernisation a déjà eu lieu. Tous ces efforts s'inscrivent dans le cadre d'un processus visant à consolider les bases de la paix dans la péninsule coréenne et à instaurer la paix et la stabilité en Asie du Nord-Est.

Lorsque la zone démilitarisée qui traverse le centre de la péninsule coréenne sera transformée en une zone de paix, la péninsule pourra devenir une nation servant de passerelle entre le continent et l'océan et favorisant la paix et la prospérité. Le projet d'une communauté ferroviaire est-asiatique à laquelle participeraient six pays d'Asie du Nord-Est et les États-Unis d'Amérique pourrait également voir le jour.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'Asie de l'Est a accompli des progrès sans précédent sur le plan historique grâce à des échanges mutuels étroits, à la division du travail et à la coopération économique, ce qui a lui permis de surmonter la douleur engendrée par l'invasion et la domination coloniale. Le système de libre-échange, fondé sur une concurrence loyale, constitue la base même de notre essor. Nous pourrions progresser davantage grâce à la coopération et en préservant les valeurs d'un commerce libre et équitable fondé sur un reflet sincère de notre histoire.

La République de Corée entend promouvoir une communauté de prospérité mutuelle axée sur le peuple dans l'ensemble de la péninsule coréenne, en Asie de l'Est et dans le monde entier en œuvrant en partenariat avec ses voisins. Le Sommet commémoratif de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est et de la

République de Corée et le Sommet du Mékong et de la Corée, qui se tiendront à Busan en novembre prochain, seront l'occasion de jeter les bases de ce partenariat.

Les objectifs de développement durable et l'Accord de Paris sur le climat constituent des tâches de grande ampleur que nous devons accomplir par le biais de la coopération multilatérale. Après avoir mis en place notre propre mécanisme pour la mise en œuvre des objectifs de développement durable, nous consacrons des efforts considérables à leur mise en œuvre, conformément à l'engagement que nous avons pris envers la communauté internationale. Nous avons adopté des lois connexes, telles que la Loi sur le développement durable, la Loi-cadre sur la croissance verte à faible émission de carbone et la Loi-cadre sur la coopération internationale pour le développement. Et nous avons créé une commission présidentielle sur le développement durable aux fins de la mise en œuvre institutionnelle de ces objectifs.

À ce jour, la Corée a dépêché 17 000 militaires coréens pour participer aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies et vient en aide aux personnes souffrant de maladies et victimes de catastrophes naturelles dans le monde entier. La Corée appuie l'initiative intitulée « Action pour le maintien de la paix » et la Déclaration d'engagements communs concernant les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, sous l'égide du Secrétaire général António Guterres. Nous renforcerons le cercle vertueux de la paix et du développement en augmentant le montant de notre aide publique au développement.

La Corée participera activement à la mise en œuvre de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité, sur les femmes et la paix et la sécurité, dont nous fêterons l'année prochaine le vingtième anniversaire et de l'Initiative Elsie sur les femmes dans les opérations de paix, adoptée à Vancouver en 2017. Nous accueillerons également la prochaine réunion ministérielle sur le maintien de la paix en Corée en 2021.

L'année prochaine, la Corée accueillera le deuxième sommet du Partenariat pour la croissance verte et les objectifs mondiaux 2030 (P4G). Le deuxième sommet P4G sera l'occasion de renforcer la solidarité de la communauté internationale pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat et des objectifs de développement durable. J'espère que de nombreuses parties prenantes - gouvernements, organisations internationales, entreprises et société civile - y participeront.

Cette année revêt une signification particulière pour la Corée. Il y a 100 ans, le peuple coréen lançait le Mouvement pour l'indépendance du 1^{er} mars contre le régime colonial japonais et mettait en place le Gouvernement provisoire de la République de Corée. Un siècle plus tard, la Corée est le fer de lance des efforts visant à parvenir à une coexistence pacifique et à l'égalité fondée sur l'amour du prochain. La Corée continuera de s'acquitter de sa responsabilité et de jouer son rôle dans la réalisation des objectifs des Nations Unies en matière de paix, de droits de la personne et de développement durable, tout en étant solidaire de la communauté internationale. Nous veillerons également à faire en sorte que les objectifs ultimes de l'ONU en matière de paix et de sécurité internationales soient réalisés dans la péninsule coréenne. J'espère que le soutien et la coopération de la communauté internationale permettront de transformer nos épées en socs de charrue dans la péninsule coréenne.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Corée de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Moon Jae-in, Président de la République de Corée, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Roch Marc Christian Kaboré, Président du Faso et Président du Conseil des ministres du Burkina Faso

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président du Faso et Président du Conseil des ministres du Burkina Faso.

M. Roch Marc Christian Kaboré, Président du Faso et Président du Conseil des ministres du Burkina Faso, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Roch Marc Christian Kaboré, Président du Faso et Président du Conseil des ministres du Burkina Faso, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Kaboré : Candidat de l'Afrique au poste de Président de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale, M. Tijjani Muhammad-Bande a été brillamment élu le 4 juin dernier (voir

A/73/PV.87), et il m'est agréable de lui adresser, au nom de ma délégation et au mien propre, mes très vives et fraternelles félicitations. Il a assumé de hautes fonctions au service de son pays, le Nigéria, et a une parfaite connaissance de l'Organisation des Nations Unies. Je voudrais l'assurer du soutien total du Burkina Faso pour le succès de son mandat.

L'histoire retiendra qu'en 74 ans d'existence de l'Organisation, la Présidente sortante, M^{me} María Fernanda Espinosa Garcés, a été la quatrième femme élue Présidente de l'Assemblée générale et la deuxième en un demi-siècle. Au regard du travail remarquable qu'elle a abattu et des résultats atteints, qu'elle reçoive ici mes félicitations pour avoir relevé les défis majeurs liés au thème de la soixante-treizième session de notre Organisation commune.

Qu'il me soit permis de renouveler au Secrétaire général toute la reconnaissance et la gratitude du peuple burkinabé pour son engagement personnel et celui du système des Nations Unies pour son soutien à mon pays en ces moments difficiles. C'est l'occasion de lui renouveler mes encouragements dans la mise en œuvre courageuse des réformes entreprises et de le féliciter pour son rapport présenté le 24 juillet 2019 devant le Conseil de sécurité sur les activités du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (S/2019/549). La déclaration du Président du Conseil de sécurité à l'issue de cette présentation augure des meilleures perspectives (voir S/PV.8585).

Cette année, notre soixante-quatorzième session se tient sous le thème : « Dynamiser les efforts faits au niveau multilatéral en faveur de l'élimination de la pauvreté, d'une éducation de qualité, de l'action climatique et de l'inclusion ». Le Burkina Faso se félicite du choix du thème au regard de sa pertinence et de son actualité car, plus qu'une conviction, le multilatéralisme reste pour mon pays l'unique voie pour trouver des solutions aux grandes problématiques du monde. À ces défis, il faut ajouter la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, le crime organisé et la cybercriminalité, qu'aucun pays ne peut vaincre seul, quelle que soit sa puissance.

Au regard de tous les acquis engrangés par les Nations Unies dans le maintien de la paix et de la sécurité, de la justice, des droits de l'homme, du développement et de la lutte contre les changements climatiques avec l'Accord de Paris, il nous faut impérativement travailler au renforcement du multilatéralisme et du rôle de l'ONU

comme moyen de parvenir à des solutions communes aux problèmes de notre planète.

S'il y a des phénomènes qui attristent notre monde aujourd'hui, ce sont bien le terrorisme et la pauvreté. Depuis janvier 2016, notre pays fait face à des attaques terroristes persistantes et d'une ampleur sans précédent, dont les impacts au plan humain, social et économique sont lourds de conséquences. L'escalade de la violence et l'insécurité ont provoqué une grave crise humanitaire, faisant de nombreuses victimes civiles et au sein des forces de défense et de sécurité, des centaines de milliers de déplacés internes, des écoles et des infrastructures de santé fermées et des symboles de l'État détruits. La déstabilisation se poursuit à travers l'instrumentalisation des problèmes latents entre les communautés qui se muent en affrontements violents. Sur le plan des finances publiques, on peut constater l'augmentation des dépenses de sécurité au détriment du financement des secteurs sociaux et du développement.

Je voudrais saisir cette occasion pour saluer l'accompagnement des Nations Unies pour remédier à la dégradation de la situation sécuritaire et humanitaire au Burkina Faso. En effet, l'éligibilité du Burkina Faso au Fonds pour la consolidation de la paix, annoncée par le Secrétaire général, a permis, suite à une mission interagences dirigée par le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et d'un groupe de travail d'urgence sous la conduite de la Vice-Secrétaire générale, d'ouvrir un des cinq centres régionaux des Nations Unies, en dehors de la capitale, pour être plus près des populations dans ces moments difficiles.

Pour s'assurer que l'appui des partenaires internationaux est bien coordonné et aligné sur une stratégie convenue, globale et intégrée, qui établit un lien entre prévention, aide d'urgence, relèvement et développement, le Gouvernement a demandé une mission d'évaluation de la prévention et de la consolidation de la paix menée par la Banque africaine de développement, l'Union Européenne et la Banque mondiale, qui s'est déroulée du 1^{er} au 10 juillet dernier, et dont les recommandations sont en cours de mise en œuvre.

En ce qui concerne la pauvreté, son élimination reste l'objectif premier des objectifs de développement durable car, selon les Nations Unies, des millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté. Si cette tendance n'est pas inversée, plus de 168 millions d'enfants vivront dans l'extrême pauvreté. Plus que jamais, la communauté internationale doit intensifier la lutte pour l'éradication de la pauvreté, qui reste la condition *sine qua non* pour un

développement durable et inclusif. Ce combat ne pourra avoir d'effet que si nous assurons de manière efficace, la coordination des actions multiformes dans le cadre de la troisième Décennie des Nations Unies pour l'élimination de la pauvreté 2018-2027 et du Programme 2030.

La situation sécuritaire dans l'espace du Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel) demeure toujours préoccupante. Au-delà du Burkina Faso, et en ma qualité de Président en exercice du G5 Sahel, je voudrais rappeler à la communauté internationale l'importance de soutenir les pays du G5 Sahel dans leur lutte déterminée contre le terrorisme et pour le développement. En effet, les actions des groupes armés terroristes sont en expansion géographique aussi bien à l'intérieur de nos pays qu'à l'extérieur de l'espace du G5 Sahel, preuve suffisante qui illustre à souhait qu'il faut prendre des initiatives et des mesures urgentes. Dans ce sens, l'Initiative d'Accra et le Sommet de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), tenu le 14 septembre dernier, sur la sécurité dans l'espace ouest-africain sont à saluer. Ces initiatives indiquent bien que la lutte contre le terrorisme doit être régionale.

À ce stade je voudrais me féliciter de ce que le plaidoyer du G5 Sahel, bien soutenu par le Secrétaire général devant le Conseil de sécurité, ait trouvé un écho favorable à travers l'adoption de la résolution 2480 (2019), sur le renouvellement du mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA). Par cette résolution, la MINUSMA apportera un soutien à tous les bataillons opérant dans le cadre de la Force Conjointe du G5 Sahel à la condition que cette dernière ou d'autres partenaires prennent la responsabilité de l'acheminement de l'aide dans les zones d'opérations au-delà du territoire malien.

Lors du sommet extraordinaire de la CEDEAO sur le terrorisme à Ouagadougou, les chefs d'État ont fait le constat du caractère inopérant de la MINUSMA à faire face au terrorisme au Mali en raison des limites du mandat qui lui a été confié par le Conseil de sécurité.

Il apparaît inconcevable qu'avec 12 000 hommes et des moyens substantiels, cette force ne puisse pas contribuer efficacement à la lutte contre le terrorisme dans ce pays.

C'est pourquoi à l'instar de mes pairs de la CEDEAO et en ma qualité de Président en exercice du G5 Sahel, je lance un appel pour un mandat plus robuste et plus offensif en faveur de la MINUSMA. Un tel mandat

devrait permettre de sécuriser et de stabiliser davantage le Mali et, partant, tous les autres pays du G5 Sahel. De même, nous appelons le Conseil de sécurité à accorder un mandat au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies à la Force conjointe du G5 Sahel afin de lui assurer des ressources permanentes.

Avec l'Allemagne et la France, nous avons proposé lors du Sommet de Biarritz des pays du G7, la mise en place d'un partenariat international en faveur de la stabilité et de la sécurité au Sahel qui intègre les questions de la lutte contre le terrorisme et le développement. Je voudrais appeler ici tous les partenaires à adhérer sans réserve à cette initiative, car la paix et la stabilité du Sahel sont aussi celles de l'Afrique et du reste du monde.

Je voudrais saisir l'occasion pour réitérer la reconnaissance des peuples et des gouvernements de mon pays et ceux du G5 Sahel, à l'ensemble du système des Nations Unies et de tous nos partenaires pour le soutien et l'accompagnement dont ils bénéficient depuis le début de la crise sécuritaire et humanitaire. Je renouvelle mon appel à la solidarité bilatérale et internationale afin de doter la Force conjointe du G5 Sahel d'équipements et de ressources financières prévisibles et pérennes indispensables à son bon fonctionnement afin de favoriser la réalisation de nos programmes de développement nationaux et régionaux à travers le Programme d'investissements prioritaires.

Les deux piliers sécurité et développement sont nécessaires pour la stabilité de la région. Dans le même sens, les pays du G5 Sahel ont adopté le 13 septembre dernier l'initiative « Desert to Power » de concert avec la Banque africaine de développement qui vise à exploiter l'énergie solaire pour fournir de l'électricité à plus de 60 millions de personnes d'ici 2030, créer des emplois et permettre des applications dans les domaines de l'eau, de l'agriculture, de l'éducation et de la santé.

En dépit de la situation qui prévaut dans mon pays, mon gouvernement poursuit la mise en œuvre de son programme dans le sens de la satisfaction des besoins fondamentaux des populations, du renforcement de la démocratie et de la consolidation de l'état de droit.

En effet la consolidation de la reprise économique, la lutte contre le chômage, l'autonomisation des jeunes et des femmes, les initiatives en faveur des personnes vulnérables et la promotion de la bonne gouvernance sont au centre de notre action.

De même, dans le cadre de la lutte contre les inégalités sociales, mais aussi pour un développement harmonieux de tout le pays, deux instruments de réduction des disparités régionales et de dynamisation des économies locales ont été mis en œuvre à travers le Programme d'urgence pour le Sahel au Burkina Faso, élargi désormais aux cinq régions touchées par l'extrémisme violent, et le Programme d'appui au développement des économies locales.

Au plan de la gouvernance démocratique, j'ai convié la majorité et l'opposition politique à un dialogue politique du 15 au 22 juillet dernier. Ce dialogue a été positif et nous a permis de faire des avancées qu'il convient de consolider par la prise de textes réglementaires et législatifs y afférents.

En matière de lutte contre les changements climatiques, je voudrais tout d'abord saluer la tenue hier, du Sommet Action Climat dont le format a permis de faire des propositions concrètes. Je voudrais aussi saluer le succès de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, tenue en Inde il y a seulement quelques jours, et rappeler combien il existe un lien évident entre la désertification et les changements climatiques. Les pays du Sahel l'ont bien compris, eux qui ont créé dès 1973, le Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel.

Au Burkina Faso, les changements climatiques entraînent des déplacements de populations et exacerbent les conflits entre éleveurs et agriculteurs du fait des pénuries d'eau et de la raréfaction des surfaces cultivables et de pâturage. C'est pourquoi, dans le cadre de la prévention et de la lutte contre les impacts des changements climatiques, mon gouvernement a pris d'importantes initiatives dont un plan quinquennal de reforestation, une loi pour réduire les effets des catastrophes et des crises humanitaires et un plan national 2016-2020 pour la réduction des risques et la préparation à la réponse aux urgences.

En dépit du contexte sécuritaire difficile, le Burkina Faso a continué à assumer ses obligations internationales en apportant son soutien aux Nations Unies pour aider d'autres pays frères à recouvrer la paix. Ainsi, le Burkina Faso, qui compte parmi les grands fournisseurs de contingents des missions de maintien de la paix est présent au Mali et au Darfour.

En Guinée-Bissau, nos troupes participent dans le cadre de la force de la Mission de la CEDEAO en

Guinée-Bissau qui a permis d'assurer une certaine stabilité à ce pays frère, permettant pour la première fois qu'un Président de la République achève son mandat.

Par ailleurs des efforts sont faits pour accroître la contribution des femmes pour tenir compte du genre, dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Au moment où nous sommes réunis, l'actualité internationale reste marquée par des tensions et des menaces à la paix et à la sécurité internationales. Si nous sommes tous présents à chaque session de l'Assemblée générale, c'est parce que nous croyons en la capacité de l'ONU, symbole par excellence du multilatéralisme et de la diplomatie, de trouver des solutions pérennes aux défis majeurs qui nous accablent mais aussi aux différentes crises dans plusieurs régions du monde.

Je voudrais rappeler que la persistance de la crise sécuritaire dans l'espace des pays du G5 Sahel est la conséquence directe de la déstabilisation de l'État libyen. J'interpelle donc la communauté internationale à se mobiliser pour trouver une solution de paix durable dans ce pays, car le règlement de la crise sécuritaire dans nos pays passe par la paix en Libye.

À ce sujet, le Burkina Faso salue la médiation des Nations Unies, et recommande fortement une implication de l'Union africaine en espérant que leurs efforts conjoints permettent de résoudre la crise libyenne. Conformément aux points de vue partagés au sein du G5 Sahel et aux conclusions pertinentes du récent sommet extraordinaire de la CEDEAO à Ouagadougou, j'appelle le Conseil de sécurité à nommer un envoyé spécial conjoint ONU-Union africaine doté de bonnes connaissances de la situation libyenne.

Sur la question du Sahara occidental, le Burkina Faso réitère son soutien au processus politique en cours, mené sous les auspices exclusifs du Secrétaire général des Nations Unies en vue de parvenir à une solution politique mutuellement acceptable et négociée au différend, telle que recommandée par le Conseil de sécurité depuis 2007, y compris par sa résolution 2468 (2019) adoptée le 30 avril 2019.

Le Burkina Faso se félicite de la tenue effective des deux tables rondes entre l'Algérie, le Maroc, la Mauritanie et le Polisario conformément aux résolutions 2414 (2018) et 2440 (2018) du Conseil de sécurité. Je voudrais saisir l'occasion pour saluer ici le travail abattu par l'ancien Envoyé spécial du Secrétaire général des Nations Unies durant son mandat.

Au regard du caractère régional du différend, le Burkina Faso appelle tous les États de la région à apporter leurs contributions au processus politique et à renforcer leur participation au processus de négociation

Au Moyen Orient, la question palestinienne reste une préoccupation majeure dans le conflit israélo-palestinien et le Burkina Faso réitère son soutien à la solution des deux États, Israël et la Palestine, vivant en paix et en bon voisinage.

Le Burkina Faso condamne fermement les agressions et attaques répétées contre l'Arabie saoudite et ses installations pétrolières. D'où qu'elles viennent, ces attaques constituent des menaces graves pour la paix en Arabie saoudite et pour l'ensemble de la région. C'est pourquoi, nous appelons solennellement à la cessation de ces actes d'hostilités.

En ce qui concerne le blocus économique, commercial et financier imposé à Cuba par les États-Unis d'Amérique, le Burkina Faso estime qu'il mérite d'être levé, au regard des nombreux préjudices que subit le peuple cubain depuis de nombreuses années.

La paix et la sécurité internationales sont menacées du fait de l'escalade des armements. C'est pourquoi le Burkina Faso appuie toutes les initiatives et les actions multilatérales en vue de parvenir au désarmement, tant au niveau des armes de destruction massive que des armes conventionnelles. Aujourd'hui, plus qu'hier, la preuve est faite que la prolifération des armes légères et de petit calibre constitue une menace à la paix et à la sécurité internationales dans diverses régions du monde, notamment en Afrique de l'Ouest et au Sahel, et un frein à l'atteinte des objectifs de développement durable. Aussi, j'exhorte les États à allouer les ressources dégagées par les programmes de désarmement au financement des objectifs de développement durable, à l'aide publique au développement et au Fonds vert pour le climat. C'est à ce prix que nous offrirons aux millions de personnes défavorisées de meilleures perspectives.

Hier nous avons tenu le Sommet Action Climat et la réunion de haut niveau sur la couverture sanitaire universelle et, dans les jours qui viennent, nous allons tenir des réunions de haut niveau sur le développement durable et le financement du développement. Nous formulons l'espoir que toutes ces initiatives nous permettront de parvenir à la création d'une dynamique et d'un soutien politique à tous les niveaux, au renforcement de l'engagement avec le secteur privé,

afin de tirer le meilleur parti des solutions innovantes pour financer les objectifs de développement durable.

À ce propos, nous félicitons le Secrétaire général pour le lancement de l'Alliance mondiale des investisseurs en faveur du développement durable, intervenu hier 23 septembre 2019. Ce pool, qui sera composé de 25 à 30 PDG de grandes entreprises du monde entier, censés exploiter leurs connaissances pour inciter davantage d'investissements à long terme pour le développement durable, vient comme une lueur d'espoir au moment où les financements se font de plus en plus rares.

Comme tous les pays, c'est avec l'attention requise que le Burkina Faso suit les négociations intergouvernementales sur la réforme du Conseil de sécurité, mais aussi les questions touchant à la revitalisation de l'Assemblée générale et aux partenariats avec les organisations régionales et sous-régionales. Sur la réforme, et à la veille de la commémoration des 75 ans l'Organisation sous le thème « L'avenir que nous voulons, l'ONU qu'il nous faut : réaffirmons notre attachement collectif au multilatéralisme », le Burkina Faso nourrit l'espoir qu'enfin les négociations entamées il y a plus d'une vingtaine d'années aboutissent à la réforme que nous attendons de tous nos vœux, celle qui doit aboutir à un Conseil de sécurité plus représentatif des 193 États Membres des Nations Unies dans les deux catégories de membres, avec tous les privilèges et les obligations qui y sont liés. C'est le lieu, pour moi, de renouveler la totale adhésion du Burkina Faso à la position commune africaine telle que reflétée dans le Consensus d'Ezulwini et la Déclaration de Syrte. En commémorant, le 24 avril 2019, la première Journée internationale du multilatéralisme et de la diplomatie au service de la paix, les Nations Unies réaffirment l'importance du multilatéralisme et achèvent de convaincre que dans notre monde d'aujourd'hui, les défis globaux se préparent et se gagnent ensemble.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président du Faso et Président du Conseil des ministres du Burkina Faso de l'allocation qu'il vient de prononcer.

M. Roch Marc Christian Kaboré, Président du Faso et Président du Conseil des ministres du Burkina Faso, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Sebastián Piñera Echenique, Président de la République du Chili

La Présidente par intérim (parle en anglais) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Chili.

M. Sebastián Piñera Echenique, Président de la République du Chili, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (parle en anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Sebastián Piñera Echenique, Président de la République du Chili, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Piñera Echenique (parle en espagnol) : Chaque génération doit faire face à ses propres défis. Mais aucune génération n'a jamais été confrontée à un défi aussi urgent et redoutable que celui auquel notre génération est confrontée : les changements climatiques et le réchauffement de la planète, qui constituent la mère de toutes les batailles, car c'est une bataille pour notre survie. L'être humain est la créature la plus intelligente sur la planète Terre. Cependant, c'est la seule créature capable de, et il semblerait même parfois disposée à, détruire sa propre planète.

Ces derniers mois, de nombreux magazines prestigieux ont publié des photos de la planète Terre accompagnées du slogan « Sauvons la planète ». Je pense qu'ils font erreur : ce n'est pas la planète Terre qui est en danger, ce qui est véritablement en jeu, c'est la survie des êtres humains sur la planète Terre.

Notre planète a plus de 4,5 milliards d'années et, tout au long de son histoire, elle a souffert et résisté à toutes sortes de phénomènes comme des ouragans, des périodes de glaciation ou de réchauffement, des inondations, des tremblements de terre, des éruptions volcaniques, des tsunamis, des pluies diluviennes ou des collisions avec des météorites. Et elle a survécu à toutes ces catastrophes. Cependant, 99 % des espèces qui existaient autrefois n'existent plus aujourd'hui, et nous ne voulons pas que les humains rejoignent cette liste d'extinction.

Les preuves scientifiques sont totalement accablantes et irréfutables. La situation actuelle est critique. En effet, le dernier rapport *United in Science* dont nous avons pris connaissance montre que la concentration de gaz à effet de serre et la température de la planète sont les plus élevées connues depuis 800 000 ans et que les cinq dernières années ont été les plus chaudes de l'histoire connue de l'humanité. Ce

rapport indique que, même si nous mettons maintenant en œuvre les engagements que nous avons pris dans le cadre de l'Accord de Paris, la température dépassera encore de loin l'objectif fixé par cet accord, atteignant près de 3,4°C d'augmentation, ce qui est presque synonyme de catastrophe. Il nous faudrait multiplier par cinq les engagements pour atteindre l'objectif d'une augmentation de la température ne dépassant pas 1,5°C.

Les conséquences ne sont pas théoriques; elles sont visibles. Nous subissons, entre autres, des vagues de chaleur, des tempêtes et des inondations majeures, de graves périodes de sécheresse, de puissants ouragans, le dégel et la fonte des glaces. Le niveau des océans continue de monter et de jour en jour, ils deviennent plus acides et se désoxygènent. En fait, au cours des 30 dernières années, l'humanité a détruit 50 % des coraux, fondement de la vie marine, et nous avons brûlé ou déboisé de vastes zones de forêts nécessaires à la vie et à la santé de la planète. Le plus grave, c'est que ces changements, qui auparavant mettaient des siècles ou des milliers d'années à survenir, se produisent aujourd'hui en moins d'une décennie. Il y a longtemps, que la nature lance des avertissements et pousse des cris d'angoisse, et qu'elle nous demande tout simplement de prendre soin d'elle, pour qu'elle aussi puisse prendre soin de nous.

À la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Paris en 2015, l'objectif fixé au départ était que d'ici à la fin du siècle, la température n'augmente pas de plus de 2°C, puis cet objectif a été ramené à 1,5°C, mais les engagements pris par les pays à ce sommet ne sont pas suffisants, comme je viens de le dire, et ils ne sont même pas respectés.

Nous devons relever d'urgence ce défi, ce qui signifie empêcher que les changements climatiques et le réchauffement climatique ne deviennent une tragédie. Ce n'est pas une question de scepticisme, de croyances, de politique ou d'idéologie, mais une question de science et la science a parlé haut et fort et nous dit qu'il nous reste moins d'une décennie pour changer radicalement le cours de l'histoire et notre façon de traiter notre planète. Nous en savons trop pour rester sceptiques.

Il ne s'agit pas seulement d'un défi environnemental; c'est un défi moral pour nous-mêmes, pour nos enfants et nos petits-enfants et pour les générations à venir, qui ont également le droit de vivre sur la planète Terre. Hier, dans cette même salle, nous avons entendu la voix des enfants et des jeunes qui réclament

que ceux d'entre nous qui ont des responsabilités assument non seulement ce que nous avons fait mais, surtout, ce que nous n'avons pas fait. Ces générations futures veulent aussi vivre sur une planète saine et, bien sûr, ces nouvelles générations nous jugeront - et très durement - sur la manière dont nous faisons face à cet énorme défi que sont les changements climatiques.

C'est pourquoi, pour éviter une tragédie, nous devons nécessairement prendre conscience du fait que nous sommes sur la mauvaise voie, qu'il ne nous reste plus de temps et que nous devons changer de cap. Face à cela, nous avons entendu deux options. Il y a ceux qui disent d'attendre et de voir ce qui se passera et d'en assumer les conséquences, et il y a aussi, parmi nous, ceux qui croient que le temps est venu de relever ce défi et de changer le cours de l'histoire. La bonne nouvelle, c'est que la science et la technologie nous fournissent des instruments et des outils et que nous avons encore le temps de changer la façon dont l'humanité traite notre planète.

Le Chili a opté pour cette façon de relever le défi. Nous convenons donc d'accueillir la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification, qui se tiendra en décembre dans notre pays. Quels sont les objectifs de la Conférence des Parties qui se tiendra au Chili?

Premièrement, amener les pays à prendre des engagements beaucoup plus ambitieux et beaucoup plus exigeants que ceux que nous avons pris jusqu'à présent pour lutter contre les changements climatiques. Et à cet égard, il y a de bonnes nouvelles. En fait, aujourd'hui, 66 pays - 1 pays sur 3 - se sont déjà engagés à devenir des pays émettant zéro carbone ou gaz à effet de serre. Cela semblait impossible il y a quelques semaines à peine. Dieu merci, nous constatons un changement d'attitude, une plus grande prise de conscience et un plus grand engagement face à ce problème.

Il y a quelques mois, le Secrétaire général nous a demandé de diriger la coalition pour l'atténuation des changements climatiques afin que davantage de pays, d'entreprises et de villes s'engagent à éliminer leurs émissions de carbone. Comme je l'ai dit, lors du sommet du Groupe des Vingt à Osaka, au Japon, six pays, dont le Chili, ont pris cet engagement, un engagement qui ne cesse de prendre de l'ampleur, et, aujourd'hui, 66 pays et plus de 100 villes et 100 grandes entreprises ont pris l'engagement zéro carbone.

Deuxièmement, nous devons également intégrer la protection et la conservation des forêts pluviales et de leur magnifique diversité. Au fur et à mesure de leur croissance, ces forêts capturent le carbone et libèrent de l'oxygène. C'est pourquoi, avec les Présidents français et colombien, nous avons créé la Rainforest Alliance, dont la deuxième phase de travaux et de progrès aura lieu lors de la Conférence des Parties que nous tiendrons en décembre dans notre pays.

Mais nous devons aussi prendre soin des océans. Les océans capturent 50 % des gaz à effet de serre et capturent en outre plus de 90 % de l'augmentation de la température que nous, les humains, produisons, mais ils sont gravement touchés. Le rapport *United in Science* lui-même montre comment le degré d'acidification et de désoxygénation qui affecte nos océans tue la vie marine. C'est pourquoi la Conférence des Parties au Chili sera la Conférence bleue, car sans bleu, il n'y a pas de vert, et sans vert, il n'y a pas de vie.

Troisièmement, les gouvernements régionaux, les communes, les villes, les organisations non gouvernementales, les entreprises, la société civile et l'ensemble de la communauté doivent être pleinement impliqués dans cette lutte contre les changements climatiques.

Quatrièmement, certains instruments qui ont été convenus à Paris mais qui ne sont pas encore opérationnels, comme les marchés du carbone, doivent être mis en place pour attirer davantage de ressources et rendre plus efficace la lutte pour réduire les émissions de carbone.

C'est pourquoi le Chili annonce aujourd'hui le lancement de l'Alliance pour l'ambition climatique, qui réunira des États, des villes, des entreprises et la société civile autour de toutes ces questions. En fait, le Chili s'est engagé il y a quelques mois à être un pays sans carbone, et nous prenons cet engagement très au sérieux. Pour atteindre cet objectif, nous avons mis en place un plan qui repose sur quatre piliers : la décarbonisation totale de notre filière énergétique; le passage d'un système de transport public à un système entièrement basé sur l'électricité et non sur les combustibles fossiles; des normes d'efficacité énergétique dans tous les secteurs; et un plan ambitieux pour la protection, la conservation et le reboisement des forêts que nous avons au Chili.

Tout cela se fera dans le contexte d'une loi-cadre sur les changements climatiques qui définit clairement les stratégies, les instruments et les délais pour atteindre

cet engagement zéro carbone. Pour cette grande mission, nous devons utiliser tous les instruments que la science et la technologie, qui sont nos grands alliés, mettent à notre disposition et laisser derrière nous une culture du jetable et assumer une culture du recyclable. Nous devons abandonner le concept d'économie linéaire et adopter le concept d'économie circulaire qui réutilise ses propres déchets.

Le chemin ne sera pas facile; il exige de l'ambition. L'ambition exige un financement, mais il est vrai aussi que le financement suit toujours l'ambition. C'est pourquoi je veux demander aux dirigeants du monde et à tous les hommes et femmes de bonne volonté de reconnaître que le temps est révolu, que nous devons passer du diagnostic du débat à l'action pure et simple, et que nous devons mettre de côté cette fausse dichotomie entre croissance économique et protection de l'environnement. Ou le développement est durable, ou il ne sera pas, parce que ces deux concepts ne se font pas concurrence, mais se complètent.

Bien entendu, nous devons accroître considérablement les investissements dans l'innovation et la technologie afin de mieux relever ces défis. Ce sont les moteurs qui nous permettront de concilier le développement, si nécessaire, avec le soin de la nature, si urgent. Nous allons également devoir mobiliser beaucoup plus de ressources que nous n'en avons mobilisées et que nous nous sommes engagés à fournir pour aider les pays les plus vulnérables à se joindre également à cette noble cause. Depuis les confins du monde, depuis l'extrême sud de notre planète, nous invitons tous les gouvernements et tous les secteurs de la société à se joindre à la Conférence des Parties au Chili et à s'engager dans ce grand défi de notre génération. C'est une bataille qui dépend encore de nous et, par conséquent, nous ne pouvons pas simplement continuer à l'ignorer. C'est le grand défi de notre génération : nous devons changer de cap après avoir fait fausse route des décennies durant et traiter notre planète de façon différente si nous voulons assurer la survie de l'être humain.

Du haut de cette même tribune (voir A/73/PV.10), l'année dernière, j'ai reconnu certaines erreurs et certains problèmes de mon pays et j'ai évoqué ce qui se passait dans certaines régions que l'on qualifiait de zones sacrifiées et qui ont causé de graves dommages à des milliers de personnes. Mais il ne suffit pas de le reconnaître, il faut également agir. C'est pourquoi nous avons dû affronter avec détermination et volonté

mais aussi avec un sentiment d'urgence les problèmes de pollution et d'intoxication, qui avaient touché de nombreuses personnes dans les communes de Quintero et Puchuncaví. Je voudrais dire qu'aujourd'hui, nous mettons en œuvre un plan renouvelé et exigeant pour dépolluer ces communes, un plan qui applique des normes aussi strictes que la norme d'émissions de l'Union européenne et qui prévoit un renforcement du système de santé et un réseau modernisé de suivi en ligne, placé sous le contrôle de l'État. Nous nous sommes également adjoint la collaboration de l'Institut météorologique finlandais, spécialisé en la matière, qui a réalisé un diagnostic approfondi et formulé une série de recommandations fort utiles pour venir à bout de cette situation.

Ce même constat s'applique à notre planète. Si nous restons les bras croisés, il est possible que la planète entière soit transformée en zone sacrifiée dans un avenir très proche. Nous ne pouvons le permettre. Il y a quelques jours, la une du *New York Times* indiquait qu'un quart de l'humanité faisait face à de graves problèmes d'approvisionnement en eau. Le Chili, le Mexique, l'Inde, l'Afrique du Nord et la Californie étaient parmi les régions les plus vulnérables. C'est le lieu ici d'évoquer la sécheresse étendue et intense qui frappe notre pays depuis plus de 10 ans et qui se traduit par une forte diminution du débit des fleuves, des niveaux d'eau dans les réservoirs, de l'accumulation de la neige dans la cordillère et de tous les autres indicateurs. C'est pourquoi nous abordons cette question avec un sentiment d'urgence, mais aussi d'efficacité. Nous avons ainsi pris des décrets relatifs à la pénurie d'eau et aux urgences agricoles afin d'assurer l'approvisionnement en eau de la population et d'aider les petits et moyens agriculteurs, qui souffrent tant de la sécheresse. Nous intégrons des technologies modernes qui permettent une meilleure utilisation de l'eau dans tous les secteurs de notre économie, y compris l'irrigation technicisée dans le secteur agricole. Nous accélérons la mise en œuvre d'un plan de construction dans lequel nous avons donné la priorité à 26 réservoirs et avançons dans l'exécution d'un plan visant à recharger les réserves aquifères naturelles qui se trouvent dans le sous-sol de notre pays. Nous nous employons, bien entendu, à améliorer la réutilisation de l'eau grâce au traitement des eaux grises et des eaux usées. Toutefois, il va sans dire que le règlement de ces problèmes prend du temps.

Je voudrais également évoquer aujourd'hui un problème qui touche l'économie mondiale dans son ensemble. Nous assistons à un ralentissement

inquiétant de l'économie mondiale. Le commerce et les investissements internationaux stagnent. La guerre commerciale et tarifaire qui oppose depuis trop longtemps déjà les deux plus grandes puissances du monde, l'érosion du libre-échange, l'apparition de foyers permanents de protectionnisme, l'inefficacité croissante et la paralysie de l'Organisation mondiale du commerce, incapable de prévenir ou de sanctionner des mesures protectionnistes qui portent préjudice à l'économie dans son ensemble, sont autant de signaux qui entravent la croissance de l'emploi et minent la qualité de vie de nos peuples.

Aujourd'hui, alors que nous avons réalisé d'énormes progrès technologiques, nous devrions avancer plus que jamais sur la voie de l'intégration. Il nous faut reconstruire un ordre économique multilatéral qui soit respecté et fondé sur des règles connues et observées par tous, qui promeuve le libre-échange, l'intégration et les flux d'investissement, qui combatte le protectionnisme, qui lève les obstacles au commerce, qui harmonise les réglementations et établit des règles universelles, qui empêche et sanctionne les comportements unilatéraux menaçant cet ordre international. C'est pourquoi il est essentiel de moderniser sans plus tarder l'Organisation mondiale du commerce et de renforcer la collaboration internationale.

En novembre de cette année, le Chili accueillera le sommet de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique, qui rassemble des économies représentant les deux tiers du produit intérieur brut mondial. Nous formons le vœu que nous pourrions, à cette occasion, réaliser d'importants progrès dans le domaine du libre-échange et de la lutte contre le protectionnisme. Je voudrais toutefois me permettre une réflexion. Alors même que le monde a plus que jamais besoin de chefs de file pour mener la lutte dans des domaines comme les changements climatiques, le réchauffement planétaire, le libre-échange et l'intégration, il semble déraisonnable que les deux grandes puissances, au lieu de collaborer et de prendre les rênes pour s'attaquer efficacement à ces problèmes, s'affrontent, créant une absence de leadership aussi grave que périlleuse. Enfin, je voudrais souligner qu'il n'y a pas d'incompatibilité ni de conflit entre le fait de penser à un monde globalisé et celui d'être patriote. Il n'y a pas d'opposition; ce sont deux côtés de la même médaille qui nous permettent d'atteindre cet équilibre entre intégration et identité nationale que nous appelons de nos vœux.

Avant d'en venir à mon propre pays, j'aimerais mentionner un point vital pour notre continent, l'Amérique latine. Nous devons mettre fin à la dictature odieuse et cruelle qui frappe le peuple vénézuélien, une dictature corrompue et incompétente, qui ne respecte ni les libertés ni les droits de l'homme et qui entretient des liens indéniables avec le trafic de drogue. Sous cette dictature, le Venezuela, qui était l'un des pays les plus riches d'Amérique latine, disposant des plus grandes réserves pétrolières du monde, et qui était un modèle de démocratie pour notre continent, s'est retrouvé plongé dans une profonde crise politique, économique, sociale et morale, qui menace la vie même de ses habitants en raison du manque de nourriture et de médicaments. Leur seul recours a été d'émigrer en masse. Plus de 4,5 millions de Vénézuéliens ont quitté leur pays par manque de possibilités ou en quête d'un meilleur avenir pour leur développement. Il ne fait aucun doute que c'est une cause qui engage toute l'Amérique latine.

Je voudrais conclure mon allocution en évoquant le Chili. Chaque génération a une mission à remplir. Les pères de la patrie de notre pays ont conquis la liberté et l'indépendance et nous ont légué une patrie libre. La génération qui nous a précédés a su conquérir la liberté et rétablir la démocratie de manière exemplaire. Notre génération a un nouveau défi à relever : vaincre la pauvreté et parvenir au développement. Elle doit le faire dans la paix et l'unité, afin que tous mes compatriotes aient la possibilité de développer leurs talents, qui sont nombreux, tout en ayant l'assurance d'une vie vécue dans la dignité; bref, une patrie où chacun peut rechercher le bonheur et une vie plus épanouie, plus heureuse avec ses être chers et sa famille. Telle est notre mission, la mission à laquelle nous nous sommes engagés et à l'aune de laquelle nous nous serons jugés par les générations futures. Ces générations, qui sont nos enfants et nos petits-enfants, nous ne pouvons les décevoir et nous ne les décevrons pas.

Je demande à Dieu d'illuminer notre chemin et de bénir les Chiliens et tous les peuples du monde.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Chili de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Sebastián Piñera Echenique, Président de la République du Chili, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Emmanuel Macron, Président de la République française

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République française.

M. Emmanuel Macron, Président de la République française, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Emmanuel Macron, Président de la République française, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le Président Macron : Nous nous retrouvons pour cette Assemblée générale alors même que le Secrétaire général a choisi le thème si important du climat et nous nous sommes réunis sur ce sujet hier, alors que l'impatience partout s'exprime et alors que tout dans le monde qui nous entoure, en tous cas beaucoup de choses, pourrait nous conduire à être pessimistes. Nous ne sommes pas au rendez-vous des exigences qui sont les nôtres, des objectifs que nous nous sommes donnés à nous-mêmes en matière de lutte contre le réchauffement climatique comme en matière de lutte pour la biodiversité. Les tensions sont multiples, à un niveau inédit dans certaines régions du globe, lorsqu'on voit ce qui, ces derniers jours, s'est encore déroulé dans le Golfe et lorsqu'on voit les défis qui sont devant nombre de nos amis ici présents, au Sahel en particulier, dont je retrouve ici les visages amis, et dans tant d'autres régions.

Ces conflits sont de plus en plus durs, cruels, à l'égard des populations civiles, des personnels humanitaires, des défenseurs des droits. Comme le dit David Miliband, c'est l'âge de l'impunité qui s'est ouvert. Les tensions commerciales se multiplient, les inquiétudes sont croissantes quant aux changements technologiques et à leurs conséquences. Je ne veux pas ici dresser un tableau pessimiste, et je sais votre fatigue d'écouter déjà de nombreux discours depuis ce matin pour vous épargner la litanie de toutes les raisons de désespérer. Néanmoins, nous avons tout pour répondre à ces défis, tout, et ce de manière inédite.

Nous avons d'abord la connaissance. Jamais la science dans le monde n'a été ainsi réunie pour pouvoir qualifier les défis qui sont les nôtres et entrevoir les moyens d'y répondre, du Groupe d'experts

intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) à la Plateforme intergouvernementale science-politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, jusqu'à ce que nous sommes en train de construire sur les révolutions technologiques, cela est décrit. Chaque année un peu plus, nous savons.

Nous avons le financement, qui ne manque pas à travers la planète. Nous avons la capacité d'innovation inégalée et qui, sur nombre des sujets que j'ai évoqués, est aussi un moyen de répondre à ces défis, de lutter contre la pauvreté, de stabiliser, de répondre aux grands changements que je viens de mentionner. Nous avons une conscience inédite de ces maux contemporains, notre jeunesse, quand il s'agit du climat ou des libertés et, je dois le dire, nos opinions publiques informées comme elles ne l'ont jamais été jusqu'alors. Et nous avons un cadre, ici-même, le cadre des États libres qui se reconnaissent mutuellement et qui sont censés travailler pour le bien commun et préparer l'avenir de l'humanité, répondre à ces crises contemporaines, comme nous avons les cadres du multilatéralisme régionaux sur de nombreux sujets ou thématiques quand il s'agit du commerce ou de la coopération économique.

Alors qu'est-ce qu'il nous manque? Qu'est-ce qui fait que nous enchaînons des discours en donnant le sentiment à nos peuples que nous n'arrivons pas à répondre à leur angoisse?

À y réfléchir, en me préparant à m'exprimer devant l'Assemblée, je me remémorais un texte qui m'a souvent accompagné, et qui est celui que Soljenitsyne eut à Harvard en 1978 sur le déclin du courage. Il nous manque le courage, beaucoup, souvent, et au fond, aujourd'hui, je voulais simplement dire à l'Assemblée que l'appel que je voudrais lancer, ce serait celui du retour du courage, sur deux sujets déjà, simplement, pour commencer : le courage de savoir bâtir la paix et le courage de la responsabilité.

Le courage de savoir bâtir la paix, d'abord, parce qu'il faut du courage pour cela, parce que c'est une prise de risque à chaque fois, bâtir la paix, qui consiste à ne pas simplement défendre ses intérêts premiers, ses positions qui ont parfois conduit à l'escalade ou aux tensions. Dans toutes les régions du globe, bâtir la paix, c'est prendre le risque, le risque du dialogue, du compromis, de la reconstruction de la confiance. Et dans tant de régions, c'est ce dont nous avons besoin. C'est ce dont le Moyen-Orient, aujourd'hui, a besoin. C'est ce dont la région du Golfe a besoin. Le courage, ce ne sont pas

des tensions, des provocations, des répliques. C'est une concertation exigeante, suivie de manière transparente.

Dès ma première expression devant cette assemblée (voir A/72/PV.4), j'ai dit ma conviction, sur le sujet iranien, que la stratégie de pression sur la question nucléaire iranienne ne pouvait conduire qu'à un accroissement des tensions dans la région si elle n'avait, au fond et avant tout, une perspective claire de solution diplomatique. En 2018, après le retrait américain de l'Accord de Vienne de 2015, j'ai proposé un cadre global permettant de préserver le Plan d'action global commun et de le compléter par une approche élargie permettant de traiter les questions posées par le programme nucléaire iranien après 2025, le rôle de l'Iran dans les crises régionales et son programme balistique. Où en sommes-nous aujourd'hui?

À la stratégie américaine et à la volonté européenne, russe et chinoise de préserver, quant à eux, l'accord de Vienne de 2015, l'Iran a répondu par une stratégie de pression maximale sur son environnement régional. Dans ce contexte, la montée des tensions fut, ces derniers mois, constante et les attaques du 14 septembre contre l'Arabie saoudite ont changé la donne. À partir de là, aujourd'hui, le risque est celui de l'embrasement sur la base d'une erreur de calcul ou d'une réponse non proportionnée. La paix est à la merci d'un incident qui dégénère, et les conséquences pour toute la région et au-delà seraient trop graves pour nous résoudre à vivre ainsi au bord du gouffre.

Alors que faire? Plus que jamais, je le crois très profondément, le temps est à la reprise des négociations entre les États-Unis d'Amérique, l'Iran, les signataires du Plan d'action global commun et les puissances de la région concernées au premier titre par la sécurité et la stabilité de celle-ci.

Quels doivent être les termes, les objectifs de ces négociations? D'abord, la pleine certitude que l'Iran ne se dote jamais de l'arme nucléaire. Ensuite, une sortie de crise au Yémen. Troisièmement, un plan de sécurité régional intégrant les autres crises de la région et la sécurité des flux maritimes. Enfin, une levée des sanctions économiques.

Je n'ai aucune naïveté, et je ne crois pas non plus aux miracles. Je crois au courage de bâtir la paix, et je sais que les États-Unis d'Amérique, que l'Iran, que tous les signataires de cet accord ont ce courage. C'est avec la même conviction que nous poursuivrons notre travail, longuement discuté ces dernières semaines et

lors du sommet du Groupe des Sept (G7) de Biarritz, sur la Syrie, la Libye, le Sahel.

En Syrie, je veux ici saluer les annonces encourageantes faites hier par le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, et une avancée décisive dans la constitution, enfin, de la commission constitutionnelle tant attendu. Nous regardons tous la situation humanitaire à Edleb avec vigilance et exigence. Nous sommes tous attachés à la stabilité de la Syrie dans toutes ses régions et à la protection de l'ensemble des populations, et nous continuerons d'œuvrer pour la construction d'une solution politique durable et inclusive en Syrie. Elle passe par le travail de cette commission constitutionnelle, elle passe dans le même temps par une sécurisation du territoire syrien pour permettre un retour volontaire et en toute sécurité des réfugiés. Elle passe aussi par un processus électoral libre qui aura à intégrer l'ensemble des citoyens syriens.

S'agissant de la Libye, le sommet du G7 a rappelé nos objectifs et nos convictions. Je crois très profondément qu'aujourd'hui, nous avons besoin avec force d'une conférence interlibyenne de réconciliation et d'un engagement fort de l'Union africaine aux côtés de l'Organisation des Nations Unies pour ce faire. Beaucoup d'initiatives ont été prises. Je salue l'engagement de l'Allemagne, je salue l'engagement de toutes les parties prenantes qui veulent bâtir la paix. Mais la paix durable ne sera construite que sur la base d'une réconciliation entre les Libyens.

Au Sahel, l'Assemblée connaît l'engagement de la France, il est constant et réaffirmé. L'avenir est là aussi dans la construction d'une coopération durable dans la région entre les cinq pays membres du Groupe de cinq pays du Sahel, l'engagement de nos armées, l'implication des Nations Unies et la nécessité qui est aujourd'hui la nôtre de changer le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et de pouvoir pleinement intégrer nos objectifs : la lutte contre le terrorisme, la sécurité durable au Sahel dans les missions que nous nous sommes données à nous-mêmes. Passer la MINUSMA sous Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, continuer à engager l'ensemble des armées de la région, réengager toutes les forces de sécurité de la région dans cette lutte contre le terrorisme et engager notre énergie dans le développement et la stabilisation sont indispensables. Ce sont là autant de situations où le dialogue et la construction de solutions politiques sont la clef du succès.

Ce courage de bâtir la paix, c'est celui que nous avons vu ces derniers mois à l'œuvre de manière inattendue et insoupçonnée au Soudan grâce à la force du peuple soudanais, grâce à la capacité de dialogue entre l'armée et le peuple, grâce au travail là aussi de l'Union africaine et au rôle de l'Éthiopie, dont je veux saluer ici dans toute la région la clairvoyance et l'engagement.

C'est ce même courage de bâtir la paix qui est aujourd'hui requis en Ukraine. Le Président Zelensky a amorcé des premiers pas, le Président Poutine a su lui répondre, des progrès ces dernières semaines ont été faits. Nous connaissons là aussi notre horizon et les prochaines étapes : les Accords de Minsk et la capacité à bâtir sur le terrain, enfin, une paix durable. Dans les prochaines semaines, nous tiendrons ainsi un sommet en format Normandie au niveau des chefs d'État et de gouvernement.

Sur chacun de ces sujets, la question qui nous est à chaque fois posée est la suivante : comment recréer un cadre de coopération efficace entre États? Et je crois que c'est possible. Je ne crois pas que les problèmes qui sont aujourd'hui les nôtres ne se règlent dans la dilution des responsabilités et, en quelque sorte, un mondialisme qui oublie les peuples, et je rejoins à cet égard ce que le Président Trump a pu dire ce matin. Et je ne crois pas non plus que les crises que nous vivons se règlent davantage par le repli nationaliste. Je crois très profondément dans le patriotisme en tant qu'il est tout à la fois l'amour de la patrie et l'aspiration à l'universel. Je crois très profondément dans la souveraineté en tant qu'elle est à la fois l'autonomie pour soi-même et la nécessité de coopérer.

Ce qu'il nous faut aujourd'hui, c'est réinventer ce que je définissais dans mon dernier discours à l'Assemblée générale comme un multilatéralisme fort (voir A/73/PV.6). Il ne faut pas dire que notre multilatéralisme est fatigué, que nous ne nous écoutons plus nous-mêmes et que nous n'avons plus aucune efficacité. Il faut acter qu'il n'y a pas de solution sur le repli national, qu'il n'y a pas de solution sans coopération, mais que cette coopération doit produire des résultats concrets et engager des acteurs nouveaux. Nous avons démontré l'efficacité de ce multilatéralisme fort et contemporain.

Je crois que nous l'avons fait sur le climat lorsqu'après la décision américaine de retrait de l'Accord de Paris, nous avons lancé le One Planet Summit avec les Nations Unies et la Banque mondiale. Il a permis de garder la cohésion, d'engager des acteurs nouveaux, des

investisseurs et des entreprises – nous l'avons encore vu hier lors du sommet organisé par l'ONU –, en engageant des acteurs nouveaux, en créant la dynamique et en résistant au délitement.

À cet égard, la ratification russe annoncée hier de ce même accord signe une forme de réussite de ces démarches, et ce que nous avons su engager sur de nombreux sujets des coalitions le signe aussi. C'est le même multilatéralisme fort et pragmatique que nous avons adopté pour lutter contre le terrorisme sur Internet par le processus d'Aqaba, l'appel de Christchurch le 15 mai dernier à Paris, et je veux saluer ici l'engagement du Roi de Jordanie et de la Première Ministre de Nouvelle-Zélande.

Hier, nous avons marqué une avancée : 50 pays ont rejoint cette initiative, des plateformes se sont engagées pour prendre des protocoles opérationnels et retirer les contenus terroristes. Nous irons encore plus loin, mais nous avons une réponse concrète, véritable. Il nous faut poursuivre cette capacité à bouger, à innover et à répondre aux défis contemporains. C'est aussi l'esprit du partenariat, de l'information et de la démocratie. Il nous faut maintenant l'inventer en matière de sécurité.

La grande difficulté qui est la nôtre aujourd'hui, c'est que nous ne savons plus stabiliser un monde de plus en plus conflictuel, alors que nous sommes sortis d'un duopole dans lequel nous avons vécu pendant des décennies. Nous n'avons plus vraiment les garants en dernier ressort de nos équilibres profonds. Alors, les désordres se sont installés, et alors on tarde souvent à régler efficacement les choses. Je crois très profondément que ce courage de bâtir la paix passe par la réaffirmation de nos valeurs, celles des droits de l'homme et de la dignité de la personne humaine, qui ne saurait souffrir d'aucune forme de relativisme contemporain. Il passe par un réengagement concret sur l'ensemble des théâtres d'opération que j'évoquais à l'instant pour bâtir la paix et la stabilité et proposer aux peuples des solutions concrètes.

Je pense ensuite au courage de la responsabilité sur beaucoup des défis qui sont les nôtres : quand nous parlons des biens communs contemporains, du climat, de l'éducation, des inégalités, nous pouvons dire que nous savons, nous voyons. Nous avons aujourd'hui tous les experts qui nous disent et nous décrivent avec un détail inédit la situation de notre monde. Si nous nous sommes affaiblis, c'est que nous avons trop souvent décidé de remettre la vérité en cause, de contester les faits, de privilégier le court terme, parfois de protéger

certains intérêts, et la perte de sens s'est installée. Mais la réalité est là.

Les inégalités ont réaugmenté dans notre monde entre les pays, au sein de nos pays. Notre capitalisme contemporain s'est mis à dysfonctionner, produisant un niveau d'inégalités inédit. Nous n'arrivons plus à régler la grande pauvreté et les nouvelles formes d'inégalités : inégalités d'opportunités, inégalités de genre, inégalités d'accès à l'éducation dans les régions les plus pauvres, inégalités devant la santé pour accéder aux traitements requis, inégalités climatiques quand on parle des pays les plus vulnérables ou des régions les plus pauvres frappés encore davantage par le réchauffement ou la raréfaction de la biodiversité.

Sur tous ces sujets, j'avais, l'année dernière, devant l'Assemblée, présenté l'agenda proposé pour le G7 et la volonté de mettre au cœur de celui-ci la lutte contre les inégalités. Je voulais très rapidement en rendre compte ici et je crois que, sur ce sujet, c'est une contribution que nous pouvons collectivement apporter pour qu'une réponse commence à émerger, pour que nous puissions accompagner l'engagement collectif déjà porté dans le cadre des objectifs de développement durable. C'est sortir du court terme, c'est décider de changer notre système. Nous nous sommes engagés collectivement, d'abord, pour un agenda très volontariste pour l'Afrique, pour le Sahel, sa sécurité, sa stabilité, son développement – plus largement pour avoir un véritable agenda de sécurité, de développement, de réciprocité avec l'Afrique. C'est dans ce cadre qu'au mois de juin prochain, nous accueillerons en France un sommet Afrique-France, basé sur des partenariats économiques et l'implication des sociétés civiles dans cet esprit de réciprocité profond.

C'est ensuite un agenda en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Nous avons, à Biarritz, lancé l'Initiative pour favoriser l'accès des femmes au financement en Afrique (Initiative AFAWA) à une hauteur de 251 millions d'euros, pour soutenir les femmes entrepreneures en Afrique, et nous veillerons, avec Angélique Kidjo, à ce que les projets soient rapidement engagés. C'est une initiative proposée par les femmes africaines, opérée par la Banque africaine de développement, et pour laquelle les grandes puissances économiques ont décidé d'investir pour l'accompagner.

Nous avons soutenu le fonds du docteur Mukwege pour la protection des victimes de violences sexuelles, lancé le Partenariat mondial pour l'égalité, que nous avons élargi à l'occasion de la présente Assemblée

générale et qui consiste, pour les États qui le rejoignent, à prendre au moins une mesure nationale en faveur des droits des femmes, en s'inspirant des meilleures pratiques dans le monde.

Ce combat pour l'égalité femmes-hommes est essentiel. Il est essentiel parce qu'il n'est pas gagné dans nos sociétés, parce que les féminicides continuent, en France comme dans tant d'autres États. Nous devons donner un statut juridique à ce sujet et bâtir une action efficace pour l'éradiquer encore davantage que nous ne l'avons fait, parce que nous voyons, dans tant d'États, reculer l'égalité entre les femmes et les hommes, remettre en cause les droits des femmes à disposer de leur corps et les acquis des décennies passées, parce que partout où l'inégalité entre les femmes et les hommes s'installe, c'est le recul de civilisation, c'est l'obscurantisme qui monte, c'est le terrorisme qui grandit, c'est le recul de l'éducation. C'est le recul, aussi, de la croissance, parce que c'est se priver, dans chacun de ces pays, de la moitié de la richesse potentielle.

C'est aussi pour cela que nous soutenons fortement les Nations Unies sur cet agenda. Sur ces trois principes d'action, émanciper, protéger, assurer une égalité réelle, nous allons agir en vue du Forum Génération Égalité, qui se tiendra à Paris en juillet 2020, 25 ans après la Déclaration et le Programme d'action de Beijing, qui avait alors marqué l'histoire de l'Organisation. Il est hors de question de reculer. C'est une nouvelle étape que nous devons franchir.

C'est cette bataille aussi et ce courage de la responsabilité que nous devons avoir en matière de santé. Là aussi, nous observons, aujourd'hui encore, de trop nombreux reculs, des difficultés d'accès aux traitements dans certaines régions, encore aujourd'hui, malgré les efforts. Le 10 octobre prochain, à Lyon, se tiendra la conférence pour la reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. C'est à cette tribune qu'en 2002, Kofi Annan avait appelé à la création d'un fonds mondial de lutte contre les inégalités face à la possibilité de guérir de maladies mortelles. Il a été créé ensuite, avec l'appui alors du Groupe des Huit, et les résultats sont là : 32 millions de vies sauvées.

Je le dis ici, l'élimination des grandes pandémies est à portée de notre action. Il s'agit de sauver 16 millions de vies dans les années qui viennent. Il s'agit simplement de dire que plus personne ne peut comprendre que, pour des raisons financières, que, pour des raisons d'inégalités, il soit aujourd'hui impossible d'accéder à des traitements pour prévenir ou guérir de

telles maladies, d'empêcher que ces maladies regagnent du terrain. C'est pourquoi il nous faut, à Lyon, 14 milliards de dollars. Nous avons trois semaines, et nous mettrons toute notre énergie pour que, à nouveau, le Fonds mondial soit au rendez-vous de notre ambition.

Sur le climat, enfin, car c'est là aussi une lutte contre les inégalités et c'est un des sujets sur lesquels le courage de la responsabilité doit s'illustrer. Au fond, il y a un paradoxe constant en matière climatique, auquel nous sommes en train, collectivement, de nous habituer. Au fond, on a donné un cadre à l'impatience de notre jeunesse, on lui donne la possibilité de s'exprimer, on lui dit : « on vous entend, c'est formidable. » Et de l'autre côté, on continue encore trop souvent à faire comme avant. Cela ne tiendra pas. Cela ne tiendra pas.

Je veux ici saluer l'engagement du Secrétaire général, et dire qu'en matière de lutte contre le réchauffement climatique et de protection de la biodiversité, il nous faut passer, plus fortement encore, aux actes concrets, et changer en profondeur notre organisation collective, le système lui-même – non pas chercher à le compenser ou à le corriger, mais le changer nous-mêmes avec l'ensemble de nos investisseurs, de nos entreprises, de nos sociétés.

D'abord, il faut revoir à la hausse nos ambitions. C'est essentiel si nous voulons avoir une chance de limiter la hausse des températures en-dessous des deux degrés d'ici à la fin du siècle. Pour cela, il faut agir en 2020. En Europe, nous devons prendre, en 2020, les décisions qui s'imposent en matière, en particulier, de taxation carbone, avec un vrai prix minimum rehaussé, avec une taxation aux frontières. Si nous n'avons pas convaincu certains partenaires de suivre cet agenda, ces décisions courageuses s'imposent, et c'est maintenant.

Il nous faut engager plus largement l'ensemble des pays dans une stratégie de neutralité carbone 2050. Plusieurs ont rejoint cette coalition. Le Président Piñera Echenique l'a présentée à l'instant devant l'Assemblée. Nous devons continuer de convaincre, d'engager sur cette indispensable stratégie. L'Inde vient d'indiquer sa volonté de rejoindre cet agenda et cette coalition. Je sais tout le volontarisme aussi de la Chine en matière climatique, si important ces dernières années.

Je sais qu'ensemble, si nous nous engageons sur la neutralité carbone, nous pouvons, en profondeur, changer les choses pour être au rendez-vous de nos objectifs. À ce titre, la vingt-cinquième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur

les changements climatiques (COP25), qui se tiendra au Chili, puis la COP26, en Europe, seront des rendez-vous décisifs.

La deuxième chose, c'est de remettre en cohérence nos agendas et nos actions. Je l'ai dit hier, mais nous ne pouvons pas dire : « On fait tout formidablement bien, rassurez-vous », et continuer dans tant de pays à être dépendants du charbon. Il faut que chacun – avec les contraintes qui sont les siennes, en ayant l'aide de la communauté internationale, les bons financements, en respectant chaque composante de nos sociétés, bien sûr – mais il faut que chacun s'engage sur une stratégie de sortie du charbon.

Il faut ensuite que les grands pays de ce monde arrêtent de financer de nouvelles installations polluantes dans les pays en voie de développement. Nous continuons, encore aujourd'hui, à avoir du financement export et des projets, dans tant de pays, financés par des pays développés, qui consistent à ouvrir de nouvelles structures polluantes, et, en quelque sorte, à dire aux pays en voie de développement, à dire aux pays les plus pauvres : « Vous, le changement climatique, ce n'est pas fait pour vous. Vous pouvez continuer à polluer, c'est bon chez vous. » C'est incohérent, c'est irresponsable. Soyons lucides avec nous-mêmes. Nous devons engager l'ensemble de nos banques de développement, comme nous avons commencé à le faire dimanche, vers une réorientation des financements vers les énergies renouvelables, partout, parce qu'en Afrique, en Asie, sur le continent américain, ou dans le Pacifique, l'avenir de la production énergétique, c'est, là aussi, de sortir du charbon, de ne plus dépendre du charbon.

De la même manière, il nous faut bâtir un fonds climat à la hauteur de ces ambitions. Le rendez-vous est dans quelques semaines, là aussi à Paris, pour la reconstitution du Fonds vert pour le climat et j'en appelle à nos grands partenaires sur ce sujet pour qu'ils apportent leurs financements indispensables. Nous sommes plusieurs à avoir déjà doublé, engagez-vous, engagez-vous, c'est décisif.

Sur ce sujet de la cohérence, comme je l'ai dit hier, nous ne pouvons plus avoir des stratégies commerciales d'ouverture libre-échangiste qui n'intègrent plus dans leur propre agenda l'objectif climatique. Elles doivent se conjuguer. Je crois à l'ouverture et au libre-échange, mais je ne crois qu'au libre-échange raisonné qui doit permettre d'intégrer l'objectif zéro carbone et zéro déforestation. Cela veut dire qu'à chaque fois, il faut construire les solutions compatibles, qu'à chaque fois,

il faut trouver les mesures de compensation, mais qu'on ne peut pas conduire certains pays à faire des efforts et continuer à commercer avec ceux qui n'en font pas, qu'on ne peut pas continuer à faire des déclarations à cette tribune et continuer à importer dans le même temps des produits qui font l'inverse.

Cela ne se fera pas en un jour. La France elle-même importe encore trop souvent des produits qui conduisent à la déforestation. Cela suppose des changements en profondeur, cela suppose des stratégies partenariales avec les pays d'origine, avec nos entreprises, avec nos financeurs. Je ne suis pas en train de dire que tout va bien en France et que nous avons tout bien fait, loin de là. Mais si collectivement, nous ne sommes pas responsables, transparents et nous n'acceptons pas la cohérence entre nos actes et nos mots, entre nos agendas commerciaux et climatiques, nous n'y arriverons jamais, jamais. Cela prendra quelques années, mais il faut commencer maintenant.

Il y a deux sujets sur le climat que je veux souligner ici avant de conclure, si nous voulons réussir cette bataille : c'est la forêt et l'océan. Ces deux batailles sont essentielles pour réduire les émissions de CO2 et préserver nos équilibres en termes de biodiversité. Sur ces deux questions mondiales, nous sommes en train de perdre la bataille. Sur la forêt, nous avons, hier, par l'engagement de tous, marqué, je crois, une étape importante pour défendre la forêt amazonienne et la forêt africaine, c'est-à-dire la réserve de forêt primaire de notre planète.

Nous avons des pays qui se sont engagés, la France en fait partie, mais je veux saluer ici l'engagement au premier titre de l'Allemagne et de la Norvège. Nous avons été rejoints par des grands pays, des organisations internationales, des organisations non gouvernementales et la plupart des pays concernés par l'Amazonie, pour rester pudique à cette tribune. Que tous ceux qui veulent se joindre se joignent, mais nous avons besoin d'avancer. Et d'ici à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de Santiago, nous parachèverons des critères, là aussi, extrêmement efficaces et pragmatiques pour investir au plus près du terrain et trouver les solutions utiles pour favoriser les projets de reforestation, de protection de la biodiversité, d'agro-écologie, et tous les projets de développement économique de l'Amazonie et de la forêt africaine dans le bassin du Congo qui permettent le développement économique, la préservation de la forêt

et donc notre combat pour la biodiversité et en matière de lutte contre le réchauffement.

Ce combat pour la biodiversité, lui aussi, a des rendez-vous devant lui et des rendez-vous majeurs en 2020 avec le Congrès mondial de la nature de l'Union internationale pour la conservation de la nature en France et la quinzième Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique de Pékin. Là aussi, en 2020, nous devons avoir des actes clairs. Sur les océans, le rapport du GIEC est d'une cruauté accablante. Les faits sont là, nus, têtus : nous sommes en train de perdre la bataille. Nous avons commencé, à Biarritz, à bâtir des coalitions avec les grands transporteurs qui se sont engagés à réduire la vitesse. Cela n'est qu'un début, nous sommes très loin d'avoir gagné et je souhaite que nous engagions, comme nous sommes en train de le faire pour la forêt primaire, le même combat sur les océans pour engager là aussi des financements nouveaux, des actions concrètes et gagner cette bataille.

Ce sont sur tous ces sujets des premiers changements, des premières actions, mais je vous le dis ici avec beaucoup de force : ce que nous sommes en train collectivement d'essayer de faire est essentiel. C'est essayer collectivement de changer notre organisation collective politique, économique et sociale pour réduire les inégalités, mieux, pour les prévenir. Je ne crois pas que la bonne réponse face aux inégalités contemporaines croissantes, climatiques, d'opportunités et d'éducation, passe dans chaque pays par un agenda fiscal. Je crois que la bonne réponse passe, pour chaque pays, par l'éducation, l'accès à la santé et les politiques de prévention des inégalités ainsi que par plus de coopération internationale et un agenda assumé de lutte contre les inégalités.

Mais cela suppose, au fond, une forme d'agenda de réconciliation. Ce que nous sommes en train de voir poindre devant nous, c'est d'un côté, une rhétorique constante de la dénonciation. Et je l'entends, elle nous pousse à agir, mais elle n'est plus suffisante. Nous n'en sommes plus à dénoncer, nous savons. Nos prédécesseurs ont dénoncé il y a 20 ans, ils ont permis d'avoir des groupes d'experts. Il y a donc une rhétorique de la dénonciation qui est là. Et à côté de ça, chez certains, un confort de l'inaction, une habitude qui est celle du cynisme. Et, au milieu, il y a le groupe encombré, peut-être maladroit, de ceux qui essaient de faire.

Assumons de faire fortement, bâtissons ensemble cet agenda de réconciliation avec nos opinions publiques, avec notre jeunesse, avec nos entreprises,

avec nos investisseurs et les gouvernements de bonne volonté pour dire : « nous avons les faits, continuons à les établir et changeons dès à présent nos habitudes », nos habitudes de consommateurs, nos habitudes de producteurs, nos habitudes d'investisseurs, nos habitudes de gouvernements et de citoyens pour collectivement nous engager dans cet agenda de changement. Mais rester dans ce tandem de la dénonciation et de l'inaction ne mènera à rien.

Je crois très profondément que ce courage de la responsabilité, c'est de regarder les faits en face, de dire qu'il y a des choses qu'on peut faire tout de suite, d'autres qui vont prendre du temps parce que nous avons dans tous nos pays des producteurs qui ont parfois des dépendances à certains produits qui ne sont pas bons, parce que nous avons des peuples qui vivent dans des habitations qui ne sont pas parfaitement isolées, qui doivent se déplacer et polluent encore en se déplaçant, et nous ne pouvons pas les culpabiliser. Nous devons les aider à changer, nous devons leur proposer des solutions par l'innovation technologique, par l'investissement, par un vrai agenda de lutte contre les inégalités sociales et climatiques. Cet agenda de réconciliation, c'est ce que nous devons faire. C'est ce que je veux mener en France, ce que nous devons bâtir en Europe, ce que nous devons construire ici.

Voilà ce que je voulais dire à l'Assemblée. Je crois à ce courage de la responsabilité et, plus largement, je crois à ce retour du courage. En tout cas, je pense que nous n'avons pas d'autre choix, nous devons travailler ensemble. Nos grammaires ont changé, elles sont sans doute moins simples qu'hier et elles nous engagent davantage. Sur tous les sujets de sécurité, d'inégalité, de santé comme de climat, nous savons, nous aurons des comptes à rendre. Mais je ne crois pas davantage dans la facilité du pessimisme, je ne crois pas davantage dans la division. Je crois dans notre capacité à proposer, réfléchir, agir ensemble, à bâtir cet agenda de réconciliation qui permettra partout de retrouver aussi le goût de l'avenir.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République française de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Emmanuel Macron, Président de la République française, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

Allocution de M. Željko Komšić, Président de la Présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la Présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine.

M. Željko Komšić, Président de la Présidence collégiale de la Bosnie-Herzégovine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.

La Présidente par intérim (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Željko Komšić, Président de la Présidence collégiale de Bosnie-Herzégovine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

Le Président Komšić (*parle en bosniaque; interprétation en anglais assurée par la délégation*) : Je tiens tout d'abord à féliciter M. Muhammad-Bande de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session. Je saisis également cette occasion pour remercier M^{me} María Fernanda Espinosa Garcés, Présidente de l'Assemblée générale à sa précédente session.

Je voudrais mettre en exergue l'importance que revêt le moment présent. Dans un contexte politique et géopolitique pour le moins complexe, nous célébrerons l'année prochaine le soixante-quinzième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies. L'Organisation a été confrontée à de nombreux défis par le passé. Je suis convaincu que les sessions de l'Assemblée générale ont toujours été l'occasion de réunir les dirigeants des différents pays afin qu'ils puissent partager leurs opinions et leurs points de vue sur la situation du monde et, plus particulièrement, trouver des solutions optimales aux problèmes et défis de l'heure.

L'Organisation des Nations Unies a également été confrontée à une intensification des conflits dans différentes régions en 2019, ainsi qu'à une grave crise des migrants et des réfugiés, conjuguée au terrorisme, à l'extrémisme violent et à d'autres formes de violence perpétrées par divers groupes extrémistes. À cela s'ajoute la question de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030, dont nous débattons aussi à la présente session.

L'Organisation des Nations Unies a créé le forum politique de haut niveau pour le développement durable, une plateforme qui permet aux responsables politiques

de s'accorder sur des recommandations relatives au développement durable. La session du forum de cette année s'est tenue en juillet. À cette occasion, la Bosnie-Herzégovine a présenté pour la première fois son examen national volontaire au titre du suivi de la mise en œuvre des objectifs de développement durable dans le pays. Nous avons ainsi pu partager les expériences que nous avons acquises à l'heure d'accélérer la mise en œuvre du Programme 2030.

En adoptant ce programme mondial, la Bosnie-Herzégovine s'est engagée à lancer un processus systématique de suivi et de supervision de sa mise en œuvre afin d'intégrer les dimensions sociales, économiques et environnementales du développement. De l'avis de la Bosnie-Herzégovine, nous devons nous accorder sur un financement prévisible, cohérent et suffisant pour permettre la réalisation des objectifs du développement durable si nous voulons que la mise en œuvre du Programme 2030 soit couronnée de succès.

C'est pourquoi nous estimons que la réalisation des objectifs de développement durable doit véritablement et qualitativement contribuer à l'élimination de la pauvreté, à la réduction de la faim dans le monde, à la protection de l'environnement et à la lutte contre les changements climatiques dont les effets sont évidents. La Bosnie-Herzégovine considère que le Programme 2030 des Nations Unies est porteur de transformation et constitue une chance mais aussi un mécanisme de changement qui permettra de promouvoir de manière globale les aspects sociaux, économiques et environnementaux de la vie de nos populations. Aussi espérons-nous que l'examen des activités de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 en Bosnie-Herzégovine sera achevé d'ici à la fin de 2019 et présenté au forum politique de haut niveau qui se tiendra dans les prochaines années.

M. Amde (Éthiopie), Vice-Président, assume la présidence.

La Bosnie-Herzégovine estime qu'aujourd'hui, nous avons la possibilité de modifier le cours du développement en créant un environnement durable et autonome qui profitera à tous. C'est un véritable honneur pour la Bosnie-Herzégovine de participer à ce programme de transformation en tant que pays souverain et de contribuer aux efforts menés par la grande famille des nations. Notre coopération fructueuse avec l'ONU favorise la mise en œuvre du Programme 2030 et nous permet de partager avec les autres États Membres de l'ONU notre expérience et les enseignements tirés,

les défis que nous rencontrons et les pratiques que nous adoptons sur des questions vitales. Cela nous permet aussi de contribuer au renforcement de la coopération internationale.

Les activités liées au processus d'intégration euro-atlantique en Bosnie-Herzégovine, ainsi que l'alignement du système sociopolitique du pays sur l'acquis communautaire de l'Union européenne, sont au centre de l'évolution politique du pays, qui s'est engagé à poursuivre ses activités afin de stabiliser la situation et d'accélérer les processus de réforme engagés. L'avis de la Commission européenne sur la demande d'adhésion de la Bosnie-Herzégovine à l'Union européenne énumère de façon très précise toutes les réformes requises. Certaines exigent l'élimination et l'abrogation de la discrimination systémique à l'encontre des citoyens de mon pays, qui est malheureusement énoncée dans des dispositions de la Constitution de la Bosnie-Herzégovine, ainsi que dans divers textes législatifs. Pour ce faire, la Bosnie-Herzégovine doit parvenir à un niveau de maturité politique qui lui permettra d'entreprendre ces réformes sans déclencher de tensions sociopolitiques majeures.

Par ailleurs, la Bosnie-Herzégovine contribue activement aux efforts de sécurité dans notre région. À cet égard, je tiens à affirmer que la Bosnie-Herzégovine est un partenaire fiable, sérieux et déterminé de l'ONU, de l'Union européenne et de l'OTAN. Nous sommes particulièrement résolus à renforcer l'espace européen de sécurité. Nous sommes déterminés à lutter contre la criminalité organisée, le terrorisme et l'extrémisme violent, ainsi que l'immigration illégale, et à protéger la sécurité des frontières nationales dans le cadre de la gestion des migrations. S'agissant des défis internationaux qui se posent à l'heure actuelle, la Bosnie-Herzégovine souligne en particulier son attachement aux efforts mondiaux de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent.

Outre les réformes internes, la Bosnie-Herzégovine s'attache également à renforcer la coopération régionale, notamment pour ce qui est des projets d'infrastructure dans les secteurs des communications, des transports et de l'énergie. À l'échelon international, la Bosnie-Herzégovine est active au sein de l'ONU et d'organisations telles que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, le Conseil de l'Europe, l'Accord de libre-échange d'Europe centrale et d'autres initiatives régionales. À cet égard, nous voudrions souligner qu'au cours de la période précédente, la Bosnie-Herzégovine a assumé de manière remarquable

et active la présidence du Processus de coopération d'Europe du Sud-Est et de la *Migration, Asylum, Refugees Regional Initiative*, investissant des efforts supplémentaires et imprimant une forte impulsion à l'approche régionale afin de faire face aux défis qui se posent à nous aujourd'hui.

Les relations bilatérales entre la Bosnie-Herzégovine et les pays voisins sont au cœur de nos priorités en matière de politique étrangère. Elles doivent être à la base d'une amélioration continue de la coopération fondée sur des intérêts communs et les principes d'égalité, de respect mutuel, de respect de la souveraineté des États et de l'intégrité territoriale. On pourrait conclure de ce qui précède que la Bosnie-Herzégovine et les pays voisins entretiennent des relations solides et de qualité. Mais, en raison de certaines des politiques de nos voisins, nous constatons occasionnellement que leurs activités ont pour but de servir leurs intérêts politiques en Bosnie-Herzégovine. Cela provoque des tensions et déstabilise, dans une certaine mesure, mon pays; ce n'est ni un point positif, ni une contribution au développement des relations de bon voisinage souhaitées.

L'ONU a la responsabilité principale de la paix et de la sécurité internationales. Il ne faut pas perdre de vue le lien intrinsèque et complexe qui existe entre la paix et la sécurité, le développement et la coopération et, plus particulièrement, la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Avec la multiplication de conflits de plus en plus complexes, nous savons que l'Organisation des Nations Unies se heurte à un certain nombre de problèmes, en particulier sur le continent africain et au Moyen-Orient. Afin de trouver une solution appropriée aux nombreuses crises, la Bosnie-Herzégovine appuie les efforts que déploie l'ONU pour renforcer la diplomatie préventive au sein du Département des affaires politiques et de la consolidation de la paix. Il est particulièrement important que tous les différends soient réglés par des moyens pacifiques, conformément à l'Article 33 de la Charte des Nations Unies, qui demande expressément que les différends soient résolus de manière pacifique et en faisant montre de bonne volonté. Les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité représentent une forme d'appui au règlement pacifique de divers différends entre pays.

La Bosnie-Herzégovine surveille en permanence tous ces phénomènes et, dans la mesure de ses moyens, renforce ses capacités de lutte contre le terrorisme, la

criminalité transnationale et la production et le trafic de stupéfiants, ainsi que la traite des personnes qui se déroule dans le cadre des mouvements migratoires. La Bosnie-Herzégovine condamne fermement l'extrémisme violent et le terrorisme sous toutes ses formes et considère que tous les actes d'extrémisme et de terrorisme, quels qu'en soient la forme, le motif et les auteurs, sont des crimes injustifiables. Elle est attachée à la pleine application de toutes les résolutions du Conseil de sécurité visant à traduire en justice les personnes impliquées dans le financement, la planification, la préparation ou l'exécution d'actes terroristes.

Compte tenu du lien direct qui existe entre sécurité et développement durable et du rôle central que joue l'ONU dans le processus de consolidation de la paix et la création des conditions de base propices au développement des sociétés qui sortent d'un conflit, je tiens à souligner que la Bosnie-Herzégovine appuie les activités des Nations Unies visant directement à stabiliser les sociétés sortant d'un conflit par le renforcement des institutions, notamment celles ayant trait à l'état de droit, à la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, à la sécurité et aux processus de réintégration et de réconciliation.

La Bosnie-Herzégovine se déclare préoccupée par l'escalade actuelle de la violence dans le monde, en particulier au Moyen-Orient. Je saisis cette occasion pour demander l'arrêt des combats et la recherche de solutions pacifiques. La Bosnie-Herzégovine a une position de principe, à savoir que la protection des civils, le respect des droits de l'homme et le droit humanitaire sont des priorités dans les relations internationales.

La politique étrangère de la Bosnie-Herzégovine est axée sur le maintien et la promotion d'une paix et d'une sécurité durables dans toutes les régions du monde. Dans le domaine des relations internationales, les activités de la Bosnie-Herzégovine sont fondées sur les principes consacrés dans la Charte des Nations Unies, l'Acte final d'Helsinki et d'autres documents de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, ainsi que sur les principes généralement reconnus du droit international. La Bosnie-Herzégovine a ratifié ou adopté les documents internationaux majeurs dans ce domaine et est prête à coopérer pleinement avec d'autres pays, tant au sein des organisations et initiatives multilatérales pertinentes qu'au niveau bilatéral, afin de lutter efficacement contre la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs.

La Bosnie-Herzégovine plaide également en faveur de toutes les positions générales visant à promouvoir et à appuyer toutes les idées réalistes et efficaces qui permettront d'atteindre l'objectif ultime fixé, à savoir un monde exempt d'armes nucléaires. Conformément aux obligations découlant des dispositions de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité sur la prévention de la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, la Bosnie-Herzégovine s'attache à honorer ses engagements, en mettant l'accent sur le renforcement du dialogue et sur la coopération en matière de non-prolifération des armes de destruction massive, ainsi que sur diverses formes de coopération régionale.

La Bosnie-Herzégovine s'oppose catégoriquement à toute aide apportée à des acteurs non étatiques ou des entités qui tentent de mettre au point, de se procurer, de fabriquer, de posséder, de transporter, de transférer ou d'utiliser des armes nucléaires, chimiques ou biologiques et leurs vecteurs. En outre, elle contribue de manière active et directe aux missions de maintien de la paix des Nations Unies, l'une des composantes les plus visibles de l'ONU. En tant que pays souverain qui attache une importance particulière aux missions de maintien de la paix, la Bosnie-Herzégovine s'acquitte le mieux de sa contribution et manifeste son attachement au maintien de la paix en participant aux missions de maintien de la paix des Nations Unies et de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord. La Bosnie-Herzégovine se félicite de l'engagement pris par l'ONU d'appuyer la participation des femmes aux missions de maintien de la paix. Il me plaît tout particulièrement de souligner que nous sommes un des rares pays à avoir atteint depuis longtemps les objectifs qu'il s'était fixés, à savoir que le pourcentage de femmes participant aux missions de maintien de la paix dépasse les 20 %.

Je tiens notamment à souligner que l'accord sur la lutte contre l'exploitation et les atteintes sexuelles a été signé le 10 janvier entre l'ONU et la Bosnie-Herzégovine. Cet accord contraint mon pays à tenir responsable tout individu, civil ou en tenue, ayant commis un quelconque fait d'exploitation sexuelle ou une atteinte sexuelle dans le cadre des opérations de maintien de la paix des Nations Unies ou d'autres opérations humanitaires. Nous souscrivons également à une politique de tolérance zéro face à ce type de comportement déviant.

Le cadre juridique international est le socle de l'exercice des droits de l'enfant, et la Convention relative

aux droits de l'enfant est l'instrument fondamental qui permet de définir le cadre juridique et les politiques des pays parties à la Convention, avec un accent particulier sur le règlement des problèmes qui se posent en matière de droits de l'enfant. Le programme pour la période 2015-2019 conclu entre l'UNICEF et la Bosnie-Herzégovine est particulièrement important, car il contribue à l'application de la Convention relative aux droits de l'enfant, de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, de la Convention relative aux droits des personnes handicapées et du programme de développement pour l'après-2015.

La discrimination raciale, ainsi que d'autres formes de discrimination, sont insuffisamment réglementées par la Constitution de la Bosnie-Herzégovine. Toutefois, ces phénomènes déviants sont couverts au titre de plusieurs infractions inscrites dans le Code pénal de la Bosnie-Herzégovine, ainsi qu'aux échelons inférieurs de l'administration publique. Cela démontre clairement l'attachement des autorités de la Bosnie-Herzégovine à respecter, conformément aux principes de tolérance mutuelle, les droits fondamentaux de tous les citoyens qui vivent dans le pays, ainsi que ceux des résidents permanents ou des étrangers ayant obtenu un permis de séjour temporaire et résidant sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine.

Cela étant, comme je l'ai dit, des dispositions autorisant une discrimination systémique existent encore dans la Constitution de la Bosnie-Herzégovine, comme l'indiquent les quatre arrêts rendus par la Cour européenne des droits de l'homme, siégeant à Strasbourg, dans les affaires *Sejdić-Finci*, *Zornić*, *Pilav* et *Šlaku*, et l'avis de la Commission européenne sur la demande d'adhésion de la Bosnie-Herzégovine à l'Union européenne.

La Bosnie-Herzégovine doit réformer sa constitution et plusieurs de ses lois afin de satisfaire à la norme européenne : l'égalité de tous les citoyens de Bosnie-Herzégovine, dans tous les aspects de la vie. Pour ce faire, il faudra l'accord des acteurs politiques nationaux pour lever les obstacles à la poursuite du processus d'intégration dans l'Union européenne.

S'agissant de la traite des êtres humains, nous avons élaboré un plan d'action global et multidisciplinaire de lutte contre la traite des êtres humains pour la période 2016-2019, qui vise à améliorer le dispositif d'appui à la lutte contre la traite des êtres humains en Bosnie-Herzégovine. Nous continuerons de moderniser

ce plan et nous en préparerons un autre pour la période à venir.

L'état de droit et le droit international sont consacrés par les dispositions de la Charte des Nations Unies, qui est le fondement même de l'Organisation. La Bosnie-Herzégovine est attachée à la promotion de l'état de droit à tous les niveaux – national, régional et international –, et est fermement engagée à contribuer à l'établissement, au renforcement et au plein respect du droit international, notamment les droits de la personne et le droit international humanitaire. Par conséquent, je tiens à souligner que la Bosnie-Herzégovine est déterminée à respecter ses obligations internationales. Cela est très important pour notre contribution à l'instauration, à la préservation et au maintien de la paix dans l'ensemble et à la promotion des droits de la personne, des libertés fondamentales et du développement durable.

La Bosnie-Herzégovine coopère pleinement avec le Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux, qui assume les fonctions du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, notamment les fonctions judiciaires, l'exécution des peines, la réinstallation des personnes libérées et la protection des victimes et des témoins. Les autorités de la Bosnie-Herzégovine restent déterminées à faire en sorte que toutes les personnes soupçonnées de crimes de guerre sur le territoire de l'ex-Yougoslavie soient traduites en justice.

La Bosnie-Herzégovine voudrait réaffirmer son engagement à poursuivre les négociations sur la réforme

de l'ONU, conformément au Document final du Sommet mondial des chefs d'État et de gouvernement, qui s'est tenu à New York en 2005 (résolution 60/1). La réforme du système des Nations Unies est nécessaire, mais elle doit être menée avec le plus grand soin et avec le consensus le plus large possible des États Membres. La Bosnie-Herzégovine partage l'opinion selon laquelle les pays en développement sont sous-représentés au Conseil de sécurité, ce qui est un argument valable s'agissant de prendre connaissance et de débattre des enjeux et des problèmes propres aux pays en développement.

Compte tenu du caractère sensible de la question, la Bosnie-Herzégovine est déterminée à trouver une solution de compromis. Étant donné que le nombre de pays d'Europe orientale a plus que doublé, nous nous attendons à ce que le Conseil de sécurité réformé soit élargi, avec des sièges supplémentaires réservés à des membres non permanents du Groupe des États d'Europe orientale. La Bosnie-Herzégovine appuie également une plus grande représentation des pays africains, ainsi que des pays en développement de petite et moyenne taille, y compris les petits pays insulaires.

Le Président par intérim (*parle en anglais*) :
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la présidence de la Bosnie-Herzégovine de l'allocution qu'il vient de prononcer.

M. Željko Komšić, Président de la présidence de la Bosnie-Herzégovine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

La séance est levée à 15 h 55.